

## Epreuve de force au Pakistan

Quatre mois après le retour triomphal de M<sup>re</sup> Bhutto, principale opposante au régime du général Zia Ul Haq, une épreuve de force se dessine au Pakistan. Pour la première fois, en effet, les autorités ont non seulement décidé d'interdire les manifestations de l'opposition prévues ce jeudi 14 août à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance, mais elles ont pris les devants en procédant à des centaines d'arrestations et en assignant à résidence de nombreux opposants, dont la fille de l'ancien premier ministre exécuté en 1979.

L'opposition a réagi en annonçant que des manifestations auraient néanmoins lieu, ce jeudi, et en menaçant de lancer, dans les prochains jours, un vaste « mouvement national de protestation » au cas où les personnes interpellées ne seraient pas relâchées. En ce qui la concerne, M<sup>re</sup> Bhutto, qui réclame des élections anticipées, est interdite de séjour au Pendjab, pour cinq jours, et n'a donc pu présider une grande manifestation qui devait se tenir ce jeudi à Lahore, la capitale de cette province.

Ces développements ne constituent pas, à vrai dire, une grande surprise. Après avoir mis fin, début 1986, à neuf ans de loi martiale, le président Zia a rétabli un bon nombre de libertés, mais le pouvoir reste fermement entre ses mains. Pour avoir boycotté, en 1985, l'élection du Parlement, l'opposition en est pratiquement absente. A son retour d'exil, en avril, M<sup>re</sup> Bhutto a donc lancé une campagne en faveur de la dissolution de la Chambre actuelle. Pendant des semaines, ses meetings, autorisés par le gouvernement, ont drainé des foules considérables dans les principales villes du pays.

Après la trêve du Ramadan, il était sans doute temps, pour M<sup>re</sup> Bhutto, dont la popularité est inébranlable, de renouveler son appel au peuple de la rue pour faire pression sur le général Zia, qui bénéficie, de son côté, de l'appui de l'armée et des couches conservatrices de la société. Mais, cette fois, avançant la nécessité d'assurer le « maintien de la loi et de l'ordre », le régime a décidé de donner, au moins provisoirement, un coup d'arrêt aux activités de l'opposition.

Ces mesures compromettent sérieusement la « démocratisation » du Pakistan, dont s'est félicité, à plusieurs reprises, le général Zia, qui effectue actuellement un pèlerinage à La Mecque. Mais il reste à savoir si le mouvement de protestation dont M<sup>re</sup> Bhutto est la figure de proue ne s'est pas un peu essouffé au fil des mois. C'est, en tout cas, sur l'affaiblissement de l'opposition extraparlamentaire que le gouvernement pakistanais tablé, en espérant, notamment, que l'« agitation » orchestrée par M<sup>re</sup> Bhutto laisse déjà une partie de l'opinion. Cette stratégie comporte, cependant, des risques, notamment celui d'incidents violents. Quel qu'il arrive, le bras de fer entre le vieux soldat et la jeune opposante aborde une phase qui promet d'être plus dure que la précédente.

**Le Monde**  
paraîtra normalement  
le 15 août  
(daté samedi 16)

## Un succès pour M. Reagan

### Le Sénat américain a voté une aide aux antisandinistes

Le Sénat américain a finalement adopté, le mercredi 13 août, à Washington, le programme d'aide aux « contras » antisandinistes de 100 millions de dollars (70 millions d'assistance militaire et 30 millions d'aide humanitaire), réclamé par M. Reagan, qui remporte ainsi une victoire importante.

(Lire nos informations page 2.)



## Un point de vue sur la réforme de l'audiovisuel

### Entre deux marées

par Bertrand Cousin  
député RPR

« La vague vient, déferle, écume et se recule. » Ce vers d'Henri de Régnier caractérise assez bien les réformes successives de l'audiovisuel depuis 1974.

La nouvelle président Giscard d'Estaing rompt avec le monothisme administratif de l'ORTF et crée, sept organismes autonomes. La rigueur d'une gestion plus commerciale, la renouveau des programmes, la réévaluation de la programmation de l'information. De son côté, la Société française de production doit progressivement s'ouvrir sur le secteur concurrentiel, c'est-à-dire que les sociétés privées de production se verraient accorder une chance raisonnable de se développer.

Mais la plante de semer ne pourra pas devenir une plante de plein vent. En 1978, le SFP est en crise, et le gouvernement recule devant la seule issue possible, à savoir : la privatisation. Le Trésor public renforce les caisses d'une SFP qui continue de peser sur tout le sys-

tème audiovisuel. Subrepticement les cabinets ministériels cherchent à reprendre le contrôle de l'information dans les chaînes nationales. L'apparition de radios-pirates entraîne une réaction de crainte et d'hostilité vis-à-vis de médias qui pourraient être vraiment libres.

La vague de liberté — première tentative pour distendre le lien entre l'Etat et la communication audiovisuelle — recule à l'approche des grandes élections.

En 1982, après un affrontement au sein de la commission. Moins entre une tendance centralisatrice et le courant auto-gestionnaire, c'est finalement une loi de liberté qui est adoptée. Selon l'article premier de la loi du 29 juillet 1982, la communication audiovisuelle est libre. La monopole de programmation est supprimé et laisse place à un système de déclaration et d'autorisations qui permet le fonctionnement de radios locales privées, le démantèlement de la télématique et l'apparition de la câble-distribution.

La Haute Autorité est censée trancher, selon les termes de Pierre Mesurey, la coupure du cordon ombilical entre l'Etat et la télévision.

Puis l'histoire de la Haute Autorité est celle d'un infanticide, et les

pressions de l'Elysée et de Matignon se font de plus en plus fortes sur les rédactions. Par le biais du monopole de TDF, il est tenté de mettre au pas les radios privées géantes comme NRJ et Solidarité, alors même que Radio-France « occupe le terrain » en multipliant les radios décentralisées, dont la nécessité au regard du service public est incontestable. Une loi institue, en 1984, le régime juridique du câble : ne peuvent être créées, à l'initiative des collectivités locales, que des sociétés locales d'exploitation du câble (SLEC) contrôlées en fait par des organismes publics et par... les commissaires de la République. Les élections de 1986 se profilent à l'horizon et la peur du gouvernement socialiste dispersé. Les conceptions de la 5<sup>e</sup> et de la 6<sup>e</sup> chaîne, les autorisations d'utiliser les canaux du satellite TDF1, la cession d'Europe 1, sont décidées dans le secret et la précipitation par la présidence de la République au profit d'amis politiques.

La vague de la liberté a reculé. Elle s'est même reculée bien loin sur la plage.

Et voici 1986. La plate-forme RPR-JUD prévoit une grande évacuation de liberté avec la disparition des monopoles de diffusion et de pro-

duction. La direction générale des télécommunications doit être régulée, tandis qu'une commission nationale de la communication et des libertés accorderait toutes les autorisations, que ce soit dans le domaine de l'audiovisuel ou dans celui des télécommunications. Il est prévu de privatiser une bonne partie du secteur public, deux chaînes de télévision et la Société française de production ; la publicité serait réservée aux entreprises privées, et une redevance diminuée trait au service public.

Las : la vague a écumé mais n'a pas déferlé. Il faut dire que la cohabitation se prête mal à une réforme aussi profonde, aussi radicale, que celle qui avait été soigneusement préparée. Ouvrir simultanément un front avec le monde de la production en démantelant le SFP, avec les personnels d'une deuxième chaîne nationale de télévision, avec l'énorme machine de la DGT, aurait été imprudent. Toutefois, ce qui a néanmoins été fait, l'a été avec trilogie, se traduisant par une confusion juridique qui laisse perplexes le professeur de droit.

(Lire la suite page 7.)

## Pour relancer la croissance

### Les pays industrialisés préparent une baisse des taux d'intérêt

On attend toujours une baisse des taux d'intérêt en Allemagne fédérale, au Japon et aux Etats-Unis — que pourrait alors suivre la France — pour relancer l'économie des pays industrialisés. Cependant, M. Bangemann, ministre ouest-allemand de l'économie, a déclaré, ce jeudi 14 août, qu'il ne voyait pas « à l'heure actuelle » de marge de manœuvre pour de nouvelles baisses des taux d'intérêt.

Ce n'est peut-être qu'une embellie, mais elle est réelle. La publication quasi simultanée de la hausse des prix pour juillet et de la croissance au deuxième trimestre va redonner un peu d'espoir à un gouvernement qui supportait mal l'étrange langueur enregistrée par l'économie française depuis le début de l'année.

En juillet, mois traditionnel de prise en compte de certaines hausses (automobiles, loyers notamment), les prix n'ont augmenté que de 0,1 % à 0,2 %, soit la plus faible hausse depuis 1965. Ce résultat porte à 2 % ou 2,1 % l'inflation pour les douze derniers mois, ce qui rend plausible désormais l'objectif gouvernemental d'une augmentation des prix de 2,3 % en 1986.

L'activité économique, sans être flamboyante, connaît pour sa part un certain regain (+1,1 % après la stagnation de la production intérieure brute au premier trimestre (0,0 % après révision). Mais deux indicateurs ne font pas l'été, et nombre d'incertitudes demeurent.

L'une d'entre elles tient au prix du pétrole et des produits pétroliers. M. Balladur s'inquiète, en effet, du relèvement des prix des carburants au début de la semaine et serait prêt à en oublier son libéralisme. Pourtant, les compagnies allemandes ont, elles aussi, annoncé un relèvement de 10 centimes par litre du super, après le redressement des cours sur le marché libre de Rotterdam. C'est ce qu'on appelle la loi du marché.

(Lire nos informations page 17.)

CHRONIQUE DES ANNÉES

La mutation des quotidiens  
PAGE 8

De l'inédit sur le marché euro-obligataire  
Pour la première fois, l'URSS est intervenue directement...  
PAGE 17

M. De La Madrid à Washington  
Les Etats-Unis se félicitent de la nouvelle politique économique du Mexique.  
PAGE 2

Les Tamouls au Canada  
Cent cinquante-deux réfugiés de Sri-Lanka ont obtenu l'autorisation de résidence.  
PAGE 2

Les finances des partis politiques  
Un serpent de mer ravivé par les « scandales »...  
PAGE 5

Les insectes résistent aux insecticides  
Des chercheurs français ont découvert les raisons de ce phénomène.  
PAGE 6

**Le Monde**  
DES LIVRES  
— Avec Sartre, à Montparnasse.  
— Georges Hyvernaud, Mario Andrea Rigoni : faire de l'œil au destin.  
— Les obsessions de John Irving.  
Pages 9 à 12

Le sommaire complet se trouve page 20

## Les ravages de la sécheresse

### « Même s'il pleut, il est bien tard... »

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) lance un « pressant appel » au gouvernement pour que des mesures soient prises en faveur des agriculteurs sinistrés : « Malgré les pluies orageuses récentes », déclare la FNSEA, « les conséquences de la sécheresse sont,

dans la plupart des cas, irrémédiables : des aides compensatrices de revenu s'imposent en faveur de tous les agriculteurs sinistrés, qu'il s'agisse de productions végétales ou animales, ne serait-ce que pour éviter l'accélération du processus de désertification des campagnes ».

AUBENAS  
de notre envoyé spécial

Dans les terres tristes d'un coin de l'Ardèche préservée en amont d'Aubenas, des groupes de bergers tentent d'échapper à la touffeur ambiante. Le ciel de plomb a viré à l'anthracite. Déjà, de violentes bourrasques ébouriffent les châtaigniers, balayaient les résineux. Voilà les premiers éclaircies libérateurs. Les premiers gouttes ? Oui, il pleut ! L'orage, vainement espéré ici depuis bientôt trois mois, est au déclin du

paysage : sauvage. Entre les touffes de genêts, des grêlons s'amoncellent. Des pierres volcaniques grosses comme deux poings roulent sur les chemins devenus torrens.

M. Albert Enjoubas, quarante-six ans, éleveur au hameau de Montlaur, commune de Coucouron, en perd sa nature gravité. Evoquer la sécheresse sur fond de gargarisme... Il apprécie la cocasserie du paradoxe. Sur ces hauts plateaux (1 230 mètres d'altitude), les occasions de sourire sont rares, quand le sort de trente

bovins — dont vingt-six vaches laitières — dépend largement d'une météo qui s'acharne à vous retirer le sommeil.

« La terre est tellement dure que l'eau court. Et même si elle pénètre, pour nous il est bien tard, soupir-t-il. Après le 15 août les nuits sont trop longues, la température trop basse pour favoriser un bon regain. Ça reverra un peu, mais nous devons sûrement continuer à piocher dans le stock de fourrage d'hiver déjà largement entamé ».

ROBERT BELLERET.  
(Lire la suite page 18.)

**Le Monde**  
dossiers et documents

## L'AVENTURE AUJOURD'HUI

Les métiers du risque, sport et aventure, tourisme et exotisme

DOSSIERS ET DOCUMENTS :  
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

JUILLET-AOÛT 1986 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 7 F



# Etranger

La visite du président de La Madrid à Washington

## Les Etats-Unis se félicitent de la nouvelle politique économique du gouvernement mexicain

« La stabilité du système mexicain est cruciale pour les Etats-Unis », a déclaré un haut responsable américain à l'issue de l'entretien entre M. Reagan et le président mexicain Miguel de La Madrid à la Maison Blanche, le mercredi 13 août. Henri Pierre nous signale de Washington que les deux présidents se sont efforcés de mettre en évidence les aspects positifs des relations entre les deux pays. Ainsi les questions d'Amérique centrale ont-elles été soigneusement effleurées. M. de La Madrid a insisté, en revanche, sur son engagement d'éliminer le trafic de drogue. Le gouvernement américain est particulièrement satisfait des mesures prises par Mexico pour honorer le remboursement de sa dette extérieure.

La cinquième rencontre « de routine » entre M. Reagan et le président mexicain Miguel de La Madrid — qui a eu lieu le mercredi 13 août à la Maison Blanche — illustre de manière spectaculaire l'amélioration des rapports entre les Etats-Unis et

leur principal partenaire latino-américain. Depuis le dernier entretien entre les deux chefs d'Etat — en janvier de cette année dans la ville mexicaine de Mexico, en basse Californie — ces rapports traditionnellement difficiles, passionnés, ambigus et complexes s'étaient, en effet, sensiblement détériorés.

De très dures accusations avaient été lancées au Congrès de Washington contre les dirigeants mexicains : négligence dans la lutte contre le trafic de drogue, voire complicité de personnalités proches du président de La Madrid avec des trafiquants notoires, corruption administrative, fraude électorale systématique pratiquée par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir. Cette offensive était sans doute menée par M. Jesse Helms, président de la commission sénatoriale pour les affaires de l'hémisphère occidental, et dont les liens connus avec les groupes financiers et politiques hostiles au gouvernement central de Mexico n'étaient pas un gage d'objectivité. Les Mexicains ulcérés avaient réagi avec vigueur, réclamant des explications et des excuses.

Allant plus loin, le sénateur Jesse Helms avait mis en doute la régularité de l'élection à la présidence de

M. de La Madrid. Et selon lui le PRI n'avait pas obtenu comme il le prétendait 71 % des voix aux élections parlementaires de 1985 mais seulement 48 %.

La corruption, à tous les niveaux, est une donnée fondamentale de la vie politique mexicaine. Ce n'est pas un nouveau. Chaque président promet rituellement pendant sa campagne électorale et lors de son investiture de lutter « avec la plus grande énergie » contre ce fléau qui nourrit le scepticisme profond des Mexicains sans illusions sur les capacités de modernisation et de démocratisation réelle d'un système vieillissant, usé, mais encore solide et capable de « contrôler » toutes les tentatives d'opposition sérieuses. La manière dont le PRI a réussi, une fois de plus, à remporter la « victoire » aux élections du 6 juillet dans l'Etat de Chihuahua, à la frontière avec les Etats-Unis, n'aura pas contribué à modifier leur opinion.

### « Sur la bonne voie... »

L'élément nouveau est l'importance accordée à ces pratiques anciennes par la presse des Etats-Unis. L'administration américaine s'est gardée de s'associer à la « campagne » déclenchée par le sénateur Jesse Helms. Mais M. Elliot Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, avait pourtant, en mai, exprimé publiquement sa « préoccupation » à propos des accusations de « fraude électorale au Mexique », estimant qu'elles risquaient de provoquer une « perte de confiance dans le gouvernement mexicain ».

Bref épisode dans ces relations en dents de scie. La confiance, du moins de façade, est apparemment totalement revenue. Avant l'arrivée de M. de La Madrid à Washington, la Maison Blanche se félicitait vivement des « réformes entreprises par la nouvelle équipe économique

mexicaine » et exprimait l'espoir qu'un coup de fouet « allait être donné à la lutte anti-droque », l'un des soucis majeurs du gouvernement américain.

Officiellement, les Etats-Unis estiment que le Mexique est maintenant « sur la bonne voie » depuis la signature d'un important accord avec le Fonds monétaire international qui prévoit 12 milliards de dollars de crédits nouveaux en dix-huit mois, les banques privées étant instamment priées de participer pour moitié environ à ce plan de sauvetage financier d'une nation qui affronte, comme en 1982, une très grave crise économique et financière et dont la dette extérieure s'élève déjà à plus de 100 milliards de dollars.

Le gouvernement mexicain a promis en échange de réduire sensiblement ses dépenses publiques, de moderniser son économie en réorganisant ou en supprimant les entreprises d'Etat notoirement déficitaires. Il a déjà donné un geste important : la fermeture d'une entreprise sidérurgique de Monterrey, mettant au chômage six mille ouvriers. Pour M. Reagan, le Mexique est, après l'URSS, « le pays le plus important pour les Etats-Unis ». Malgré les incompréhensions et les rancœurs, et en dépit d'un dialogue heurté, fait d'ambiguïtés de circonstance, de pressions directes et indirectes, de menaces subtiles et même de chantage, la première puissance de la planète et le deuxième pays le plus endetté d'Amérique latine sont étroitement, à tous les niveaux et de plus en plus, interdépendants. Si les dirigeants mexicains ont un besoin impératif de la « compréhension » et de l'aide de Washington, les Etats-Unis ne peuvent en aucun cas se désintéresser de ce qui se passe chez leur voisin du sud. La vraie menace pour les Etats-Unis ne vient pas du Nicaragua sandiniste, mais d'une éventuelle explosion sociale au Mexique.

MARCEL NIEDERGAU.

ETATS-UNIS : le débat sur le Nicaragua

## Le Sénat a approuvé le programme d'aide à la Contra

WASHINGTON correspondance

Comme prévu, M. Reagan a gagné la « bataille du Nicaragua » au Capitole. Le Sénat a approuvé le projet d'aide aux contras — 70 millions de dollars d'assistance militaire, 30 millions de dollars d'assistance humanitaire, ainsi que 300 millions de dollars d'aide économique pour les quatre pays de l'Amérique centrale (Salvador, Costa-Rica, Guatemala et Hon-

duras). Au cours de la journée de mercredi, le Sénat avait également rejeté plusieurs amendements visant à limiter le programme d'aide. Ainsi le Sénat a refusé d'interdire la présence de « conseillers » militaires américains pour entraîner les « contras » au Honduras et au Costa-Rica. Il a également refusé d'inviter M. Reagan à négocier avec le Nicaragua.

Le vote final (53 voix contre 47) a été plus serré que prévu, et le débat, par moments très acrimonieux, a mis en évidence de profondes divergences de vues. Les adversaires du programme d'aide aux « contras » se déclarent donc satisfaits d'un scrutin qui, s'ajoutant aux divers sondages d'opinion, confirme à leurs yeux que la politique d'aide officielle est loin d'avoir le soutien de l'opinion américaine.

La Chambre, après avoir rejeté le programme en mars, l'avait approuvé en juin par 221 voix contre 209. Le revirement de la Chambre, pourtant contrôlée par les démocrates, avait été obtenu à la suite d'une campagne vigoureuse et de multiples pressions de M. Reagan. En année électorale, beaucoup de parlementaires n'ont pas voulu courir le risque d'être dénoncés plus tard comme ayant favorisé la « subversion communiste » en Amérique centrale.

Le texte doit maintenant être soumis à une commission mixte de la Chambre des représentants et du Sénat pour la mise au point d'une version commune aux deux Assemblées, l'adoption du texte définitif étant considérée comme une formalité.

La session s'achève ainsi sur un succès du président Reagan, qui compense ses échecs sur les problèmes de la défense, en particulier sur son programme de recherche concernant les armes défensives, réduit très fortement par la Chambre (3 milliards 950 millions de dollars, au lieu des 5 milliards 300 millions de dollars demandés).

HENRI PIERRE.

### L'habileuse de Nancy Reagan accusée de trafic d'armes

Washington (AFP, Reuter). — Anita Castelo vient de perdre son emploi. Femme de chambre de M. Nancy Reagan depuis 1981, elle a été mise jeudi 13 août « en disponibilité » par la Maison Blanche. L'habileuse de la première dame des Etats-Unis a été inculpée à Richmond, par un tribunal de Virginie, de « complicité d'exportation illégale de munitions ».

Agée de quarante-cinq ans, et originaire d'Uruguay, Anita Castelo avait été naturalisée américaine en 1967 : elle serait accusée, selon des sources proches des enquêteurs, d'avoir tenté d'introduire illégalement pour plus de 17 000 dollars de munitions dans un pays d'Amérique latine non identifié. La femme de chambre, qui s'est présentée d'elle-même aux autorités, a plaidé non coupable et a été remise en liberté sous caution. Jusqu'à la conclusion définitive de l'affaire, elle continuera à percevoir son salaire annuel de 17 430 dollars, sans être admise à exercer ses fonctions. Deux ressortissants paraguayens seraient également impliqués dans cette affaire de trafic d'armes.

## La mise au point du plan de sauvetage financier

Au moment même où le président Miguel de La Madrid plaide la cause mexicaine à Washington, les banques centrales et les banques créancières du Mexique mettent la dernière main au montage d'un crédit-relais de 1,5 milliard de dollars offrant un répit avant que les négociations laborieuses, pour la mise en œuvre d'un plan de sauvetage financier de 12 milliards de dollars (le Monde du 28 juillet), puissent aboutir. Si les banques américaines, les plus lourdement engagées, ont dû le départ « marché au canon », pour reprendre l'expression d'un négociateur, afin de conclure au plus vite et de répondre à l'attente de la FED, les banques européennes étaient, à l'origine, beaucoup moins enthousiastes. Le principe est en effet de voir la Réserve fédérale américaine, une cinquantaine de banques créancières et les banques centrales membres de la BRI (Banque de règlements internationaux), intervenir chacune pour 500 millions dans le montage de ce crédit-relais envisagé pour six mois, et peut-être pour plus longtemps.

Un tel crédit est attendu avec impatience par Mexico. Non seulement il est prévu qu'une première tranche de 750 millions de dollars sera très rapidement débloquée pour reconstituer les réserves mexicaines qui se réduisent comme peu de chagrin. Mais il constitue un premier engagement concret des créanciers privés de ce pays dont la dette frôle les 100 milliards de dollars. C'est bien ce qui craignent les banques qui, sans se faire d'illusion sur leurs capacités de résistance, craignent de « mettre la paille dans l'engrenage » qui les conduira, ensuite,

à apporter 8 milliards de dollars dans la vaste opération de sauvetage mise au point par le gouvernement mexicain et le Fonds monétaire international. La remontée des cours du pétrole après le récent accord de l'OPEP tend à les rassurer sur un point. Le mécanisme de compensation d'éventuelles pertes de recettes pétrolières du Mexique envisagé par le FMI sur ces 60 milliards de dollars a moins de chance aujourd'hui qu'il y a un mois d'être appliqué et d'obliger les banques créancières à participer à un effort international supplémentaire. Ce mécanisme prévoit une accélération des remboursements mexicains au cas où le baril dépasserait 14 dollars, la conjoncture pétrolière actuelle constitue même un facteur de soulagement pour le monde bancaire.

Nul n'ayant plus le choix des armes puisque le directeur général du FMI, M. Jacques de Larosière a bien spécifié que le difficile montage mis au point avec Mexico le 22 juillet serait caduc si les banques privées n'y souscrivaient pas, il ne reste plus à mettre au point que certaines modalités techniques du crédit-relais dont le lancement est attendu pour les jours à venir. En dehors de la FED qui, n'étant pas membre de la BRI a annoncé qu'elle était prête à participer pour un tiers dans ce crédit, les autres banques centrales se répartiront les 500 millions de dollars qui leur sont imparties au prorata des engagements au Mexique des pays qu'elles représentent, soit 7 % pour la France par exemple, 10,4 % pour la Grande-Bretagne ou 15 % pour le Japon.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

● CHILI : démission du ministre de la Santé. — M. Winston Chinchon, ministre chilien de la santé, a démissionné le mercredi 13 août et a été remplacé par M. Juan Guzmán. La décision de M. Chinchon de quitter ses fonctions qu'il occupait depuis trois ans intervient à la suite d'une série de conflits déclenchés par le syndicat des médecins qui accuse le gouvernement de ne pas fournir de ressources suffisantes aux organismes de santé. — (AFP, Reuter.)

● COLOMBIE : Un Néerlandais enlevé retrouve la liberté à Panama. — Un technicien néerlandais, M. Peter Vranken, qui avait été enlevé depuis plus de quatre mois dans le nord-est de la Colombie, a été relâché en juillet au Panama, et a maintenant regagné son pays, a-t-on indiqué mercredi 13 août de source

informée. M. Vranken, qui travaillait à l'installation d'un oléoduc dans la région d'Arauca, était apparemment aux mains des guerilleros de l'Armée de libération nationale (ELN). On ignore si une rançon a été versée pour sa libération. — (Reuter.)

● VENEZUELA : mandat d'arrestation contre un journaliste américain. — Un juge vénézuélien, instruisant une plainte pour diffamation à la suite de la publication d'un article sur un cas de corruption, a lancé, mercredi 13 août, un mandat d'arrestation contre un journaliste américain, M. John Sweeney, correspondant des hebdomadaires Newsweek et Business Week, et directeur du mensuel Ven-Economía. C'est la seconde fois en un mois que la justice vénézuélienne donne l'ordre d'arrêter un journaliste poursuivi pour diffamation. — (AFP.)

### CANADA

## Les 152 rescapés tamouls obtiennent une autorisation de résidence

Les cent cinquante-deux Sri-Lankais d'origine tamoule recueillis en mer au début de la semaine près de Terre-Neuve par des pêcheurs canadiens ont reçu des autorisations de résidence au Canada pour un an. Les responsables canadiens de l'immigration ont précisé, mercredi 13 août, que ces autorisations ont été délivrées malgré les réserves sur la véracité de leurs déclarations concernant leur voyage. « Il ne fait aucun doute qu'ils sont bien originaires de Sri-Lanka, déchiré par une guerre civile », a précisé le directeur local des services de l'immigration, M. Jarrett Letto.

Il semble certain, en revanche, que ces réfugiés ne venaient pas directement du sud de l'Inde comme ils l'ont affirmé, mais d'Allemagne fédérale. Un député de Basse-Saxe, M. Rudolf Fisher, a ainsi affirmé que les cent cinquante-deux Sri-Lankais ont d'abord vécu en RFA, où ils avaient demandé l'asile politique, puis seraient partis pour la France où ils auraient embarqué sur un cargo. Selon des informations recueillies à Bonn, et non confirmées de source officielle, une grande partie d'entre eux seraient, en effet, partis de Basse-Saxe le 27 juillet dernier pour la France à bord d'autocars et ils se seraient embarqués à Calais sur un cargo chinois. Plusieurs communes de Basse-Saxe ont en outre confirmé que des réfugiés tamouls avaient disparu de leurs centres d'hébergement.

Ces informations confirmeraient celles de la police canadienne qui a relevé « quelques incohérences » dans le récit des réfugiés, qui ne donnaient pas l'impression d'avoir été privés de nourriture depuis cinq jours. « Plusieurs d'entre eux étaient porteurs d'argent et de documents ouest-allemands, comme les journaux qu'ils enveloppaient leurs affaires », a indiqué un immigré sri-lankais qui a servi d'interprète à la police. Les réfugiés maintiennent

quant à eux leur version (le Monde du 14 août).

En attendant que leur demande de statut de réfugié soit étudiée — ils ne seront de toute manière pas renvoyés à Sri-Lanka, — la moitié d'entre eux iront à Montréal, où ils seront accueillis par la communauté tamoule locale, forte de trois mille cinq cents personnes. Les autres seront dirigés vers Toronto, à l'indiqué d'un porte-parole du département de l'immigration. Les gendarmes canadiens expliquent que les contradictions sur l'origine des réfugiés sont dues à un souci de couvrir une filière d'émigration clandestine.

### La coopération soviéto-cubaine

## Moscou restreint son aide économique à La Havane

La Havane (Reuter). — L'Union soviétique a imposé à Cuba des dispositions moins avantageuses dans l'accord de coopération économique et commerciale qu'ils ont signé en milieu diplomatique de La Havane, mercredi 13 août.

C'est ainsi que le prix du sucre cubain vendu en URSS, qui était l'an dernier de 915 roubles la tonne, aurait été ramené à 850 roubles pour les cinq années comprises entre 1986 et 1990, cela bien que La Havane ait réclamé un prix plus élevé assorti de révisions annuelles.

En revanche, le prix du pétrole soviétique importé par Cuba restera identique — 26 roubles la tonne — à celui de 1985, en dépit de la chute des cours mondiaux. Au cours officiel, le rouble vaut un peu moins de 1,5 dollar.

Le volume des exportations de sucre restera identique : 4 millions de tonnes par an, soit un peu plus de la moitié de la production cubaine. Les quantités de pétrole livrées par l'URSS, et dont Cuba revend 30 % en échange de devises fortes, sont elles aussi inchangées par rapport à 1985 : 13,4 millions de tonnes par

an. Les responsables cubains n'ont ni confirmé ni infirmé ces chiffres.

Moscou avait par ailleurs refusé de financer de nouveaux projets industriels à Cuba, estimant qu'il faut donner la priorité à l'achèvement de plusieurs installations importantes. Parmi celles-ci, actuellement en construction, figurent la première centrale nucléaire de Cuba, à Cienfuegos, une nouvelle raffinerie pétrolière et un terminal pour superpétroliers, deux centrales thermoelectriques et une usine de traitement du nickel.

Les deux tiers des échanges commerciaux de Cuba se font avec l'URSS, son principal partenaire. En dépit des termes moins avantageux du nouvel accord de coopération, les Soviétiques continuent d'aider le gouvernement de M. Fidel Castro en accordant des prix préférentiels aux exportations cubaines et en permettant à Cuba de réexporter du pétrole soviétique payé en roubles pour obtenir des devises fortes. La réexportation par Cuba de pétrole soviétique lui fournit 550 millions de dollars sur un total d'exportations payées en devises fortes de 1,4 milliard de dollars.

### Selon le « Miami Herald »

## Les armes est-allemandes saisies au Panama étaient destinées à la marine péruvienne

Les armes est-allemandes saisies en juin au Panama à bord du cargo danois *Pia-Vesta* auraient été destinées à l'origine à la marine péruvienne, qui aurait conclu cette transaction à l'insu du gouvernement de Lima. Cette affirmation émane du *Miami Herald*, qui a publié mercredi 13 août un entretien avec M. David Duncan, présenté comme un spécialiste du commerce des armes européennes. M. Duncan prétend avoir mis sur pied cette affaire, et affirme que « les militaires péruviens savaient exactement ce qui se passait ».

Selon lui, la marine péruvienne a toutefois été contrainte d'annuler au dernier moment la transaction, alors

que le cargo était à proximité du port péruvien de Callao, lorsque le président Alan García fut informé de l'affaire par les services de renseignements américains.

M. Duncan affirme aussi que la cargaison d'armes a été saisie au Panama, au moment où le *Pia-Vesta* s'apprêtait à la livrer aux forces armées salvadoriennes avec lesquelles un accord aurait été conclu en toute hâte. Il n'a toutefois pas présenté au quotidien de preuve tangible pour appuyer ses dires. La police de Miami, la police fédérale américaine et le département d'Etat ont, pour leur part, indiqué que M. Duncan n'était pas connu de leurs services comme intermédiaire dans le commerce des armes. Cette affaire de contrebande a provoqué mardi le rappel par le Pérou de son ambassadeur en RDA et une protestation énergique de Lima auprès des autorités est-allemandes, point de départ, le 5 mai, du *Pia-Vesta* (le Monde du 14 août).

### Découverte d'un arsenal au Chili

Les autorités chiliennes ont annoncé mardi 12 août la découverte d'une cache d'armes, contenant cinquante-six fusils de fabrication américaine près de Carrizal-Bejo (à plus de 700 kilomètres au nord de la capitale). Un premier arsenal avait déjà été saisi la semaine précédente dans cette même zone, selon les autorités. Il comprenait trois cent quarante-huit fusils M-16, un lance-roquettes de fabrication soviétique, des charges et des explosifs. Les six personnes qui ont été arrêtées lundi et mardi à la suite de ces saisies d'armes, destinées à un mouvement de guérilla d'extrême-gauche selon les autorités chiliennes, ont été libérées mercredi. Elles avaient été accusées de complicité présumée avec le Front patriotique Manuel Rodríguez (FPMR) après des affrontements avec la CNI (police politique) au cours des saisies. Douze autres personnes sont encore détenues. La commission chilienne des droits de l'homme a exprimé des doutes sur la « véracité de la version officielle ». — (AFP.)



# Afrique

## AFRIQUE DU SUD : la fin du congrès du Parti national

### Ni débat ni ouverture

DURBAN  
de notre envoyé spécial

Le congrès du Parti national s'est achevé, mercredi 13 août, sans décisions importantes. Le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré que la France regrette que le président Botha n'ait pas « présenté de nouvelles initiatives de nature à favoriser l'ouverture du dialogue indésirable ». A Londres, le porte-parole du Foreign Office a tenu le même langage. En Zambie, le gouvernement a ordonné à la Banque centrale de ne plus allouer de devises aux entreprises qui souhaitent importer des marchandises sud-africaines.

Si l'on en croit le président Botha, le troisième congrès fédéral du Parti national a été un succès. Il a clos en lançant un appel à l'unité et en faisant l'éloge de son parti, estimant qu'il s'agit d'adapter et de critiquer lui-même et qu'il est suffisamment armé pour relever le défi du futur. Le congrès a été aride, sans débats, sans contestations. Les ministres ont défilé à la tribune, égrenant leurs discours et répondant aux questions d'intervenants dociles. Le fanfaron du gouvernement, M. Hendrik Verwoerd, ministre des transports, qui dirigeait les débats, a su y mettre de la bonne humeur. Il n'y a pas eu de véritable débat, du moins dans la salle, ni de velléité de modifier la ligne de conduite de cette formation en charge des intérêts du pays depuis trente-huit ans. Le consensus n'était pas à rechercher. Les mille six cents délégués semblaient s'être vus pour retrouver des certitudes communes depuis longtemps.

Aucune idée véritablement neuve, aucun projet concret n'a émergé de cette rhétorique usée. Seules quelques vagues suggestions prudentes étaient dissimulées derrière des

thèmes rabâchés. Par exemple, le ministre du développement constitutionnel et du Plan, M. Chris Heunis, a dit que, si les communautés noires en dehors des *homelands* voulaient être leurs représentants au Conseil national, « le gouvernement les assisterait pour l'établissement des listes de citoyens qui participeraient à de telles élections dans le cadre régional ».

Le ministre des « affaires bantoues » a précisé que le Conseil national, futur instrument de négociations pour le partage du pouvoir avec les Noirs, était susceptible d'améliorations, et que « toutes les propositions seraient étudiées ».

#### Atermoiements...

Autre suggestion, elle aussi à peine esquissée, celle de créer un Conseil d'Etat, organisme fédéral qui regrouperait les *homelands* autonomes et les Etats urbains qui pourraient être formés par les *townships* noirs. Là encore, la formulation est vague et le concept pas véritablement décisif; aucun débat n'a eu lieu sur ce point, évoqué au détour d'une phrase, comme si l'on avait peur d'explorer cette voie.

Depuis des lustres, le Parti national est en quête de solutions origi-

nales, ses leaders rejetant tous modèles existant sur la planète. Pour ses dirigeants, l'Afrique du Sud est un cas unique, qui appelle une recette originale. Celle-ci doit concilier l'inconciliable, c'est-à-dire un système moribond appelé l'apartheid, et des valeurs démocratiques auxquelles le président de la République affirme son attachement. Une gageure illustrée par son intervention finale, au cours de laquelle il a assuré que, aussi longtemps qu'il restait à la tête de l'Etat, il ne permettrait pas que soient violés les droits de propriété reconnus dans le cadre de la ségrégation de l'habitat. Autrement dit, chaque race ne dispose de ce droit que dans la zone où elle est autorisée à vivre en fonction de la couleur de sa peau, ce qui signifie aussi que la ségrégation demeure dans le système d'éducation. M. Botha a estimé que ce principe faisait partie des droits culturels, et l'a qualifié de « pilier de la société sud-africaine ».

C'est sur cette note négative que s'est achevé le congrès de Durban, qui restera comme celui des atermoiements masqués par un esprit de corps ragaillard dans l'adversité.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Le Portugal s'attend à un retour massif de ses ressortissants

LISBONNE  
de notre correspondant

Les containers s'accumulent le long du port maritime de Setúbal : des voitures, des meubles et toutes sortes de matériels électroménagers. Est-on à la veille d'un retour massif des Portugais résidents en Afrique du Sud ? Les indices ne manquent pas. Et les grands titres sur ce sujet abondent dans la presse de Lisbonne.

Le souvenir des problèmes posés par les centaines de milliers de rapatriés qui, au lendemain de l'indépendance des anciennes colonies d'Afrique, sont arrivés au Portugal, est encore bien présent. D'où les craintes exprimées par le gouvernement de M. Cavaco Silva, face à l'évolution politique en Afrique australe. « Le climat qui règne parmi les Portugais résidents en Afrique du Sud est préoccupant », a avoué le secrétaire d'Etat à la coopération et aux affaires étrangères, M. Azevedo Soares, en restaurant récemment d'un voyage qui l'a conduit à Pretoria, Harare et Lusaka. Au cours de ce voyage, il a remis un message du premier ministre portugais aux présidents Botha et Kenneth Kaunda. Il s'est d'autre part entretenu avec le secrétaire général de l'ANC et avec des opposants modérés au régime de Pretoria, avec pour objectif d'expo-

ser la position portugaise à l'égard du régime de l'apartheid.

« Les sanctions économiques sont loin de constituer le seul élément de pression politique en vue de la solution des problèmes », a expliqué M. Azevedo Soares. Il a néanmoins estimé que le Portugal pourrait être amené à approuver ce genre de mesures « au cas où des changements importants dans la politique de Pretoria n'interviendrait pas rapidement ».

Cette attitude très nuancée représente une évolution par rapport à la position antérieure de la diplomatie de Lisbonne, qui rejetait « dans l'absolu » tout projet de sanctions à l'égard du gouvernement sud-africain. Deux raisons expliquent une telle évolution. D'un côté, la réprobation que le gouvernement de M. Botha suscite dans la plupart des pays membres de la CEE ; de l'autre, la pression exercée par les nationaux émigrés en Afrique du Sud et dont le nombre dépasse les six cent mille.

A Johannesburg, par exemple, un habitant sur sept est d'origine portugaise. Contrairement à ce qui se passe dans des pays européens comme la France, le Luxembourg ou l'Allemagne, où la main-d'œuvre portugaise est peu qualifiée, les Portugais d'Afrique du Sud occupent des postes de responsabilité dans l'administration. Beaucoup d'entre eux jouissent d'un statut social élevé, jouent un rôle important dans le monde des affaires et font partie des groupes de pression qui investissent dans de grosses entreprises ayant leurs sièges à Lisbonne ou à Porto.

Pris entre deux feux, le gouvernement de M. Cavaco Silva prône la modération. Dans la perspective d'un éventuel durcissement à la suite de la réunion des ministres des affaires étrangères des pays de la Communauté, prévue les 6 et 7 septembre à Londres, il s'efforce ainsi de tirer son épingle du jeu.

JOSÉ REBELO.

FERDINAND ALQUIE
CHRISTIAN DELACAMPAGNE
JACQUES DERRIDA
JEAN-TOUSSAINT DESANTI
VINCENT DESCOMBES
MARCEL DE DIEZEL
ELISABETH DE FOUTENAY
GILBERT LASCAL
EMMANUEL LEVINAS
CLEMENT ROSSET
LOUIS SALA-MOLINS
MICHEL SERRES

Le Monde  
DOUZE LEÇONS  
DE PHILOSOPHIE

L'Université de Paris

Une invitation à la réflexion

Une co-édition La Découverte / Le Monde

## CONGO : attentats et procès

### A l'heure du terrorisme

L'Afrique, qui connaît d'autres maux, semble au moins épargnée par le terrorisme. Mais voilà qu'elle se met au sinistre d'un milieu de foules innocentes. Le ministre togolais de l'Intérieur vient d'évoquer « un complot du terrorisme international » visant à « déstabiliser plusieurs pays africains, après l'arrestation de neuf personnes en possession d'explosifs, destinés notamment à un attentat sur le grand marché de Lomé. Le président Sogbo a exprimé, mercredi 13 août, sa propre inquiétude devant les menaces qui pèsent sur le Gabon. Comme pour des affaires similaires, l'an passé, des « preuves » ont été montrées à la presse avec force publicité à Lomé. Un bon procès vaudrait mieux, pour faire la lumière, que ces exhibitions. Il reste que deux personnes ont été tuées en 1985, au cours d'une série d'attentats qu'il est difficile d'attribuer sans examen au seul machiavélisme du général Eyadéma, comme le font des opposants en exil.

L'office de la filière terroriste au Togo est relancé au moment où s'achève, au Congo, le procès de sept hommes présentés comme les auteurs de deux attentats meurtriers à Brazzaville en 1982. Le premier, perpétré le 20 mars dans un cinéma du quartier populaire de Poto-Poto, fit cinq morts ; après le second, commis le 17 juillet à l'aéroport de la capitale, on relève quatre cadavres. Au total, il y eut quatre-vingt-deux blessés, qui se sont par la suite présentés devant la Cour révolutionnaire de justice pour demander des dommages-intérêts. Un grand moment, parmi d'autres, au cours de ce procès que la télévision nationale montre intégralement, parfois en direct.

Les trois principaux accusés sont MM. Jean-Pierre Thysdér-Tchicaya, numéro deux du Parti

congolais du travail au moment de sa mise en cause, en 1984, Ernest-Claude Ndalla, dit Ndalla-Grille, ancien ministre de l'éducation nationale, et le colonel Blaise Nzalekanda, très populaire en raison du rôle qu'il joua en 1981 dans la force d'interposition africaine à Ndjamena. Un point commun entre ces personnalités : elles sont originaires du sud du pays.

Selon l'accusation, Ndalla aurait mis dans la tête de Thysdér-Tchicaya que sa popularité portait ombrage au président Sassou-Nguesso, pour l'entraîner dans un complot. Les deux politiciens se seraient alors assurés le concours du militaire pour entreprendre des actions déstabilisatrices. Quelques hommes de main auraient été chargés de l'exécution, et un Français, M. Bouissou, arrivé au Congo en janvier 1982, aurait été responsable de la mise au point des explosifs.

Comme les autres accusés, M. Bouissou, défendu par un avocat français, plaide non coupable. Au cours de leur détention préalable, les Congolais ont fait certains aveux à la sécurité d'Etat. Leur système de défense est qu'il s'agissait pour eux de sortir des griffes des inquisiteurs et d'« arriver vivants » à un procès public.

#### Aveux sous la torture

« On vous demande ce que vous avez dit sous la torture ; on ne vous demande pas comment vous avez été torturé », a déclaré péremptoirement le président de la Cour révolutionnaire, membre du parti unique, à un accusé, M. Kimbelle. Celui-ci répondait comment on l'avait soumis à la question par l'électricité dans la « Cité des 17 », un ensemble construit pour les chefs d'Etat lors d'un sommet africain en

1978. Il semble que ce complot, sur les déclarations duquel repose une grande partie du dossier d'accusation, ait été le seul à subir un tel traitement. Parce qu'il refusait d'être authentifié par un film tourné à son insu pendant son interrogatoire, Ndalla a été menacé du « Kilimandjaro », mais il a finalement échappé à ce supplice consistant en la suspension au plafond par les membres.

Un avocat mandaté par la Fédération internationale des droits de l'homme, M. Henri Choukroun, a pu assister au procès, ainsi qu'un observateur d'Amnesty International. L'« intime conviction » du premier est que les accusés sont innocents. Il laisse entendre que la sécurité d'Etat a choisi ses victimes parmi les personnes que le chef de l'Etat ne pouvait être mécontent de voir mises sur la sellette, mais il ne sait pas qui pourraient être les vrais auteurs des attentats. Des opposants congolais disent que des membres de ce service de la sécurité d'Etat sont eux-mêmes capables d'avoir trahi d'anciens alliés dans les actions terroristes pour nuire au président Sassou Nguesso en raison des querelles intestines du régime.

C'est peut-être lancer le bouchon un peu loin. Un des aspects troublants de cette ténébreuse affaire est la présence à Brazzaville, quelque temps avant les explosions, d'un Centrafrique impliqué dans un attentat à Bangui. On avait parlé à l'époque de complicités à Tripoli. Les autorités togolaises affirment que les personnes qu'elles viennent d'arrêter avaient obtenu des explosifs d'un diplomate libyen à Cotonou. A tort ou à raison, certains voient l'œuvre du colonel Kadafi se profiler aussi sur le terrorisme à l'africaine.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## A TRAVERS LE MONDE

### Chine

#### Le rapprochement avec l'URSS

Pékin. — L'un des quatre premiers vice-premiers ministres de l'URSS, M. Nikolai Tikhonov, se rendra en visite officielle en Chine début septembre, a-t-on annoncé, mercredi 13 août, de source soviétique à Pékin. M. Tikhonov, qui est également président du comité d'Etat au plan, discutera avec les dirigeants chinois de l'augmentation des échanges commerciaux, économiques, techniques et scientifiques entre la Chine et l'URSS.

D'autre part, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, a déclaré mercredi, lors d'entretiens avec le chargé d'affaires soviétique, que le discours prononcé le 23 juillet à Vladivostok par M. Mikhaïl Gorbatchev « est encore loin de lever les trois obstacles majeurs » à la normalisation sino-soviétique. Selon M. Wu, la Chine « désire sincèrement une rapide normalisation des relations », mais elle déplore que le discours du numéro un soviétique ait « évité en particulier la question du retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge », problème auquel Pékin attache « une grande importance ».

● Exécution à Shanghai. — Sept personnes ont été exécutées à Shanghai récemment pour des vols et des vols, selon des affiches murales vues par des témoins occidentaux. La majorité des suppliciés, âgés de 5 à 60 ans, étaient des jeunes sans emploi reconnus coupables de vols avec violence, vols avec effraction ou « hooliganisme ». Le plus âgé, un ouvrier soviétique, a été exécuté pour le vol de petites filles. — (AFP.)

### Corée du Sud

#### 885 détenus amnistiés

Séoul. — Huit cent quatre-vingt-neuf détenus, dont une poignée d'opposants politiques, ont été libérés ce jeudi 14 août en Corée du Sud dans le cadre d'une amnistie destinée à commémorer la fin de l'occupation japonaise en 1945, a annoncé le ministère de la justice. De son côté, le procureur a fait connaître l'abandon de poursuites engagées contre seize membres du Parti néo-démocrate coréen (PNDC) dans le

### Inde

#### Renforcement du contrôle de la frontière avec le Pakistan

New-Delhi (AFP). — Le Parlement indien a accordé, mercredi 13 août, au gouvernement les pouvoirs nécessaires pour renforcer le contrôle de la frontière avec le Pakistan dans le but de lutter contre les séparatistes sikhs, partisans d'un Etat indépendant au Pendjab, frontalier du Pakistan. New-Delhi accuse Islamabad d'aider et d'entraîner les militants sikhs qui traversent la frontière pour attaquer certains objectifs en Inde et retourner ensuite se réfugier au Pakistan. Islamabad a toujours nié la bien-fondé de ces accusations.

### République d'Irlande

#### Découverte d'armes dans un centre de tri postal

Des employés des postes à Dublin ont découvert huit colis d'armes et de munitions en provenance de Chicago, après que l'un des paquets se fut ouvert accidentellement dans un centre de tri de la capitale irlandaise, a annoncé, mercredi 13 août, la police. Selon elle, les colis — qui contenaient des pistolets de mitraillette, des grenades et des balles — étaient apparemment destinés à l'Armée républicaine irlandaise (IRA). La brigade antiterroriste s'est rendue aux adresses qui figuraient sur les colis mais n'a procédé à aucune arrestation.

D'autre part, des dirigeants protestants d'Irlande du Nord ont annoncé, mercredi, qu'ils organiseraient une escorte gigantesque pour « protéger » M. Peter Robinson, chef adjoint du Parti unioniste démocrate (PUD) et député au Parlement britannique, qui devait se rendre à Dundalk, en République d'Irlande, ce jeudi, pour comparaître devant un tribunal. M. Robinson a été arrêté, la semaine dernière, au cours d'un raid mené par des protestants de l'Irlande du Nord en République d'Irlande, destiné à mettre en évidence des mauvaises conditions de sécurité. A Dundalk — que M. Robinson a qualifié de « ville d'or de l'IRA » — les conditions de sécurité ont été renforcées et les commerçants ont barricadé leurs magasins.

Mercredi, la justice irlandaise a libéré John O'Reilly, un militant régionaliste irlandais de vingt-six ans originaire de Belfast, recherché pour complot en Irlande du Nord après les révolutions d'un repent. — (AFP, Reuters, UPI.)

### Sri-Lanka

#### Les négociations avec les Tamouls modérés en bonne voie

Colombo. — Le gouvernement sri-lankais et des dirigeants tamouls modérés sont sur le point de signer un accord pour mettre fin au conflit ethnique qui déchire l'île depuis trois ans, a déclaré, mercredi 13 août, le ministre sri-lankais de l'information. « Nous sommes sur le point de parvenir à un accord avec le TULF (Front uni de libération tamoule), a-t-il déclaré.

Les dirigeants du TULF sont attendus vendredi à Colombo pour reprendre les négociations avec le gouvernement sur le plan de paix proposé par le président Junius Jayewardene. Ils avaient déjà passé dix jours dans la capitale la mois dernière pour examiner le plan de paix qui prévoit la création de conseils régionaux élus dans les neuf provinces du pays. Le conflit entre la minorité tamoule — 13 % de la population — et la majorité singhalaise a fait plus de quatre mille morts depuis juillet 1983. — (Reuters.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75477 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 65572 F  
Tél. MONDIPR 65573 F  
Tél. MONDIPR 65574 F  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Méty (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Larroque (1982-1985)

Dirigeant de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Benoit-Méty, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Veret

Correspondant en chef : Claude Salas

## Le Monde

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 42-55-91-81 et 42-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 266 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 450 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 56 p. ; Irlande, 120 dr. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 6 000 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 F. ; USA, 1,25 \$ ; USA (Répub. Cent.), 1,50 \$.

## ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 536 F
ÉTRANGER (par messagerie)	1 399 F	2 624 F	3 889 F	5 180 F
II - SUISSE, TUNISIE	594 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les nous propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037



## Proche-Orient

Après les accrochages entre « casques bleus » français et miliciens chiites dans le Liban du Sud

### M. Mitterrand affirme que Paris demeurera « fidèle à ses engagements »

Le président Mitterrand a exhorté, mercredi 13 août, le secrétaire général de l'ONU à faire tout son possible pour empêcher la répétition des affrontements qui ont opposé ces derniers jours des miliciens du mouvement chiite Amal aux « casques bleus » français de la FINUL au Liban du Sud. Dans un message adressé à M. Javier Pérez de Cuellar, le chef de l'Etat relève que ces incidents témoignent d'une « évolution très préoccupante de la situation ». Il laisse, cependant, entendre que la France n'envisage aucunement de se retirer de la FINUL : « La France, dit-il, fidèle à ses engagements, continuera d'agir au service de la paix. » Il rappelle le « dévouement » et l'« efficacité » avec lesquels le contingent français s'acquiesce de « la mission de paix qui lui a été confiée ».

M. Mitterrand a adressé ce message après s'être longuement entretenu au téléphone, mercredi après-midi, avec le général Pons, commandant des forces françaises de la FINUL au Liban. Le chef de l'Etat, a-t-on indiqué à l'Elysée, souhaitait avoir des nouvelles de quel que dix-huit soldats blessés et a reçu, à ce sujet, des informations « rassurantes », notamment quant à l'état de santé du Français le plus gravement atteint et dont les jours ne semblent pas en danger. Le général Pons a évoqué les contacts qu'il avait eus avec les dirigeants d'Amal et estimé que « pour le moment, les éléments incontrôlés qui cherchaient à envahir la situation semblaient ne plus se manifester ».

Sur le terrain, une nouvelle attaque a eu lieu dans la nuit de mercredi à jeudi : un bâtiment des « casques bleus » français à Tyr a été attaqué au lance-roquettes, sans faire de victime. Mercredi, le calme

a régné aux abords des postes français de la FINUL, notamment près du village de Maarakah, après quelques accrochages sporadiques encore enregistrés durant la nuit de mardi à mercredi. Mais certaines positions restent encerclées. De l'une d'elles, proche du quartier général du contingent français à Maarakah, les journalistes ont pu observer à la jumelle, à une distance de 1 kilomètre, l'installation par des miliciens d'une pièce de mortier, et, sur des collines voisines, des hommes armés de lance-roquettes antichars. C'est avec ce type d'armes que les positions françaises ont été pilonnées lundi et mardi après un incident au cours duquel un responsable d'Amal de Maarakah et un autre cadre du mouvement ont été tués à un barrage de la FINUL.

#### Des « éléments suspects »

Toute la journée de mercredi, les dirigeants d'Amal ont incité leurs miliciens à la modération, s'efforçant de faire porter la responsabilité des accrochages sur des « éléments incontrôlés » et réaffirmant leur désir de voir le contingent français continuer à participer à la FINUL. Dans un message adressé au gouvernement français, le chef d'Amal, M. Nabih Berri, se déclare ainsi disposé à « participer à une commission d'enquête » diligentée par des militaires français et à « mettre en application ses résolutions », afin de calmer la situation. Il assure « la coopération et le peuple français (...) de la conviction d'Amal de la nécessité du maintien d'un contingent français au sein de la FINUL ». Les incidents de ces derniers jours ont frappé « le corps même d'Amal », explique M. Berri, qui dénonce l'action d'éléments dont

l'objectif est, selon lui, de porter atteinte aux bonnes relations entre la France et son mouvement.

Pour sa part, le bureau d'information d'Amal a indiqué que le mouvement avait fait arrêter des « éléments suspects » qui avaient tiré mardi soir sur des positions françaises. De source proche d'Amal, on relève encore que le responsable du mouvement à Maarakah, tué lors de l'incident à l'origine des accrochages, appartenait à la tendance pro-iranienne de l'organisation et était opposé à M. Daoud Daoud, chef d'Amal pour le Liban du Sud.

De son côté, M. Hussein Mousawi, chef du mouvement Amal islamique (une dissidence d'Amal) et l'un des dirigeants du Hezbollah (le Parti de Dieu, intégriste pro-iranien), a violemment critiqué, mercredi, le rôle de la FINUL, « et en particulier le contingent français », dont la mission serait, selon lui, de « servir la politique des pays opposés à la révolution et à l'islam ».

■ Au siège de l'ONU, à New-York, M. Pérez de Cuellar a, dans une déclaration, rendu hommage à la contribution de la France à la FINUL et exprimé sa sympathie aux « casques bleus » français blessés. Il a annoncé l'envoi au Liban d'un de ses proches collaborateurs, M. Jean-Claude Alm, pour apporter son soutien au commandement de la FINUL.

■ A Washington, le département d'Etat a loué le « courage » des « casques bleus » français et souligné l'importance de la FINUL. ■ A Beyrouth, dans la partie chrétienne de la capitale, le consulat français a dû être évacué durant une demi-heure, mercredi, à la suite d'une fausse alerte à la bombe. (AFP, Reuters.)

### Jérusalem approuve l'accord sur la commission d'arbitrage chargée de régler le litige de Taba

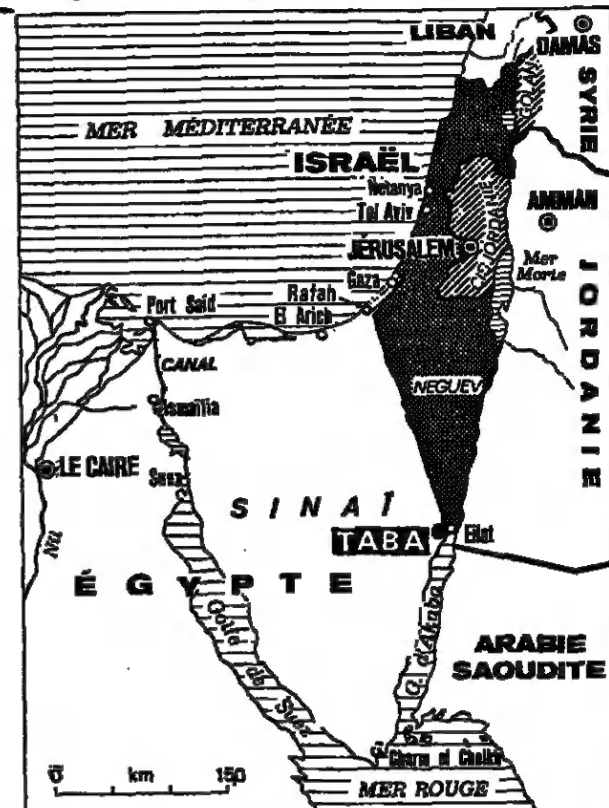
JÉRUSALEM de notre correspondant

Les négociations israélo-égyptiennes sur le litige de Taba — ce kilomètre carré au sud d'Eilat — traînent depuis si longtemps que chaque nouvelle décision du gouvernement israélien donne inévitablement une impression de « déjà vu ». On y trouve les mêmes ingrédients : la réunion du cabinet dans une atmosphère de crise entre les travaillistes et le Likoud, les débats marathoniens et... les espoirs de « réchauffement » de la paix israélo-égyptienne.

C'est encore à ce scénario que l'on a assisté avec l'approbation mercredi 13 août dans la soirée, par le cabinet, de l'accord sur la commission d'arbitrage internationale chargée de régler le litige de Taba. La réunion a duré sept heures et demie et elle a donné lieu à des tiraillements entre les travaillistes et le Likoud. Le ministre des affaires étrangères et chef du Likoud, M. Itzhak Shamir, a-t-il une fois de plus fait obstruction à tout compromis ? Il l'avait laissé entendre. On chuchote même qu'il voulait ainsi priver son rival, M. Pèrès, des bénéfices d'un sommet avec le président Mubarak, à quelques semaines de l'« alternance » (à la mi-octobre, M. Shamir doit succéder à M. Pèrès à la tête du gouvernement d'union nationale).

Finalement, le ministre des affaires étrangères a voté en faveur de l'accord. Seuls deux autres ministres du Likoud, MM. Ariel Sharon et Moshe Arens, s'y sont opposés en faisant valoir que cet accord ne garantirait pas le maintien de la souveraineté israélienne sur Taba.

Immédiatement après la réunion, M. Shimon Pèrès a téléphoné au président Mubarak pour l'informer de la décision du cabinet israélien. Dans une conférence de presse, M. Pèrès a également émis l'espoir qu'« une page nouvelle s'ouvre dans les relations entre les deux pays ».



Ces « retrouvailles » devraient effectivement être consacrées le mois prochain par un sommet Pèrès-Mubarak. Les Israéliens s'attendent, en tout cas, que l'Égypte se conforme enfin à son engagement de révoquer les accords de « normalisation » entre les deux pays, sur le plan économique et sur le plan touristique.

En outre, le poste d'ambassadeur d'Égypte à Tel-Aviv ne devrait plus rester vacant. Le Caire a confirmé que le nouvel ambassadeur serait nommé immédiatement après la signature définitive de l'accord (Interim).

Après l'attaque contre le terminal de Sirri

### L'Iran adresse une mise en garde aux « pays de la région qui ont aidé l'aviation irakienne »

Un des principaux dirigeants iraniens, l'hojatoleslam Hachemi Rafsandjani, a accusé, mercredi 13 août, « les pays de la région » d'avoir aidé l'aviation irakienne à réaliser son raid de la veille contre le terminal pétrolier de l'île de Sirri, au sud du Golfe. Il a averti que « d'autres pays » que l'Irak pourraient aussi souffrir des conséquences de ce bombardement, lançant ainsi une mise en garde indirecte aux monarchies pétrolières du Golfe qui aident financièrement l'Irak dans sa guerre contre l'Iran.

L'hojatoleslam Rafsandjani, représentant de l'Iran auprès du conseil supérieur de défense qui conduit la guerre contre l'Irak, a indiqué que l'Iran « avait des preuves que l'Irak avait bénéficié de facilités fournies par les pays de la région dans son attaque contre Sirri et disposait des enregistrements des conversations des pilotes et du radar du vol des appareils ». Le président du Parlement islamique a

cependant estimé que cette attaque contre Sirri était « un incident insignifiant grossi par les médias », que « les dégâts étaient mineurs » et que son pays était en mesure d'installer de nouveaux terminaux partout le long de ses côtes sur le Golfe.

Mercredi matin, la Lloyds de Londres avait estimé que le terminal pétrolier de Sirri serait probablement abandonné, indiquant que six pétroliers avaient quitté les lieux peu après l'attaque. Dans la soirée, la compagnie d'assurances nuançait son appréciation en affirmant que le terminal de Sirri semblait avoir repris ses activités. Tandis qu'une flotte de remorqueurs s'efforçait de nettoyer les abords de Sirri, on apprenait en Norvège que trois pétroliers faisaient route vers le terminal pour y charger du brut. « Il n'y a plus de problèmes pour charger », a déclaré un négociant à Oslo, ajoutant que l'Iran « avait réparé les dégâts très vite ». A Londres, des

assureurs ont indiqué que les armateurs désireux d'envoyer leurs navires à Sirri verraient le montant de leurs contrats doubler. Les assureurs de la Lloyds ont fixé la prime de risque de guerre à 0,5 % de la valeur assurée pour Sirri, soit deux fois plus qu'auparavant.

A Bagdad, un porte-parole militaire irakien a démenti mercredi soir le bombardement par l'aviation irakienne d'installations pétrolières à Kirkouk. Le porte-parole a qualifié cette information d'un « mensonge destiné à dissimuler la catastrophe qui représente pour l'Irak le bombardement irakien du terminal pétrolier de l'île de Sirri ». Il a affirmé que, en réalité, deux appareils irakiens avaient tenté dans la matinée de s'attaquer à des quartiers résidentiels dans le gouvernorat de Souleimaniyah et que ces appareils avaient été contraints de prendre la fuite sans avoir pu atteindre leurs objectifs. (AFP, Reuters.)

Au cours de sa visite en URSS

### M. Sadek el Mahdi, premier ministre soudanais n'a pas été reçu par M. Gorbatchev

MOSCOU de notre correspondant

M. Sadek el Mahdi, premier ministre du Soudan, doit quitter Tchekhov, vendredi 15 août, à destination de Khartoum après une visite de cinq jours en URSS au cours de laquelle il n'a pas été reçu par M. Gorbatchev. Le fait est d'autant plus surprenant qu'il s'agit de la première visite d'un premier ministre soudanais en URSS depuis plus de quinze ans et la première de M. El Mahdi en dehors du continent africain depuis qu'il a pris ses fonctions. Les relations entre les deux pays s'étaient brusquement dégradées en 1971 lorsque le maréchal Nemeiry, alors au pouvoir à Khartoum, avait accusé l'URSS d'avoir favorisé un complot contre lui. Une violente répression contre le PC soudanais avait suivi et les experts soviétiques avaient brusquement quitté le pays.

M. El Mahdi, qui a succédé au maréchal Nemeiry, renversé en avril 1985, s'efforce visiblement de rées-

tablir de meilleures relations avec Moscou. L'occasion était belle pour M. Gorbatchev de tirer un trait sur les quinze années écoulées, voire d'évoquer la situation d'avant 1971. L'URSS était alors le premier client du Soudan et son principal fournisseur d'armes. Les experts soviétiques dans tous les domaines étaient, selon les Britanniques, près de deux mille. La plus grande partie de la récolte soudanaise de coton était achetée par l'URSS.

M. Gorbatchev a préféré, peut-être par prudence, adopter un profil plus bas alors que son interlocuteur souhaitait manifestement une telle rencontre. Lors de son séjour à Moscou, du 11 au 13 août, M. El Mahdi a été reçu par le président du conseil des ministres, M. Ryjkov, et par le vice-président du présidium du Soviet suprême, M. Demitchev. M. Ryjkov a fait allusion à l'affaire de 1971. « La pause dans le développement des rapports soviéto-soudanais n'a pas été liée à un quelconque changement dans l'attitude

soviétique mais a été le résultat de la politique suivie par le régime Nemeiry. Le peuple soudanais a rejeté cette politique et les conditions sont aujourd'hui réapparues pour une coopération soviéto-soudanaise », a-t-il déclaré.

M. Ryjkov a « hautement apprécié » le désir exprimé par son hôte de « promouvoir les relations d'amitié avec l'URSS dans divers domaines » et s'est dit « prêt à aller à sa rencontre ». Aucun accord concret n'a été annoncé, ce qui, à en croire, témoigne vraisemblablement de la prudence de Moscou. Selon Tass, M. El Mahdi d'autre part indiqué son soutien au projet soviétique de conférence internationale sur le Proche-Orient « avec toutes les parties intéressées », c'est-à-dire l'OLP.

M. El Mahdi était arrivé à Moscou en provenance de Tripoli. Les relations entre le Soudan et la Libye, exécrables du temps de M. Nemeiry, se sont en effet fortement améliorées. Ce fait explique peut-être également la relative discrétion de Moscou sur la visite du premier ministre soudanais. De même que l'URSS laisse volontiers un pays ami comme l'Inde parler à sa place à un certain nombre de ses voisins, peut-être le Kremlin laisse-t-il au colonel Kadhafi le soin d'établir lui-même, de temps en temps, les contacts nécessaires avec le Soudan.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## Diplomatie

### Les conversations soviéto-américaines sur le contrôle des armements vont se poursuivre à Washington

Washington (AFP, Reuters). — Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a déclaré mercredi 13 août que la rencontre lundi et mardi à Moscou, des experts américains et soviétiques du contrôle des armements avait permis « un bon échange de vues ». Les discussions, a-t-il dit, ont été « sérieuses et substantielles ».

M. Speakes a annoncé que de nouvelles consultations sur le même sujet, probablement entre les mêmes délégations, auraient lieu « dans un proche avenir ». Tout cela, a souligné le porte-parole, constitue un signe positif quant à de possibles progrès et cela dépend réellement de ce qui pourra être accompli dans ce groupe de travail, qui pourra préparer le terrain pour les négociations de Genève et un éventuel sommet.

Des entretiens soviéto-américains sur les problèmes bilatéraux, ont d'autre part commencé mardi à Washington et devaient en principe être breffés. Les conversations portent sur les échanges culturels et scientifiques, les droits de l'homme et des questions administratives.

■ Prochaines manœuvres de l'OTAN — Plus de 200 000 soldats vont participer du 19 août à la fin novembre aux douzièmes manœuvres d'automne de l'OTAN baptisées Autumn Forge, a annoncé mercredi 13 août le commandement suprême allié (SHAPE) à Casteau (sud de la Belgique). Des unités des treize membres de la structure militaire intégrée de l'OTAN seront déployées lors de vingt exercices différents, organisés du cap Nord (Norvège) à la mer Noire (Turquie). La moitié de ces opérations se dérouleront dans la zone nord de l'Alliance atlantique, et dans la région centre-Europe et quatre dans la zone méditerranéenne.

#### A l'ONU

### L'examen de la question néo-calédonienne est reporté à l'an prochain

New-York (Nations unies) (AFP). — Le groupe de travail du Comité de décolonisation de l'ONU a formellement recommandé, mercredi 13 août, le report de la demande du Forum du Pacifique sud sur la Nouvelle-Calédonie à sa prochaine session, en janvier 1987.

Le Comité a pris acte ainsi de la démission des trois membres du Forum en vue d'une réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes, mais il paraît vouloir reporter le débat à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale (septembre-décembre 1987). Dans les milieux diplomatiques, on estime que l'affaire de la Nouvelle-Calédonie à l'ONU est close pour le moment et qu'aucun cas

elle ne pourra être soulevée avant la tenue du référendum prévu en juillet de l'année prochaine.

■ Le Comité a préféré la modification à la session : c'est ainsi que l'un de ses membres a résumé le cheminement de la requête, conscient du fait qu'une inscription immédiate de la Nouvelle-Calédonie à l'ordre du jour aurait eu d'importantes retombées, tant sur le terrain que sur le plan diplomatique. Reque sans surprise, la requête des pays du Forum a été traitée dans le calme par le Comité, comme si le plupart des pays avaient voulu prendre du recul avant de s'engager dans une querelle avec la France.

### La mort de René Cheval

Un artisan de la réconciliation franco-allemande

Le Monde a annoncé dans ses éditions du 9 août la mort de René Cheval. Le professeur Joseph Rovani apporte ci-dessous son témoignage sur un homme qui fut un des premiers artisans de la réconciliation franco-allemande.

René Cheval, qui vient de mourir dans sa ville natale de Besançon, a compté parmi les premiers fondateurs et militants de la réconciliation franco-allemande, qui se donnèrent rendez-vous après 1945 dans les services culturels en zone d'occupation française.

C'était un homme droit et bon dont la large figure s'ornait souvent d'un sourire à la fois chaleureux et un peu sceptique. Fils d'instituteurs, il fit en apparence une carrière sans surprise. Admissible à l'Ecole normale supérieure, licencié en 1939, agrégé d'allemand à vingt-deux ans, professeur de lycée chargé de cours à Lyon, thèse d'Etat à quarante-cinq ans sur *Romain Rolland, l'Allemagne et la guerre*, maître de conférences puis professeur titulaire à Rennes.

Mais cette apparence était trompeuse. Entre ces étapes typiques, il y eut la guerre, la captivité, une éviction réussie et puis, à vingt-sept ans, la décision d'aller en Allemagne, dans l'Allemagne vaincue, aider les démocrates à rebâtir leur maison sur les ruines laissées par Hitler. Membre du cabinet du gouverneur militaire du Wurtemberg, le jeune agrégé obtint la réouverture de l'université de Tübingen quelques mois seulement après la fin des combats. Université dont il devint à la fois le

tuteur et le protecteur, et dont il fit très vite un haut lieu de la renaissance allemande, et de la renaissance franco-allemande.

Ce séjour en Allemagne, qui devait durer près de dix ans, à l'université d'abord, comme créateur et animateur des centres culturels français de Tübingen et de Stuttgart, fut, pour lui, la rencontre avec le destin. L'action culturelle française à l'étranger était devenue son métier, son art.

Elle le mena aux Etats-Unis, à Stockholm, à Varsovie pour une autre décade. Mais dès 1966, il retrouvait l'Allemagne, et, cette fois-ci, au poste le plus élevé qu'un Français pouvait occuper dans le domaine culturel, comme conseiller culturel à l'ambassade.

Patron, ami, inspirateur de tous ceux qui voulaient poursuivre l'œuvre que lui-même avait commencée sous la direction du grand Raymond Schmittlein, directeur de l'éducation et des affaires culturelles après 1945, sa générosité et son impartialité honoraient tous les efforts sincères. René Cheval a rempli cette fonction pendant sept ans pour aller finir son service à Vienne, autre pôle de la germanité.

En 1978, il revenait à Besançon pour une retraite active qui fit de lui un des moteurs culturels de cette Franche-Comté si parfaitement française, qui appartient cependant à l'Empire pendant près de six siècles.

JOSEPH ROVANI, professeur à la Sorbonne, président du Bureau international de liaison et de documentation (BILD), dont René Cheval était membre.

**ODOUL** AGENT DE demeco  
**Garde-meubles**  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris



Dans un entretien avec « la Croix »

## Mme Bouchardeau ouvre le dossier du financement des partis politiques et des campagnes électorales

M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau, ancienne dirigeante du PSU et ancien ministre de l'environnement, ouvre le dossier du financement des partis politiques en admettant, dans une interview au journal *la Croix* du 14 août, que les partis ont recouru à d'autres moyens que les dons et les cotisations. M<sup>me</sup> Bouchardeau est le premier ancien membre du gouvernement à évoquer l'infatigable (dans ce cas, essentiellement sous forme

de primes aux membres de son cabinet) des « fonds secrets » dont disposent les ministres. Mercredi à RTL, M. Jean-Philippe Lachenaud, député général à l'organisation de l'UDF, a confirmé pour l'essentiel les déclarations de M<sup>me</sup> Bouchardeau sur le financement des partis. De son côté, M<sup>me</sup> Florence d'Harcourt, députée UDF des Hauts-de-Seine, a déposé une proposition de loi sur le financement des campagnes

électorales. M<sup>me</sup> d'Harcourt reconnaît que, face au coût très élevé de ces campagnes, les députés ont couramment recouru à des amis dirigeants de sociétés qui prennent à leur charge certaines factures, notamment d'imprimerie. Le problème est rendu d'autant plus aigu par le fait que, chaque échéance plus importante, des campagnes. Le PS avoue un budget de 50 millions de francs (payés essentiellement,

selon lui, par une souscription) pour la seule campagne nationale des élections législatives de 1986. Quant à l'introduction de la publicité politique à la télévision en dehors des campagnes (permise par le projet de loi sur l'audiovisuel que vient d'adopter le Parlement), elle risque de renforcer l'inégalité des partis dans leur accès à l'opinion.

### « Cessons d'être hypocrites »

C'est mathématique : les partis politiques comptent de moins en moins d'adhérents et font de plus en plus de publicités. Comme de ne sont pas non plus les badges ou les roses vendus à l'entrée des meetings qui peuvent suffire à financer les grands méchants loupes ou autre « Vivement demain » qui envahissent nos campagnes. Résultat : tous les partis « fraudent », avec plus ou moins d'efficacité et de discrétion.

« Cessons d'être hypocrites » : dans un entretien publié par *la Croix* du 14 août, M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau joue le « parler vrai » au risque d'agacer dans le microcosme. « Au moment même où le gouvernement s'apprête à autoriser la publicité politique à la télévision, on veut faire croire aux Français que les partis ne vivent que de dons et de cotisations ! Eh bien c'est faux », affirme l'ancien ministre de l'environnement, qui résume ainsi le système de financement parallèle utilisé par les uns et les autres : « La droite fonctionne plutôt avec le monde des affaires. La gauche, un peu moins, mais elle se rattache avec ses municipalités et ses associations ».

Officiellement, les partis se contentent des cotisations des adhérents, des souscriptions lancées en période électorale et des contributions des élus. Les partis de gauche fonctionnent lourdement leurs parlementaires. Par exemple, un député socialiste peut verser plus de 8 000 francs au PS, à l'échelon national et départemental. Les parlementaires communistes voient de leur côté leur rémunération encasée directement par le parti qui leur reverse un salaire correspondant à celui d'un ouvrier qualifié de la métallurgie de la région parisienne soit environ 9 000 francs.

Les dons viennent s'ajouter à ces sources de financement officielles. La droite surtout, mais la gauche également, comptent leurs « mécènes ». Leur générosité n'est pas toujours totalement désintéressée : « Pour les dons supérieurs à 100 000 francs, nous nous méfions et nous essayons de vérifier la clarté des intentions du donateur », explique un responsable de parti.

D'autres systèmes se sont développés parallèlement. Simples « combines » comme la mise à disposition du parti d'assistants parlementaires ou véritables filières égarées : les collectivités locales « prêtent des pourcentages sur les marchés passés de gré à gré », indique M<sup>me</sup> Bouchardeau ; les élus ou les gouvernements reçoivent des sommes venant des entreprises qu'ils ont aidées dans la conquête de certains marchés ; sans oublier le remboursement par certaines associations d'une partie des subventions accordées.

La loi Royer, qui soumet l'implantation des grandes surfaces à l'autorisation d'une commission où siègent des élus, est une bénédiction, dit-on, pour les municipalités : le groupe le plus généreux ne manquera pas d'être choisi. Ironie du sort : l'un des députés suppléants de la commission nationale d'urbanisme commercial qui supervise ce système n'est autre que M. Christian Nucci.

Certains font également appel à l'étranger. On a parlé de l'Irak et du Gabon. Le PS aurait été aidé par le SPD lorsque celui-ci était au pouvoir à Bonn. Les Verts, eux, n'ont pas fait mystère du soutien de leurs amis belges et surtout allemands. Le PCF est beaucoup plus discret pour les concours financiers que lui accorderait la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (BCEN). Certains pays, enfin, auraient au moment des présidentielles de 1974

« Nourmé : M. Tibbou attend M. Chirac. M. Jean-Marie Tibbou, président du conseil de la région Nord, principal dirigeant du FLNKS, a été reçu, le mercredi 13 août, à Nourmé, par M. Jean Montpezat, nouveau haut-commissaire de la République, en Nouvelle-Calédonie. Aucun des présidents des trois régions contrôlées par le FLNKS n'avait assisté, la veille, aux cérémonies organisées à l'occasion de l'arrivée de M. Montpezat sur le territoire. M. Tibbou attend la visite fin août de M. Jacques Chirac pour connaître « ce que veut le gouvernement ». L'actuel statu quo « ne règle rien », dit-il, par rapport à la revendication d'indépendance du peuple canaque. (A.F.F.)

et de 1981 soutenu plusieurs candidats, par précaution... Dernière possibilité soupçonnée : l'utilisation des fonds secrets gouvernementaux par un parti au pouvoir. Ces crédits étant incontrôlables, on est réduit aux hypothèses. Mais, sur ce sujet, affirme M<sup>me</sup> Bouchardeau, « tout le monde peut être renvoyé doré à doré ».

Individuellement, les candidats se débrouillent pour financer leur campagne. « Sur 577 députés, il y en a au moins 500 qui bricolent », assure un socialiste. Ceux qui ne disposent pas, comme naguère Marcel Dassault, d'une fortune personnelle suffisante, doivent évidemment recourir aux banquets langoustes-champagne qu'offrait le député de l'Oise à ses électeurs mais aussi faire appel à des « amis » pour payer leurs affiches. C'est ici qu'intervient le système de « fausses factures » mis en lumière par l'affaire du Carrefour du développement, où un industriel « ami » du candidat la facture correspondant aux travaux. Pour les besoins de la comptabilité de l'entrepreneur, l'intitulé de la facture se transforme obligatoirement en « papeterie ou fourniture de bureau ».

Pour une campagne à la proportionnelle, il faut compter 10 francs par électeur, estime M<sup>me</sup> Florence d'Harcourt, députée UDF des Hauts-de-Seine. « Quel est le député qui n'a pas été obligé de faire payer par des amis une partie de ses frais de campagne ? ».

C.L.

### Serpent de mer

Carrefour du développement, les accusations de fausses factures portées contre M. Alain Juppé, font aujourd'hui rebondir la question. Certains politiques s'inspirent de l'effet sur l'opinion de tout ce déballage, mais d'autres en profitent pour tenter de crever l'abcès. M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau, qui a été à la fois ministre et dirigeant d'un parti politique, « mange le morceau ». M<sup>me</sup> Florence d'Harcourt, députée UDF des Hauts-de-Seine, qui avait déjà déposé, en 1978, une proposition de loi sur le sujet, revient à la charge.

#### Le projet de M. Raymond Barre

Mais, une nouvelle fois, M<sup>me</sup> d'Harcourt se voit approuver, individuellement, par des députés de droite comme de gauche, tandis que le gouvernement garde le silence, tout comme les états-majors des partis. Ce n'est pas parce qu'on s'effraie du coût des campagnes électorales qu'on a forcément envie de sortir du flou artistique où baignent les finances des partis. L'inégalité des partis devant l'argent suppose que certains s'en tirent mieux que d'autres... Depuis 1971, une bonne dizaine de propositions de loi (dont des textes d'origine parlementaire) touchant au financement des campagnes électorales et/ou des partis politiques ont été déposées, en pure perte, sur le bureau de l'Assemblée nationale. Un seul projet de loi (d'origine gouvernementale) a été

déposé à l'Assemblée en 1979, sans dépasser le stade des travaux en commission.

Interrogé le 23 novembre 1971, Georges Pompidou, alors président de la République, avait affirmé : « Vous savez, les ressources des partis politiques, je les connais fort peu, ne m'en étant pas occupé personnellement. Elles ne sont pas ce qu'on croit, elles sont peu claires en général, pour des raisons très diverses, et pas forcément immorales d'ailleurs. Je veux bien qu'on les contrôle. Cela ne changera pas grand-chose ». A la différence de Georges Pompidou, M. Valéry Giscard d'Estaing, à peine élu, manifeste, le 25 juillet 1974, la volonté de prendre le taureau par les cornes. Ce n'est pourtant que cinq ans plus tard que M. Raymond Barre, qui a succédé à Maitignon à M. Jacques Chirac, s'attelle à la tâche. Le projet adopté par le conseil des ministres du 19 septembre 1979 prévoit des subventions publiques proportionnelles au nombre de parlementaires de chaque parti, avec un seuil minimum de trente députés ou sénateurs.

Il interdit explicitement aux partis de disposer de financements internationaux. En revanche, le gouvernement refuse un financement supplémentaire des campagnes électorales, car il estime que les pouvoirs publics font déjà un effort suffisant.

La sélectivité du projet de M. Barre suscite l'indignation des petites formations et les critiques du PS. Le RPR Philippe Séguin lui-même, en tant que rapporteur du

projet gouvernemental, propose qu'un seuil de 2 ou 3 % des suffrages exprimés — et non plus de trente parlementaires — soit fixé pour l'obtention des subventions publiques. Mais M. Séguin n'exprime pas la position officielle du RPR.

An retour d'un voyage d'études de la commission des lois aux Etats-Unis, dans le cadre de l'examen du projet gouvernemental, les deux représentants du RPR, M. Emmanuel Aubert et M. Michel Aurillac, l'actuel ministre de la coopération, souhaitent un financement public des campagnes électorales plutôt que des partis. C'est aussi l'avis exprimé par le représentant du PC dans la mission de la commission des lois, M. Lucien Villa. Les communistes ont d'ailleurs refusé de participer aux consultations organisées par M. Barre pour préparer son texte. L'UDF Jean-Pierre Pierre-Bloch s'abstient d'approuver ou de critiquer l'idée d'un financement public des partis. Seul le socialiste Jean Popere et le MRG François Massot se prononcent clairement pour un financement public des partis (1).

#### Des idées à la pelle

Les positions exprimées alors semblent toutes valables aujourd'hui. Elles expliquent pourquoi un projet « maximaliste » de réglementation des finances des partis politiques rencontrerait bien des embûches sur son chemin. M. André Laignel, trésorier du PS (qui n'a pas cessé d'être sur ce sujet délecté entre 1981 et 1986), a, dans ses trois, des idées à la pelle, une batterie de propositions de loi toutes prêtes, allant du plus ambitieux (définition d'un statut des partis politiques) au plus limité (financement des campagnes électorales). Il ne se fait guère d'illusion sur la volonté des autres partis de voter, au mieux, autre chose que cette version minimale.

Le financement public des partis politiques, s'il a vraiment pour objet de moraliser la vie publique en France, et non de pérenniser les anomalies d'aujourd'hui, s'accompagnerait, en effet, d'un contrôle des finances des partis qui fait faire la grimace à bien des politiques. Qui a vraiment envie que l'Etat vienne fouiner dans ses comptes ? C'est pourquoi un consensus — s'il s'en dégage un — ne semble pas, sinon le pouvoir aller beaucoup plus loin qu'une participation accrue de l'Etat — c'est-à-dire du contribuable — aux dépenses des campagnes électorales, assortie d'une limitation des dépenses engagées à cette occasion. La morale, sinon peut-être le citoyen, y trouverait déjà son compte, tout comme les finances des partis politiques, que la recherche forcée de sommes toujours plus considérables à chaque campagne électorale rend d'autant plus vulnérables aux pressions et manipulations de tous ordres.

Propos recueillis par JEAN-LOUIS ANDREAN.

(1) Assemblée nationale, commission des lois. Rapport d'information n° 1720. Seconde session ordinaire de 1979-1980. M. Aurillac avait également tiré les leçons de son voyage aux Etats-Unis dans deux articles publiés par *le Monde* des 22 et 23 octobre 1980.

### Au Danemark Frasques et démission

On ne plaisante pas au Danemark avec l'utilisation des deniers publics. Ainsi l'un des membres du gouvernement, M. Arne Melchior, ministre des transports et des communications, aux prises avec la Cour des comptes, a-t-il dû remettre, le 13 août, sa démission. Il lui est reproché, entre autres, d'avoir été le « l'Etat » (coût des festivités : 36 000 couronnes, soit près de 48 000 F), d'avoir consacré 15 % de son budget de représentation au tabac et aux alcools et d'avoir fourni pour les repas fantaisistes chez lui des factures jugées exorbitantes.

Les frasques de M. Melchior font la « une » de la presse danoise depuis plusieurs mois. Il y a quelques années, le ministre de l'Éducation, M<sup>me</sup> Ritt Bjerregaard, qui avait séjourné au Ritz et dîné chez Lasserre lors d'une visite officielle à Paris, avait, elle aussi, été remerciée par le premier ministre.

THÉRIER BRÉHER.

### La majorité à la fin de la session parlementaire

## L'UDF n'est pas parvenue à ébranler la domination du RPR

L'homme pressé de la classe politique a su imposer son rythme au Parlement. A la fin de ces quatre mois et demi de session interrompt, les hommes de M. Jacques Chirac chargés de contrôler le travail de l'Assemblée nationale et du Sénat peuvent se dire : « Missions accomplies ».

M. André Rasmussen n'a pas manqué de le faire au cours d'une conférence de presse, le

mercredi 13 août : « Les engagements pris par le premier ministre lors de sa déclaration de politique générale ont été tenus... Mais le verrouillage des relations avec le Parlement a été probablement emporté par son optimisme continué quand il a affirmé : « La majorité a bien fonctionné ; elle a su faire passer l'essentiel avant l'accessoire... » On plaisait, il a privi-

ligé une vision statique des événements par rapport à une analyse dynamique : l'union de la majorité n'a, certes, jamais fait défaut au gouvernement dans les moments difficiles, mais au fur et à mesure que les semaines s'écoulaient, des fissures apparaissaient de plus en plus, et dans un climat tel qu'elles devraient avoir plutôt tendance à s'élargir qu'à se combler.

Le président du RPR était probablement conscient de ce risque dès la formation de son gouvernement. L'UDF, qu'il avait réussi à circonvenir, en la dirigeant, ne pouvait que relever la tête, au fur et à mesure qu'elle s'apercevait que le gouvernement n'était pas celui de l'union RPR-UDF, mais celui du seul premier ministre. Le retour du régime des partis apparut au lendemain du 16 mars à cet égard par les réalités des rapports des forces politiques. Mais cette victoire peut n'être que provisoire. D'où l'importance pour M. Chirac de bâtir très vite le socle du changement, et donc de faire voter sans traîner les principales réformes dont il veut pouvoir se prévaloir — si nécessaire — devant l'électorat.

Pari perdu

Ce qui est fait n'est plus à faire. L'essentiel a été accompli, même si fut au forceps. Il était indispensable qu'il en soit ainsi pour le maire de Paris. La grigne d'une partie de la majorité devait être derrière lui au moment où va venir un exercice toujours délicat pour un gouvernement : la discussion et le vote du budget. D'autant que, auparavant, va survenir une autre épreuve qui mettra à mal les nerfs des députés : la connaissance du découpage électoral. Surtout si les consignes du Conseil constitutionnel et les recommandations de la « commission des sages » empêchent M. Pasqua de donner entière satisfaction à tous les élus RPR et UDF du 16 mars, comme le premier ministre s'y était engagé.

Cette course de vitesse obligatoire a mis à jour ce que l'UDF n'avait d'abord pas voulu voir : le RPR domine la majorité. Toutes les réformes importantes adoptées au cours de cette session ont été présentées par des ministres du mouvement du maire de Paris, à l'exception de l'audiovisuel, mais les conditions de son adoption ont montré que M. Létoury avait grand besoin du soutien d'un allié bien pesant.

La situation pour eux n'a plus rien de comparable avec celle de la pré-

tion de l'audiovisuel, mais les conditions de son adoption ont montré que M. Létoury avait grand besoin du soutien d'un allié bien pesant.

Les « libéraux » de la « bande à Léo » ont, pour l'heure, perdu leur pari : les conditions de leur participation au gouvernement ne leur ont guère permis d'imposer leur programme, considérés qu'ils sont par des collègues proches du premier ministre. Les menaces proférées l'autre semaine par le secrétaire général du RPR n'ont pas fondamentalement changé cet état de choses, même s'il a pu, ainsi, renverser un petit peu la vapeur sur un sujet comme l'Opéra-Bastille.

Cette situation n'a pas été pour déplaire à ses alliés de l'UDF, qui, volontairement ou involontairement, avaient été laissés sur la touche lors de la formation du gouvernement. Les barrières sont ainsi passées des petites phrases sèches, proférées dans les couloirs du Palais-Bourbon sur le ton de l'ironie douce-amère, à des prises de position publiques et critiques dans l'hémicycle. Il y a eu été d'autant plus enclins que les gardiens les ont vite rejoints et parfois dépassés sur le chemin de la contestation.

Dès le début de confiance, l'ancien président de la République s'était posé en gardien du dogme libéral. Depuis, il n'a cessé de tenir — parfois avec sévérité — ce rôle, faisant donner ses proches quand il ne voulait pas intervenir lui-même. M. Valéry Giscard d'Estaing a fait entendre facilement sa différence car M. Barre s'est confié dans le silence qu'il s'était imposé au lendemain de sa relative défaite personnelle du 16 mars. Le député de Lyon tente même à ce que la contestation de ses amis reste dans les limites du raisonnable.

La situation pour eux n'a plus rien de comparable avec celle de la pré-

cedente législature : ils ne font plus le jeu de la droite. Les gardiens de la droite ont, certes, jamais fait défaut au gouvernement dans les moments difficiles, mais au fur et à mesure que les semaines s'écoulaient, des fissures apparaissaient de plus en plus, et dans un climat tel qu'elles devraient avoir plutôt tendance à s'élargir qu'à se combler.

Ce souci de l'UDF ne peut qu'aller en s'accroissant avec l'approche des échéances électorales décisives. La confédération a commencé à relever la tête à la fin de la session. Elle ne pourra qu'accroître ce mouvement à l'automne. D'autant que le principal sujet en discussion sera le budget, qui portera forcément la marque des ministres compétents en la matière, qui sont — ce n'est pas l'effet du hasard — tous RPR.

Cette prééminence des chiraquistes ne peut que ravir les députés RPR. Leur soutien a été sans nuances. Pourtant, de nombreux jeunes élus ne cachent guère une certaine jalousie face aux jeunes de l'UDF, qui ont réussi à jouer un rôle non négligeable. Eux sont au contraire systématiquement « barrés » par les caciques de leur mouvement.

#### la « mauvaise conscience de la droite »

Enfin, les fidèles de M. Jean-Marie Le Pen n'ont pas été les « empêcheurs de légiférer » en rond — certains redoutaient. Mais la qualité de « débauchés » de nombre d'entre eux n'a pas facilité la tâche de la majorité. Face à un gouvernement qui use largement des moyens constitutionnels pour imposer ses vues, ils ont su se présenter, avec talent, en farouches défenseurs des



## Les insectes qui dévastent les campagnes

### Pourquoi ils résistent aux insecticides

Un groupe de scientifiques français vient, pour la première fois, de démontrer par quel mécanisme génétique certains insectes peuvent devenir résistants aux produits insecticides utilisés contre eux. Cette découverte est

publiée dans le dernier numéro de l'hebdomadaire américain *Science* (1).

Au-delà de l'acquis qu'elle représente en recherche fondamentale, cette première pour-

rait avoir d'importantes conséquences pratiques, compte tenu de la menace que peut représenter aujourd'hui, pour l'espèce humaine, le rapide développement des phénomènes de résistance aux insecticides.

On compte aujourd'hui plus de quatre cents espèces d'insectes résistants aux diverses classes de produits insecticides synthétisés par l'industrie. Il s'agit, pour l'essentiel, d'insectes « économiquement », ou « médicalement » importants, parce qu'ils représentent une menace pour certaines cultures (celle du coton notamment), ou parce qu'ils sont les agents de transmission de certains germes pathogènes pour l'homme (comme le paludisme transmis par un moustique). L'inquiétude des scientifiques, des médecins et des agriculteurs concernés tient à l'accélération de l'apparition de phénomènes de résistance. « Il a fallu de longues années, explique M. Claude Mouchès (Institut national de la recherche agronomique, Antibes), pour voir apparaître les premiers cas de résistance au DDT et aux produits organochlorés. Les choses ont été plus vite avec la famille sulfonylure, celle des insecticides organophosphorés. Et, fait inquiétant, on voit déjà quelques cas de résistance à la dernière classe de produits mis sur le marché dérivés des pyréthroides. »

Les recherches, dans ce domaine, n'avaient pas donné jusqu'à présent de résultats. On était notamment incapable de

démontrer comment, au plan génétique, un insecte pouvait subitement devenir résistant à des molécules qui, auparavant, pouvaient le faire disparaître. Or l'équipe française vient de décortiquer le « puzzle génétique » qui est à l'origine des phénomènes de résistance. Elle a réussi à démontrer que celle-ci est la conséquence d'un phénomène d'amplification génétique : pour devenir résistant, l'insecte multiplie en très grand nombre un gène particulier qui dirige la synthèse d'un enzyme donné. C'est parce qu'il a la propriété de protéger les cellules de l'insecte contre l'insecticide (en accélérant la destruction de celui-ci) que cet enzyme permet à l'insecte de survivre.

Dans le modèle étudié (un moustique d'origine californienne contre des insecticides organophosphorés), les chercheurs ont montré que le gène concerné, normalement présent dans le patrimoine héréditaire des moustiques, était retrouvé à plus de deux cents exemplaires chez les insectes résistants. Cette modification est transmise de manière héréditaire. Elle permet notamment aux moustiques de résister à des doses de plusieurs centaines de fois supérieures aux doses normalement mortelles.

Cette recherche marque une étape importante dans la compréhension des mécanismes décrits jusqu'à un phénomène physiologique jusqu'à la sans explication. « C'est la première fois qu'on parvient à isoler un gène de résistance chez un insecte », explique M. Nicole Pasteur, directeur de recherches au CNRS (Unité 327, Montpellier) qui, pour une large part, est à l'origine de ces travaux. Nous avons des preuves indirectes qui nous permettent de penser que ce phénomène d'amplification est responsable de résistance chez d'autres insectes, comme la mouche ou encore d'autres espèces de moustiques. Ce même phénomène d'amplification avait déjà été observé in vitro sur des cellules cancéreuses humaines en culture ou, plus récemment, dans des plantes. Nous avons, pour la première fois, démontré qu'il pouvait survenir dans le règne animal. »

Ce résultat devrait avoir des conséquences pratiques, à commencer par l'élimination des méthodes utilisées pour tester la résistance des insectes aux nouveaux insecticides, la présence de modification du patrimoine héréditaire deve-

nant, en quelque sorte, le témoin de la résistance ultérieure. Les chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique envisagent ainsi de modifier le patrimoine héréditaire d'insectes utiles pour l'équilibre écologique (comme les coccinelles, les abeilles...), de manière à les protéger contre les insecticides qui les font malheureusement disparaître. « La même opération », explique M. Mouchès, pourrait, en Afrique, être mise en œuvre chez certains poissons utilisés dans la lutte contre les insectes, mais eux aussi victimes des insecticides. Reste à savoir si les autorités permettront à l'avenir la création de ces nouvelles espèces d'insectes génétiquement protégées contre les produits de la chimie humaine.

JEAN-YVES NAU.

(1) *Science* daté 15 août. Ce travail est signé de MM. Claude Mouchès, Jean B. Bergé, et de M. Nicole Pasteur (Institut national de la recherche agronomique, Antibes), de M. Nicole Pasteur et M. Michel Raymond (université de Montpellier), de MM. Olivier Hyrien et Bruno Robert de Saint-Vincent (Institut Pasteur de Paris) et de M. Georges P. Georgioun (université de Californie).

## Les trois espèces de criquets

Les pullulations de criquets signalées en France depuis quelques semaines ont surpris. Pour tant, de tels phénomènes se sont déjà produits à trois reprises depuis le début du siècle (de 1899 à 1902, de 1921 à 1922 et de 1944 à 1948).

La France compte une centaine d'espèces de criquets, mais les pullulations concernent presque uniquement trois d'entre elles. La première est un criquet migrateur (*Locusta migratoria* gyllenhalii), très proche cousin du criquet migrateur d'Afrique (*Locusta migratoria* migratoria), qui se nourrit de graminées. Le criquet migrateur est une locuste, c'est-à-dire qu'il a une certaine densité d'insecte change de morphologie et de comportement. Dans la phase grégaire, les jeunes dépourvus d'ailes se regroupent en bandes qui se déplacent à pied et les adultes ailés en essaims qui se déplacent en volant. Mais les œufs de ce criquet migrateur ont besoin d'une période de froid pour se développer. Pondus d'août à octobre — parfois encore plus tard si un automne clément permet aux adultes de vivre un peu plus longtemps — ils éclosent en mai ou juin de l'année suivante. Alors que les œufs du criquet migrateur africain éclosent quelques semaines après avoir été pondus, permettant la production de plusieurs générations par an.

La pullulation dans les Landes, du criquet migrateur en 1945-1946 a été déclenchée par les incendies qui avaient ravagé les forêts de pins au cours des étés précédents, celui de 1944 en particulier. Ceux-ci avaient créé des surfaces nues favorables à la ponte. Des graminées avaient repoussé dès la fin de l'été, préparant une nourriture abondante et appréciée par les adultes, qui étaient encore en période de reproduction.

Les essaims de 1945 et 1946 étaient énormes : on en a signalé un, long de 20 kilomètres, qui devait compter plusieurs dizaines de millions d'individus. Ils ont volé jusqu'à la banlieue de Bordeaux, Angoulême et la Dordogne. On a même signalé, en 1946, des criquets migrants isolés en Bretagne et sur le sud de l'Angleterre (en 1834, on en avait vu à Paris, venus d'on ne sait où).

La pullulation très limitée du criquet migrateur de 1902 avait probablement la même raison : les incendies des forêts landaises des années antérieures.

Jusqu'en 1940, le plus redoutable était le criquet marocain (*Doctostaurus maroccanus*), dont

les aires de reproduction sont le Crau et la Corse. Sa nourriture est assez variée, mais il préfère les pâturages à moutons. Lui aussi a besoin de terrains nus pour pondre (le surpâturage des montagnes corse par le mouton tue une bonne partie du couvert végétal) et d'un repos hivernal pour ses œufs. Il n'est pas tout à fait une locuste. Bien qu'il ait une certaine densité il change de forme et de couleur, on le classe plutôt parmi les sauterelles.

En 1922-1925, la pullulation du criquet marocain était telle que la municipalité d'Arles avait donné un crédit de 6 200 francs (environ 93 000 F actuels) pour payer au kilo les collecteurs d'œufs et d'adultes. En 1900, et surtout en

1901, des barrages de toile avaient permis dans le Crau de canaliser les jeunes non ailés vers des fosses où ils étaient détruits. En 1921, un arrêté préfectoral avait été pris pour rendre obligatoire, dans le Crau, la lutte contre le criquet marocain.

Le criquet marocain ne pullule plus en Corse depuis 1974 : en 1957 puis en 1975, on a introduit dans l'île un coléoptère coprophage (commun en Europe et en Afrique du Nord) qui détruit donc les œufs.

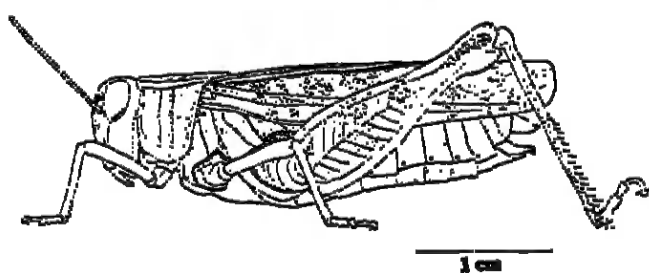
Quant au criquet italien (*Calliptamus italicus*) (le Monde du 9 août), lui aussi plutôt sauterelle bien que ses jeunes non ailés se constituent en bandes, il a pullulé dans l'Ouest et le Sud-Ouest en 1899-1902, 1921-1922 et 1944-1948. Et chaque fois après plusieurs années sèches, comme l'ont montré les études menées après 1948 par les services de la protection des végétaux du Poitou et des Charentes et le service d'agrométéorologie de la Météorologie nationale.

La pullulation de cette année dans l'Ouest-Sud-Ouest s'explique par la sécheresse qui a eu lieu cette région en 1985, de juillet à l'automne, et par le fait que les pontes ont pu avoir lieu jusqu'à la fin d'octobre. Mais elle est loin d'atteindre le niveau de celles de 1947 et de 1948 au cours desquelles 40 000 hectares répartis sur cent soixante communes avaient été touchés.

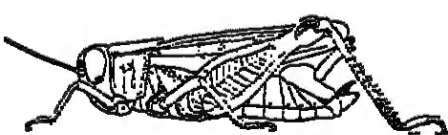
Des cousins du criquet italien existent en Afrique du Nord. C'est pourquoi le laboratoire d'entomologie de l'université de Paris-Sud travaille en collaboration avec des spécialistes de ces criquets d'outre-Méditerranée.

YVONNE REBEYROL.

### Le criquet italien



la femelle...



...et le mâle

## Le ministre, les pêcheurs et les étangs

Depuis son arrivée au ministère de l'environnement, M. Alain Carignon subit les pressions des propriétaires d'étangs privés qui veulent le rétablissement de la notion d'« eaux closes » supprimée par la loi pêche, votée à l'unanimité en 1984. En faisant entrer les étangs privés dans le régime général des eaux libres, au motif que les « eaux closes » ne sont plus en cas d'inondations, la loi satisfaisait les fédérations de pêche, qui ne percevaient leurs ressources qu'après des pêcheurs en eaux libres. Les propriétaires d'étangs suggèrent maintenant que l'on établisse

une distinction entre la circulation des eaux et celle des poissons, afin de retrouver la liberté de gestion dont ils jouissaient avant l'entrée en vigueur de la loi de 1984.

Pris entre les deux lobbies — fédérations de pêche et propriétaires d'étangs — le ministre de l'environnement a chargé un sénateur centriste de Charente, M. Pierre Lacour, de lui soumettre des propositions de modification aux textes d'application de la loi. M. Lacour présentera ses propositions au ministre d'ici au mois de juin 1987.

● Tornado dans le Vercors. — Plus de 7 000 mètres cubes de résineux ont été abattus dans la nuit du 12 au 13 août par une tornade qui a creusé un véritable sillon dans la forêt sur la commune de Gresse-en-Vercors (Isère). Il n'y a eu ni victimes ni autres dégâts matériels. Dans les Alpes-

de-Haute-Provence, au contraire, u. orage a été particulièrement meurtrier le 12 août. Alors qu'un troupeau de 1 200 moutons passait la nuit sur le mont Cucuron, au-dessus de Digne, la foudre est tombée sur les bêtes trépassées de pluie, tuant net 250 moutons.

## SPORTS

### LES HEURES DU STADE

#### Athlétisme

Grand Prix de Cologne. Dimanche 17 août.

#### Automobilisme

Grand Prix d'Autriche de formule 1. Dimanche 17 août à Zeltweg. TF1 en direct à partir de 14 h 15.

#### Aviron

Championnats du monde. Du 17 au 24 août à Nottingham.

#### Basket-ball

Championnats du monde féminins. Demi-finales, vendredi 15 août à Minsk. Finale le 17 à Moscou.

#### Football

Suisse-France. Mardi 19 août à Lausanne. Préparation des éliminatoires du championnat d'Europe pour une équipe de France privée de ses nouveaux « retraités », Bossis, Giresse,

Rocheteau et Tigana, ainsi que de Michel Platini, blessé.

Championnat de France. Quatrième journée, vendredi 15 août, avec : Nice-Bordeaux, Nantes-Nancy, Laval-Toulouse, Auxerre-Monaco, Brest-Lens, Saint-Etienne-Paris-Saint-Germain, Metz-Le Havre, Racing-Marseille, Lille-Rennes, Toulon-Sochaux.

Cinquième journée, vendredi 22 août, avec : Monaco-Metz, Toulouse-Auxerre, Rennes-Nantes, Bordeaux-Toulon, Sochaux-Nice, Le Havre-Lille, Nancy-Racing, Paris-Saint-Germain-Brest, Lens-Saint-Etienne, Marseille-Laval.

Deuxième division. Deuxième journée, samedi 16 août.

#### Motocyclisme

Vingt-quatre heures de Spa-Francorchamps. Samedi 16 et dimanche 17 août.

## Le débat sur les « bavures » policières

### « L'Événement du jeudi » engage une procédure administrative contre M. Pasqua

Après l'annonce par le ministère de l'intérieur que MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud allaient poursuivre en diffamation le vice-président de l'association SOS-Racisme, M. Francis Terquem et le *Nouvel Observateur*, c'est au tour de l'*Événement du jeudi* de répliquer en annonçant qu'il a chargé ses avocats de porter plainte contre le ministre de l'intérieur.

L'hebdomadaire vise ainsi, explique M. Jean-François Held, l'un des coordinateurs de la rédaction, dans l'édition du 14 août, les propos de M. Pasqua lors de sa conférence de presse du 10 juillet « qu'il a plus que confirmés dans une interview publiée par le journal Valeurs actuelles ». Dans cet entretien, paru le 21 juillet, M. Pasqua affirmait notamment que « l'exploitation scandaleuse » de la mort de Loïc Lefebvre dans la « bavure » de la rue de Mogador avait « créé un climat [qui] a incité les hommes d'action directe à frapper la police ».

Selon M. Held, « ces accusations sans fondement sont injurieuses pour les journalistes qui ont enquêté sur la mort de Loïc Lefebvre et pour leurs journaux qui ont publié leurs reportages. Elles tendent à persuader l'opinion que la presse a délibérément truqué les faits pour incriminer la police, et qu'elle est donc responsable de l'attentat meurtrier contre la brigade de répression du banditisme (BRB). La presse libre serait ainsi

### Après une plainte pour coups et blessures

#### Un policier grenoblois est suspendu

GRENOBLE  
de notre bureau régional

« Compte tenu des premiers résultats de l'enquête de l'inspection générale de la police nationale aussitôt diligentée à la suite de la plainte déposée par M. Gallet sur les services dont il aurait été victime au commissariat de Grenoble, un fonctionnaire de police a fait l'objet d'une mesure de suspension immédiate, indépendamment de l'enquête judiciaire qui se poursuit », a indiqué, le mercredi 13 août, le ministre de l'intérieur.

L'identité du policier grenoblois, qui devait être entendu, ce jeudi, par le juge d'instruction n'a cependant pas été révélée. La décision de l'inspection générale de la police nationale, intervenue deux jours seulement après que celle-ci eut été saisie de cette affaire, paraît confirmer qu'il s'est bien passé quelque chose d'anormal, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 août, à l'hôtel de police de Grenoble après l'interpellation sur la voie publique de M. Victor Gallet.

Pour sa part, cet ingénieur de cinquante-neuf ans, toujours hospitalisé près de quinze jours après les faits, a déposé une plainte pour coups et blessures. Il accuse les policiers de l'avoir contrainct à se débattre et de l'avoir violemment frappé, notamment à coups de pied dans le ventre.

J.-L. S.

inuisible, malhonnête et dangereuse pour la nation ».

La démarche de l'*Événement du jeudi*, confiée à MM. Didier Skornicki et Jean-Yves Dupeux, n'est pas sans poser quelques problèmes juridiques, M. Pasqua ayant tenu ces propos en sa qualité de ministre et l'hebdomadaire n'étant pas nominativement visé. Aussi ses avocats envisagent-ils d'abord une lettre du directeur de publication, M. Jean-François Kalm, au ministre de l'intérieur, dans laquelle il lui demanderait réparation symbolique (1 franc) du préjudice subi selon l'*Événement du jeudi*. Ce « recours gracieux » laisse courir un délai de deux mois, au-delà duquel, en l'absence de réponse amiable de M. Pasqua, les avocats disposent de quatre mois pour engager une procédure devant le tribunal administratif.

### Les affiches électorales de M. Alain Juppé

#### Un communiqué de la Société Horse Power

M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, a fait une mise au point après la publication, le mercredi 13 août, par le *Canard enchaîné*, d'un article affirmant que les affiches électorales commandées par plusieurs candidats RPR, dont lui-même, pour les élections municipales de 1983 n'avaient pas été réglées par leurs véritables destinataires.

A son tour, l'agence de publicité Horse Power, mise en cause dans cette affaire par l'hebdomadaire, a publié un communiqué (nos dernières éditions datées 14 août), dans lequel elle qualifie d'« allégations mensongères » l'article du *Canard enchaîné*. Le responsable de la société, M. Thulliez, confirme que celle-ci a bien reçu commande, en janvier 1983, de la part de MM. Roger Chénard, Alain Juppé et Jean-Pierre Pierre-Bloch, de l'édition « d'une affiche publicitaire ». « L'impression, le papier et la photographie ont été réglés par Horse Power à l'imprimerie Saint-Martin qui en a bien assuré le tirage et la livraison. MM. Chénard, Juppé et Pierre-Bloch ont acquitté le règlement correspondant à cette fourniture, chacun pour leur part. S'il en avait été autrement, une procédure de contentieux commercial aurait été intentée à leur encontre », ajoute Horse Power.

### Population pénale en baisse

Avec un total de 45 905 détenus, la population pénale en métropole au 1<sup>er</sup> août est en baisse de plus de 700 détenus par rapport au mois précédent.

La diminution du nombre des prévenus en attente d'un jugement définitif (20 968 pour 24 937 condamnés, soit 46,67 % du total), commencée en juillet, se confirme.

Il y a 32 500 places dans les prisons françaises.

● La création de chambrées de travail pour jeunes détenus dans les départements. — M. Albin Chénard, garde des sceaux, a signé, le lundi 11 août, une circulaire demandant à tous les préfets de créer dans chaque département un chantier de travail extérieur à l'administration pénitentiaire, où des jeunes détenus pourraient être employés.

Douze mille prisonniers de moins de vingt-cinq ans, volontaires et condamnés à une peine inférieure à un an, pourraient être concernés par cette opération. Les détenus doivent être rémunérés par les collectivités locales ou les entreprises aux tarifs habituels de l'administration pénitentiaire.

Avec l'aide des responsables locaux de l'administration pénitentiaire et des juges d'application des peines, les préfets pourront destiner leurs chantiers à la réfection de bâtiments publics, aux fouilles archéologiques, au nettoyage des plages ou au ramassage des fruits et légumes dans les exploitations privées.

### LIBRAIRIE DU CHÊNE

histoire contemporaine

spécialistes des

1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> guerres

mondiales

ACHATS et VENTES

Catalogue sur demande.

45-81-33-18

27, rue de la Butte-aux-Cailles

75013 PARIS



## Société

Un agriculteur de l'Ardèche tue deux touristes et blesse six personnes

### Coup de sang

LESPÉRON (Ardèche)  
de notre envoyé spécial

D'importantes forces de gendarmerie recherchent toujours, ce jeudi matin 14 août dans le maquis ardéchois, Elie Lhermet, quarante-deux ans, agriculteur, qui, dans la soirée du mardi 12 août, a tué deux touristes et blessé six personnes, dont trois enfants.

Rien ne destinait le village de Lespéron à subir les fureurs de l'actualité. Bien en retrait d'une modeste départementale, cette commune de deux cent cinquante habitants, qui borde le plateau ardéchois et surplombe les confins de la Lozère et de la Haute-Loire, n'a rien d'un haut lieu touristique, même si son petit camping des Pins est convenablement occupé. Il a suffi de quelques coups de feu meurtriers dans la soirée du mardi 12 août (*Le Monde* du 14 août) pour que, mercredi, le trafic des voitures des envoyés spéciaux de l'information audiovisuelle devienne presque aussi dense, sur les chemins des alentours, que celui des fourgonnettes bleues de la gendarmerie.

Coups de feu, coup de sang, coup de folie... Deux morts et six blessés, dont trois enfants, Elie Lhermet, quarante-deux ans, a tiré successivement sur ses voisins directs, les familles Enjolras et Linoir, puis sur le maire de la commune, M. Joseph Bertrand, tout simultanément deux touristes - Anne-Marie Rieu, quarante-quatre ans, et sa fille Florence, vingt-trois ans, domiciliées à Saint-Priest (Rhône). Un carnage qui échappe à toute analyse rationnelle.

Au comptoir du bar-tabac, seul commerce de Lespéron - qui jouxte l'église et la mairie (où la gendarmerie a établi son PC), - les commentaires tournent sur le leitmotiv : « Elie et son frère sont de gentils gens, pas violents, pas baveux... Allés savoir ce qui a pris à l'instinct, quelle misère quand même... »

#### Le fuyard des « barbaques »

A croire que les gendarmes de la brigade de Lamurco et de la compagnie de Largentière ne traquent qu'un bandit d'opérette. Relayés par soixante gardes mobiles venus de Bron (Rhône), placés sous les ordres du lieutenant-colonel Meynier, commandant le groupement de gendarmerie de l'Ardèche, et du capitaine Marin, directeur de l'enquête, ils raissent sans relâche le périmètre où le fuyard pourrait se tenir.

Elie Lhermet, qui s'est débarrassé de son fusil de chasse, est toujours en possession de deux armes - un

pistolet et une carabine 22 long rifle - dont tout laisse craindre qu'il pourrait se servir. Et pas seulement contre lui.

Quels furent les mobiles de l'homme qui s'est égaré dans les « barbaques » - un village sans inscription, où même un chien progressait péniblement ? La réponse transparaît entre les mots, dans certains silences de ses concitoyens, qui savent dériver à bon escient vers les patois ardéchois au détour d'une question trop pressante.

Depuis qu'Albert Lhermet, trente-cinq ans, son cadet - un peu « simplet », dit-on ici - est gardé à vue par les gendarmes, la bâtisse de pierre grise du hameau de la Ginetouse, qu'occupait la famille Lhermet à une portée de flèche de la mairie, est désertée. Leur mère étant décédée voilà un an, et leur père, Adrien, soixante-seize ans, un patriarcat à poigne, étant hospitalisé au Fay (avec « une pile sur le cœur »), depuis trois mois les deux fils, célibataires endurcis, étaient livrés à eux-mêmes. Les vieilles querelles qui, depuis trois générations, opposaient le clan Lhermet à ses voisins directs, les Enjolras, se sont très récemment ravivées à propos d'une affaire de vau qu'Elie aurait volé à un habitant du bourg. « Il avait fait une coupe de bois et, faute d'avoir été suffisamment payé, il a piqué un vau et est allé le vendre au marché de Largentière », affirme un agriculteur. « Cela s'est vu et les gendarmes ont interrogé Elie, qui n'en est pas à son premier larcin... »

#### Hargne vengeresse

La hargne de poursuites judiciaires, la hargne vengeresse d'avoir été dénoncé, d'autres vertiges obsessionnels, peuvent-ils suffire à expliquer la violence dans laquelle Elie Lhermet a brutalement sombré ? « Pourquoi ? Pourquoi ? » répète, entre deux sanglots, M. Enjolras qui a vu son fils, son gendre et trois de ses petits-enfants criblés de plombs par le forcené surgissant dans la cour de ferme où toute la famille prenait le pèstis. « Son fusil s'est enfoncé au quatrième coup, sinon il nous massacrait tous », ajoute-t-il.

M. Guy-René Rieu, dont l'épouse et la fille - qui allaient chercher du lait chez M. le maire - furent tuées peu après au hameau de la Ribeyre, a encore plus de raisons de s'interroger. Nais de la région, il n'y revenait, depuis la banlieue lyonnaise, qu'à l'occasion de congés.

Ce jeudi matin, le renfort d'un escadron de 75 gardes mobiles déployés de Grenoble était attendu autour de Lespéron. La grande traque devrait s'intensifier.

M. Denis Band, le pittoresque garde-chasse - pour qui les 2500 hectares de la commune n'ont pas de secret - a une idée sur l'issue de l'affaire comme sur tant d'autres questions. « Pour moi, de deux choses l'une, ou Lhermet s'est suicidé ou bien il s'est pendu... » En laissant son interlocuteur méditer sur cette singulière alternative, l'homme et tranquille - homme de la loi - traduit l'émotion et le désarroi de l'ensemble du village.

R. B.

#### En Haute-Marne

### Le meurtrier de quatre personnes est toujours en fuite

Une soixantaine de gendarmes recherchent toujours, ce jeudi matin 14 août, Francis Coupes, quarante et un ans, qui a tué, mercredi, à coups de fusil de chasse quatre personnes à Chaulgny (Haute-Marne). Le village du meurtrier, toujours armé de son fusil, a été retrouvé à proximité d'une région boisée où Francis Coupes avait coutume de chasser.

Sans raison apparente, Francis Coupes, qui a fait plusieurs séjours en hôpital psychiatrique, a tiré successivement sur Lucienne Charrière, une mère de six enfants, puis sur Yannick et Chantal Marchal, qui laissaient trois enfants en bas âge. Il a ensuite tué son oncle, Pascal Felleter, qui est mort pendant son transfert à l'hôpital.

Francis Coupes, qui est chômeur depuis deux mois environ - il travaillait auparavant dans une laiterie - avait annoncé, il y a quelques jours, qu'il avait trouvé un travail en Suisse, et c'est la raison qu'il avait donnée pour faire tuer ses quatre chiens de chasse par un vétérinaire.

## Communication

L'IFP, une nouvelle filiale de la CLT

### L'Europe se déguise en « Rambo » pour conquérir le marché américain

L'Amérique ignorait « Châteauneuf » quand l'Europe se donna pour un épisode de « Dynastie » ? La Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT) a choisi de classer des boîtes médiatiques pour s'introduire sur le marché audiovisuel des États-Unis.

L'International Film Production (IFP) est ainsi venue en mai dernier grossir les rangs des quelque soixante-dix filiales du groupe. « L'IFP correspond à une stratégie très précise », dit M. Gust Grasse, directeur général de la CLT. Nous voulons faire des émissions hautes gammes, destinées aux grandes heures d'écoute, avec l'appui des Américains. C'est ce genre de produits, occasionnellement coûteux, ne s'exporte jamais en Europe, même si tous les pays du continent l'achètent.

S'allier à des Américains pour conquérir leur propre marché, telle est la solution qu'a retenue la CLT. À la tête de l'IFP, M. Gaston Thorn, président de la Banque internationale de Luxembourg et vice-président de la CLT, et M. Gust Grasse, qui détiennent à eux deux 50 % du capital. L'autre moitié se répartit entre deux producteurs de l'Europe reconnus aux États-Unis, M. Norbert Auerbach et M. Edouard Pope, directeur général de la jeune société. L'objectif est de coproduire avec les Américains des programmes qui pourront, après un premier amortissement aux États-Unis, être diffusés sur toutes les chaînes du monde.

Rompus à toutes les « ficelles » de la production américaine, MM. Pope et Auerbach saisissent sans doute mieux que les Européens les projets susceptibles de séduire les téléspectateurs des États-Unis et ont donc plus de chance de remporter la confiance - et les budgets - des patrons des chaînes de télévision. « L'Amérique est viscéralement alors que l'Europe est cérébrale », sourit M. Pope, quand il tague le chef de tous les débris du Vieux Continent en matière de production audiovisuelle.

Mais le savoir-faire des deux Américains se double aussi de l'image de sérieux de la CLT, et de

l'appui de la Banque internationale du Luxembourg qui assure à l'IFP des arrières solides, en lui laissant le temps d'attirer les investisseurs d'outre-Atlantique.

#### Un premier pont d'or

La CLT avait déjà jeté un premier pont sur l'océan en entrant dans le capital de la Diffusion-Information-Communication (DIC) à la fin des années 70. Un pont d'or, comme dans les contes de fées, puisque la DIC affirme aujourd'hui détenir 80 % du marché du dessin animé en Amérique. On lui doit notamment les plus célèbres séries télévisées de ces dernières années, « L'inspecteur Gadget », « Les Simpson », « Les Minipouss ». Un succès dû en partie à Jean Chalopin, qui travaillait pour la DIC lorsque celle-ci n'était encore que la filiale audiovisuelle du quotidien *La Nouvelle République* et qui en est aujourd'hui, avec la CLT, le seul actionnaire. Un manager de choc, aidé d'une structure efficace : le bureau de Paris chapeaute les tâches administratives et commerciales de la société, celui de Los Angeles travaille à la confection des dessins animés, et la « masse laborieuse » fabrique les séries à Tokyo. « Cette organisation permet surtout un gain de temps considérable », explique Mme Jasmine Delacroix, l'assistante de Jean Chalopin. Au Japon, quand on veut trois mille personnes pour travailler sur une production, on les a tout de suite et il suffit de six mois pour livrer une série de soixante-cinq fois vingt-cinq minutes quand il faudrait trois à quatre ans en France.

La DIC et l'IFP, un lobby européen chez les enfants du hamburger ? « Les coproductions avec l'IFP restent typiquement européennes », rappelle M. Grasse, avec des auteurs et des interprètes qui auront la possibilité de se faire connaître aux États-Unis. Mais elles auront la qualité, le rythme et la vitesse que l'on demande à la CLT.

CATHERINE YOUNOU.

POINT DE VUE

### Entre deux marées

(Suite de la première page.)

Un secteur public important est maintenu, mais disparaît curieusement la notion de service public, qui en est pourtant la seule justification doctrinale. En effet, on peut résumer ainsi les missions du service public de la communication audiovisuelle : répartir la rareté des fréquences et des circuits, développer la création française, assurer le rayonnement de la culture et de la langue française à l'étranger, garantir le pluralisme de l'information dès lors qu'il n'y a pas pluralité des sources d'information.

Paradoxalement, la nouvelle loi impose des obligations de service public aux entrepreneurs privés dans le cadre d'un système d'autorisations. La compétence réglementaire donnée à la CNCL ne peut constitutionnellement apporter des limitations aussi importantes à la liberté de communiquer et d'entreprendre sans que le titulaire y souscrive par un acte explicite d'adhésion. Autrement dit, il convient de passer des régimes de la concession de service public ou des autorisations qui empruntent à celle-ci ses caractéristiques à celui d'un simple contrat par lequel un opérateur privé accepte volontairement - notamment par le jeu du mieux-disant de l'appel d'offre - des contraintes spécifiques, à l'occasion de l'attribution d'une autorisation.

La société TF1 privatisée se voit infliger tellement d'obligations de service public que, en dehors de la retransmission de l'office religieux du dimanche, dont elle est dispensée, on ne discerne pas ce qui va la différencier à cet égard de l'actuelle société nationale. À l'inverse, rien n'indique que la cinquième, le sixième, voire la septième chaîne subissent une fois réattribuées des contraintes comparables. Il y a là des disparités difficiles à comprendre.

Bizarrie également au regard du droit des sociétés que cette interdiction faite à une même personne d'avoir plus de 25 % du capital d'une société de télévision privée. Une catégorie nouvelle de

sociétés commerciales, bien étrange pour un gouvernement se déclarant libéral, vient d'apparaître : la SAMOI, la « Société anonyme à majorité « minoritaire ». De son côté, le Sénat s'est illustré en introduisant un important « volet social » destiné à rassurer les personnels de TF1. En réalité, plusieurs des articles de la loi sont sans portée juridique puisque le droit des contrats et de conventions collectives aboutit de jure aux mêmes résultats.

Quoi qu'il en soit, il ne serait pas décent de faire la fine bouche : la télévision par câble est libérée, bien qu'elle eût pu bénéficier du régime de la simple déclaration, elle lora que n'existait pas l'obstacle de la rareté des fréquences ; les radios locales sont débarrassées de contraintes artificielles ; les télévisions privées vont pouvoir se développer dans la transparence et la concurrence ; une commission véritablement indépendante est instituée ; les tutelles sont éliminées grâce à la disparition de la délégation parlementaire et du conseil national de la communication audiovisuelle ; enfin un rendez-vous proche est pris pour la dérégulation de la DGT.

Mais on le sait bien, une autre réforme sera nécessaire. François Léotard rappelle, en citant Montaigne, qu'on ne doit toucher aux lois qu'avec une main tremblante. A la vérité, beaucoup auraient préféré voir tenu d'une main plus résolue le scalpel du chirurgien de la liberté.

BERTRAND COUSIN.

[Député RPR des Côtes-du-Nord depuis 1984, membre du conseil national du RPR, Bertrand Cousin, ancien élève de l'ENA, s'est spécialisé dans les problèmes de l'information après avoir été secrétaire général du Haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs. Directeur de cabinet du président puis secrétaire général de l'ERS (1976-1979), chef de service juridique et technique de l'information qui dépend du premier ministre (1979-1982), Bertrand Cousin, maître des requêtes au Conseil d'État depuis 1976, a quitté la haute administration en janvier 1984 pour prendre la fonction de directeur général adjoint de la SOCF-PRESSE, société holding du groupe Hermès.]

## DEMAIN DANS Le Monde

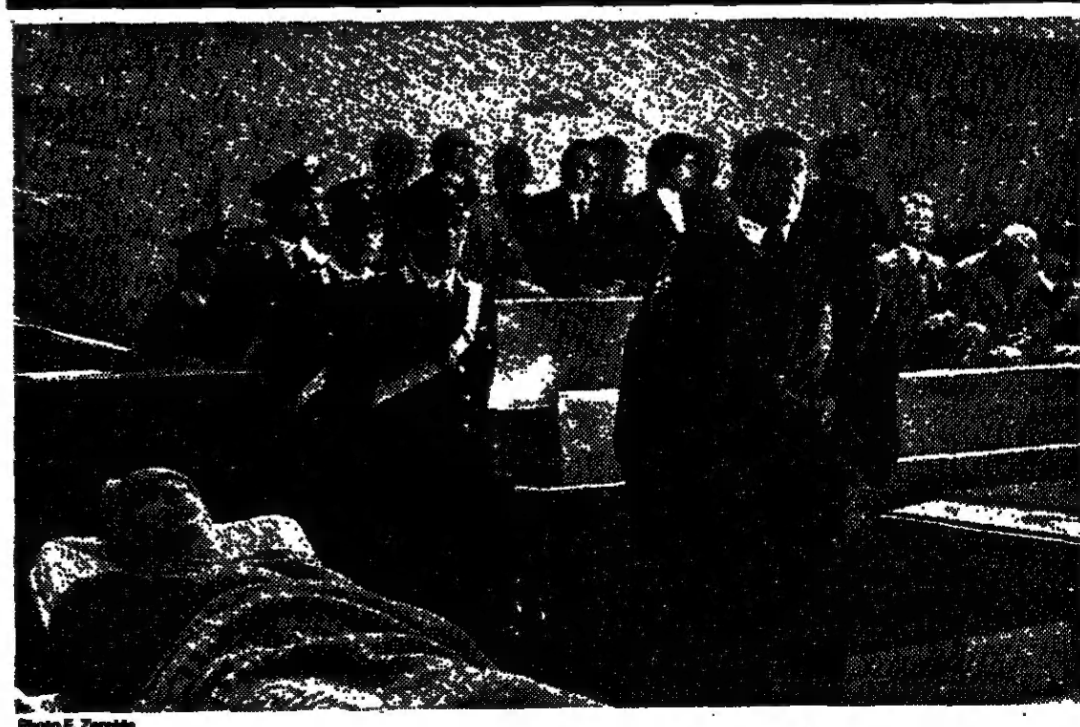


Photo F. Zambelli

#### LA MAFIA EN PROCÈS

Depuis six mois trois cent cinquante mafiosi sont jugés à Palerme. Un procès qui permet, pour la première fois, de pénétrer au cœur du crime organisé. Edifiant autant que réconfortant.

#### VOYAGES

Sur les traces de Federico Garcia Lorca à Grenade.

#### GUIDE PRATIQUE

Comment lire un billet d'avion.

**Le Monde**  
sans visa

Reportages - Entretiens - Voyages  
le nouveau cahier du week-end





« Le Monde » s'envole, « Libération » (première manière) disparaît, « Paris-Jour » et « 24 heures » font des apparitions plus ou moins éphémères.



Hubert Beuve-Méry, directeur du Monde de 1944 à 1969.

VINGT-TROISIÈME ANNÉE — N° 6809

LIRE PAGE  
2.448. — La politique étrangère.  
2.448. — La politique intérieure.  
17. 11. 12. — Le courrier des lecteurs.  
17. 11. 12. — Les informations générales et « L'Écho ».  
17. 11. 12. — L'économie.  
17. 11. 12. — La culture, la télévision et les jeux.  
17. 11. 12. — Les sports.  
17. 11. 12. — Les spectacles.  
17. 11. 12. — Les faits divers.  
17. 11. 12. — Les lettres.  
17. 11. 12. — Les sciences.  
17. 11. 12. — Les techniques.  
17. 11. 12. — Les arts.  
17. 11. 12. — Les modes.  
17. 11. 12. — Les voyages.  
17. 11. 12. — Les loisirs.  
17. 11. 12. — Les fêtes.  
17. 11. 12. — Les anniversaires.  
17. 11. 12. — Les nécrologes.  
17. 11. 12. — Les obituaires.  
17. 11. 12. — Les nécrologes.  
17. 11. 12. — Les obituaires.

32 PAGES \*\* — DERNIÈRE ÉDITION

**Le Monde**

Rédaction, Administration : 5, r. de l'Étoile, Paris-IX. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

SAMEDI 3 DÉCEMBRE 1966

LE NUMÉRO : 940 F

Après l'abonnement annuel : 1.000 F (12 numéros).  
Après l'abonnement semestriel : 500 F (6 numéros).  
Après l'abonnement trimestriel : 250 F (3 numéros).  
Après l'abonnement mensuel : 100 F (1 numéro).  
Après l'abonnement hebdomadaire : 30 F (1 numéro).  
Après l'abonnement quotidien : 10 F (1 numéro).  
Après l'abonnement hebdomadaire : 30 F (1 numéro).  
Après l'abonnement quotidien : 10 F (1 numéro).

Tarif des abonnements pour 2

COMPTES CHÈQUES POSTAL

PARIS 20 6201-83

Adresser les commandes à : LE MONDE, 5, r. de l'Étoile, Paris-IX.

Tél. : 260, 1709, 21-20

### AU BUNDESTAG

Chrétiens démocrates et socialistes  
ont accueilli sans enthousiasme

L'amalgame

le nouveau

gouvernement

ouest-allemand

Le Bundestag, l'assemblée fédérale de la République fédérale d'Allemagne, a accueilli sans enthousiasme le nouveau gouvernement ouest-allemand, formé par la coalition des chrétiens démocrates (CDU) et des socialistes (SPD).

Le Bundestag, l'assemblée fédérale de la République fédérale d'Allemagne, a accueilli sans enthousiasme le nouveau gouvernement ouest-allemand, formé par la coalition des chrétiens démocrates (CDU) et des socialistes (SPD).

Le Bundestag, l'assemblée fédérale de la République fédérale d'Allemagne, a accueilli sans enthousiasme le nouveau gouvernement ouest-allemand, formé par la coalition des chrétiens démocrates (CDU) et des socialistes (SPD).

Le Bundestag, l'assemblée fédérale de la République fédérale d'Allemagne, a accueilli sans enthousiasme le nouveau gouvernement ouest-allemand, formé par la coalition des chrétiens démocrates (CDU) et des socialistes (SPD).

Le Bundestag, l'assemblée fédérale de la République fédérale d'Allemagne, a accueilli sans enthousiasme le nouveau gouvernement ouest-allemand, formé par la coalition des chrétiens démocrates (CDU) et des socialistes (SPD).

Le Bundestag, l'assemblée fédérale de la République fédérale d'Allemagne, a accueilli sans enthousiasme le nouveau gouvernement ouest-allemand, formé par la coalition des chrétiens démocrates (CDU) et des socialistes (SPD).

Le Bundestag, l'assemblée fédérale de la République fédérale d'Allemagne, a accueilli sans enthousiasme le nouveau gouvernement ouest-allemand, formé par la coalition des chrétiens démocrates (CDU) et des socialistes (SPD).

Le Bundestag, l'assemblée fédérale de la République fédérale d'Allemagne, a accueilli sans enthousiasme le nouveau gouvernement ouest-allemand, formé par la coalition des chrétiens démocrates (CDU) et des socialistes (SPD).

### APRÈS DE LONGS DÉBATS

La Fédération de la gauche est parvenue  
à un accord sur la tactique électorale  
et va prendre des contacts avec le P.C. et le P.S.U.

Les radicaux se sont résignés à respecter la discipline

La Fédération de la gauche, après de longs débats, a finalement adopté une tactique électorale qui consiste à prendre des contacts avec le P.C. et le P.S.U. Les radicaux se sont résignés à respecter la discipline.

La Fédération de la gauche, après de longs débats, a finalement adopté une tactique électorale qui consiste à prendre des contacts avec le P.C. et le P.S.U. Les radicaux se sont résignés à respecter la discipline.

La Fédération de la gauche, après de longs débats, a finalement adopté une tactique électorale qui consiste à prendre des contacts avec le P.C. et le P.S.U. Les radicaux se sont résignés à respecter la discipline.

La Fédération de la gauche, après de longs débats, a finalement adopté une tactique électorale qui consiste à prendre des contacts avec le P.C. et le P.S.U. Les radicaux se sont résignés à respecter la discipline.

La Fédération de la gauche, après de longs débats, a finalement adopté une tactique électorale qui consiste à prendre des contacts avec le P.C. et le P.S.U. Les radicaux se sont résignés à respecter la discipline.

La Fédération de la gauche, après de longs débats, a finalement adopté une tactique électorale qui consiste à prendre des contacts avec le P.C. et le P.S.U. Les radicaux se sont résignés à respecter la discipline.

La Fédération de la gauche, après de longs débats, a finalement adopté une tactique électorale qui consiste à prendre des contacts avec le P.C. et le P.S.U. Les radicaux se sont résignés à respecter la discipline.

### AUX LECTEURS

Le Monde

Le Monde est un journal de référence, de qualité, de sérieux.

Le Monde est un journal de référence, de qualité, de sérieux.

Le Monde est un journal de référence, de qualité, de sérieux.

Le Monde est un journal de référence, de qualité, de sérieux.

Le Monde est un journal de référence, de qualité, de sérieux.

Le Monde est un journal de référence, de qualité, de sérieux.

Le Monde est un journal de référence, de qualité, de sérieux.

Le Monde est un journal de référence, de qualité, de sérieux.

Le Monde est un journal de référence, de qualité, de sérieux.

## 27. La mutation des quotidiens

LES achats massifs de transistors et de télévisions ne pouvaient pas rester sans effet sur les autres moyens de communication. Outre le cinéma, qui pâtit de la désertion progressive des salles, la presse quotidienne fut une autre victime de l'audiovisuel triomphant. Dans le domaine de l'information, celui-ci se taille bientôt la part du lion : sa plus grande rapidité sur l'écrit est complétée en 1962 par son ubiquité, telle que la promet le satellite Telstar, ouvrant le champ de la Mondovision. Aussi, lorsqu'en 1967 le gouvernement projette de faire adopter par le Parlement l'autorisation de la publicité de marques à la télévision, c'est un tollé général dans la presse écrite, qui s'indigne du mauvais coup porté à la liberté d'expression. Mais le mouvement est irréversible : les minutes de publicité télévisée ne feront qu'augmenter à partir de 1969.

Pourtant, les tirages des quotidiens « nationaux » ne subissent pas d'effondrement au cours des années 60. Les difficultés viennent d'ailleurs : un prix fixé à un niveau jugé trop bas (0,25 F en 1959, 0,50 F en 1968), pour faire face à des frais de fabrication croissants. Pour contrer le petit écran, l'inventif Marcel Dassault a l'idée de puiser à la source de son succès : si le peuple veut de l'image, qu'on lui donne de l'image ! Le 5 octobre 1965, les kiosques s'ornent d'un nouveau venu : 24 heures, « le plus jeune

des grands quotidiens du matin ». Pratiquement pas de textes : le grand industriel a cru comprendre que c'était dépassé ; il fait un « magazine quotidien » bourré de photos. Voilà l'avenir ! En fait, au bout d'un mois, la vente sur Paris est tombée à moins de mille exemplaires. En novembre 1966, ce « non-journal » cessait de paraître sans laisser de regrets.

Plus visible avait été la disparition de Libération deux ans auparavant. Le titre, issu de la Résistance, appartenait à Emmanuel d'Astier de la Vigerie, mais ne subsistait, depuis 1948, qu'avec les subsides du Parti communiste. Depuis la fin de la guerre d'Algérie, le progressisme de d'Astier se colorait d'une sympathie discrète mais réelle en faveur du général de Gaulle, qui l'avait toujours fasciné et irrité en même temps. En juin 1962, Henry Bordage, rédacteur en chef communiste, s'en prenait, sans les nommer, aux hommes de gauche qui voulaient « s'accommoder du gaullisme ». C'était un avertissement « interne ». Le journal ne pouvait se vanter que d'un tirage modeste : un peu moins de 80 000 exemplaires, mais il avait l'avantage de seconder l'officiel du PCF, en offrant à ses lecteurs, qui votaient communiste sans être militants, une information plus vivante, des articles moins conformistes, écrits par des auteurs souvent extérieurs au parti. Du reste, quand, le 28 novembre 1964, une majorité de rédacteurs recom-

mandèrent aux lecteurs de remplacer Libération, dont c'était le dernier jour, par l'Humanité, on nota que certaines signatures, et non des moindres, faisaient défaut à cet appel : Claude Estier, Fonvielle-Alquier, Jean-François Held, Madeleine Jacob, Katia Kaupp, le dessinateur Es Caro, etc. Dans son adieu aux fidèles, d'Astier évoquait « des raisons matérielles », mais aussi « des raisons politiques ». Un des derniers journaux parisiens issus de la Résistance était mort.

Les autres ne se portaient guère mieux. Depuis 1957, Cino Del Duca avait racheté Frano-Tirure, qu'il avait transformé d'abord en Paris-Journal, puis en Paris-Jour, présenté en septembre 1959 en format tabloïd : textes réduits comme peau de chagrin, photos de jolies filles et bandes dessinées repartaient à la conquête du public avec succès, mais en réduisant toute espèce de ressemblance avec l'ancienne feuille de gauche socialisante. Lors de la mort de Del Duca, en 1967, Paris-Jour diffusait à 250 000, tout en perdant beaucoup d'argent.

Restait le cas Combat, qui affichait toujours fièrement son sous-titre : « De la Résistance à la révolution ». Pendant quelques années, ce quotidien fondé dans la clandestinité s'était imposé comme une référence. Jusqu'en 1947, Albert Camus en avait été le symbole : joyau d'une presse dérangée des intérêts financiers, animé par des plumes de talent, se refusant à la moindre démagogie, Combat avait incarné l'esprit de la Résistance, attiré les intellectuels, créé un pôle original dans le ciel de l'information. Le départ de Camus, le rachat du journal par Henri Smadja, l'échec de la relève par Claude Bourdet, tout cela avait entraîné le journal de la rue du Croissant sur une pente fatale. Pourtant, de l'ensemble des organes nés de la lutte contre l'occupant, Combat est le seul à bénéficier, en dépit des vents contraires, d'une longévité qui défie toutes les logiques. Dans les années 60, il devint le lieu d'un incroyable écosystème, embelli par les charmes de l'amateurisme.

Ceux qui voulaient de l'information fraîche et sérieuse avaient intérêt à s'abstenir. Même les articles nécrologiques souffraient d'approximations. Parfois, il est vrai, Combat avait l'exclusivité de certaines informations. Ainsi, le 4 octobre 1965, il révélait la mort du grand compositeur soviétique Khatchatourian, frappé par une crise cardiaque, avant d'avouer, le lendemain, que la santé du musicien s'était nettement améliorée.

Rien que les coquilles, qu'on ramassait à foison, rendaient la crédibilité du journal douteuse. Mais quoi ! On lisait Combat pour autre chose : on s'offrait sur sept colonnes toute la cour du roi Pétard. Peu de journalistes rémunérés, et si mal qu'on ose à peine en parler, mais une foule de pigistes, de dilettantes, de professeurs, de plumeurs, de gratte-papier, de gribouilleurs, d'écrivains, les autres pour le troïskisme, ceux-ci pour le socialisme, ceux-là pour l'intégrisme catholique, et jusqu'à des gaullistes, malgré l'hostilité manifeste qu'éprouvait son rédacteur en chef Philippe Tesson à l'endroit du général. Combat ressemblait au bureau de son directeur : un caravansérail, une collection de passions, un bric-à-brac de délites, un vrai marché aux puces des idées, un Hyde Park corner à l'encre, illisible à qui ne supportait pas le pluralisme et la liberté.

Néanmoins, le fait marquant de ces années-là fut à n'en pas douter l'expansion du Monde. En prenant sa retraite en 1969, Hubert Beuve-Méry, le premier directeur, pouvait tirer quelque satisfaction de l'aventure qu'il avait conduite rue des Italiens depuis la Libération. Pendant longtemps, le Monde avait stagné autour de 150 000 exemplaires, jusqu'au moment où la guerre d'Algérie parut lui gagner un nouveau lectorat. En 1960, Le tirage dépassait 220 000 ; en 1969, on était à 478 000. Le cas était unique dans la presse française. A quoi correspondait pareil succès ? Les événements avaient joué leur rôle : l'Algérie au début de la décennie ; mai 68 peu avant le départ de Beuve-Méry. Mais, tandis que la « dépolitisation » souvent décrite à partir de 1962 gênait l'ensemble des journaux d'opinion, le Monde décollait précisément au moment de ce creux.

Il n'avait pas tellement changé d'allure. Il s'était étoffé — passant à 32 pages, en 1966, — mais il avait gardé ses caractéristiques du départ : austérité des titres, quasi-absence d'illustrations, modération du style... A croire que la nouvelle frénésie de son et d'images avait besoin d'un contre-poids et que, en raison de sa réputation, le quotidien de « Sirius » était mieux placé que tout autre pour exercer cette fonction. Au demeurant, il bénéficiait d'un des faits majeurs de la décennie : l'arrivée en force de la génération montante dans les universités. Par excellence, le Monde était le journal des étudiants ; or ceux-ci, de

Les titres de la presse parisienne le 23 octobre 1962, au lendemain de la décision de Kennedy de suspendre aux États-Unis l'armement à Cuba.



1960 à 1968, avaient vu leur nombre plus que doubler. De surcroît, il attirait des catégories sociales nouvelles (employés, cadres moyens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés), si bien qu'il s'attacha à l'image qui l'avait singulièrement de moniteur de la bourgeoisie éclairée. Au fond, les tendances mêmes de la société française, qui pesaient dangereusement sur l'ensemble de la presse traditionnelle, avantageaient au contraire le Monde.

En laissant le relais à Jacques Fauvet, Hubert Beuve-Méry présida aux modifications de statut de l'entreprise, dont la société des rédacteurs était déjà une originalité dans la presse française. Ainsi le journal était protégé contre les aléas des successions familiales. Mais en devenant un quotidien prospère, lui qui avait été si longtemps un journal pauvre, il lui restait à préserver son identité. Cela est une autre histoire : celle des années 70.

MICHEL WINOCK.

LA CONFÉRENCE DES MINISTRES A VIENNE  
La France est le pays d'Europe où l'accroissement du nombre des étudiants est le plus élevé

De notre correspondant particulier MICHEL TATU

Vienna, 21 novembre. — Pour la première fois en Europe, vingt-quatre ministres de l'éducation représentant presque tous les pays du continent se réunissent depuis lundi à la Hofburg de Vienne, pour une conférence de six jours organisée par l'Unesco.

Le thème proposé, « l'accès à l'enseignement supérieur », a déjà retenu l'attention de la presse internationale, et ce n'est pas pour rien. Les rapports de l'Unesco sur l'éducation, et ceux de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (O.C.D.E.) sur l'éducation, ont mis en évidence le rôle de l'éducation dans le développement économique et social. L'Unesco a souligné que l'éducation est le moyen le plus efficace pour assurer la paix et la coopération internationale.

Quel qu'il en soit, l'Europe en sera large et passera d'un état de stagnation à un état de développement. Les ministres de l'éducation se réunissent à Vienne pour discuter de la situation de l'éducation en Europe et de la manière d'y remédier. Ils se réunissent à Vienne pour discuter de la situation de l'éducation en Europe et de la manière d'y remédier.

Notre prochain article :  
**Anquetil ou Poulidor ?**  
paraîtra dans le numéro daté 17-18 août



# Le Monde DES LIVRES

## Avec Sartre à Montparnasse

Les aventures  
d'un jeune homme  
qui cherchait,  
rue Huyghens  
et rue Froidevaux,  
les chemins  
de la liberté.



CAGNIAT.

« **D**ANS la rue, au-dessous de lui, un homme marchait d'un pas tranquille; il s'arrêta au coin de la rue Huyghens et de la rue Froidevaux, leva la tête et regarda le ciel: c'était Dandel. Un air de musique venait par bouffées de l'avenue du Maine [...]. Mathieu vit disparaître Daniel et pensa: « Je reste seul. »

Mathieu, c'est le héros de l'Age de raison. Il se débrouille beaucoup, de Montparnasse, au quartier Latin, de Passy à Montmartre, pour trouver l'argent nécessaire à l'avortement de Marcelle, qu'il a mise enceinte au bout de sept ans de « collage ». Mais il n'agit guère. Pour finir, son ami Daniel, pédéraste honteux, fait irruption dans son appartement, rue Huyghens, et lui annonce qu'il épouse Marcelle, histoire de se martyriser, et qu'ils élèveront son enfant.

Il y a aussi Ivich, l'étudiante dont Mathieu est épris. Quand elle découvre que ce professeur de philosophie de trente-cinq ans, qui tient à sa liberté par-dessus tout, est emporté dans des problèmes d'homme marié, le bel ange filon et indolent prend la fuite. Mathieu reste libre, vacant, babilant sur son balcon, à Montparnasse. On le laisse ainsi, au début des vacances de l'été 1938. C'est la fin de l'Age de raison, le commencement d'autre chose, de long, d'indéfini, d'inachevable, qui se joue sur les chemins de la liberté. Une vie d'homme, que la guerre va faire bifurquer en même temps qu'elle casse l'époque en deux.

### Un goût d'échec et d'insomnie

Vingt et un ans plus tard, à la fin de l'été 1959, en pleine guerre d'Algérie, un jeune homme seul, pas bien réel, fou de Sartre et tout juste bachelier, arrive à Paris avec l'idée de visiter les lieux du roman. Étrangement, ce gargon de vingt ans s'est identifié, au point de vouloir suivre ses pas, avec Mathieu, l'intellectuel à la dérive, pour qui il n'a jamais éprouvé autant de sympathie qu'en ce moment où la vie du héros laisse un goût d'échec et d'insomnie — le goût saumâtre de l'existence nue, disait Sartre.

Provincial, et même doublement, puisqu'il venait de Lausanne, où s'était déroulée révésement son adolescence, le jeune homme seul, tout à sa passion, se rend rue Huyghens, cherchant à voir les choses comme Mathieu-Sartre. A travers eux, c'est Paris, qu'il cherche à incorporer. Là, à deux pas du Dôme, où traînaient les fanâmes de tant d'écrivains, et qui se présentait encore tel que Sartre l'avait fréquenté avant d'être célèbre, si on avait

demandé au jeune homme ce qu'il voulait dans la vie — comme à cette amie qui avait répondu: « Faire chanteuse noire », — il aurait fallu qu'il dise, pour se montrer à la fois sincère et spirituel: « Faire grand homme. »

Une surprise l'attend: il n'y a pas de coin de la rue Huyghens et de la rue Froidevaux. Mathieu, pourtant, arpente une ville à la topographie parfaitement respectée: pour aller au Dôme, il prend la rue Delambre; à La Coupole, le boulevard Montparnasse; pour retrouver Ivich au Dupont-Latin (aujourd'hui Le Latin, au coin de la rue des Ecoles et du boulevard Saint-Michel), il traverse le jardin du Luxembourg. Mais pour rentrer chez lui, il prend la rue Froidevaux, qui se trouve à l'opposé. Serait-ce que Mathieu n'habite en réalité nulle part, qu'il

vit déjà au cimetière Montparnasse, lequel sépare de toute son étendue les deux rues qui font angle dans le roman?

La passion du jeune homme pour Sartre et pour le réalisme français qu'il représente n'est pas refroidie par la découverte de cette inconscience. Il remarque simplement qu'un réaliste américain comme Hemingway, lorsqu'il veut loger un personnage de fiction aussi séduisant que Lady Brett Ashley dans *Le soleil se lève aussi*, lui trouve un véritable appartement au cinquième étage d'un immeuble coqu qui fait l'angle du boulevard Saint-Michel et de l'avenue de l'Observatoire et qui paraît au jeune homme tout à fait l'appartement qu'il faut habiter à Paris, car de ses fenêtres on a vue sur la Closerie des Lilas (où Sartre, à présent, comme Hemingway, a son nom gravé sur

une petite plaque de cuivre vissée à une table de bar).

Notre jeune homme, sans doute parce qu'il est issu d'une famille bourgeoise paupérisée, a des goûts plus bourgeois que Sartre, qui s'est affranchi d'une famille aisée. (Aujourd'hui, du balcon de mon cinquième étage, j'entrevois celui de Lady Ashley, et c'est ruineux pour un chercheur de loucher ainsi sur l'imaginaire dans la réalité.)

Pour Sartre, en 1938, quand il commence *l'Age de raison*, vivre dans ses meubles, c'est l'horreur et la damnation. Il est professeur de lycée, comme Mathieu, et il vit au Mistral Hôtel, 24, rue Cels, qui existe toujours et qui, lui, se trouve précisément entre la rue Froidevaux et l'avenue du Maine, au sud du cimetière.

MICHEL CONTAT.  
(Lire la suite page 11.)

## Ecrire pour écrire ?

Le regard d'un philosophe  
sur un très étrange récit d'André Dalmas.

Par EMMANUEL LÉVINAS

LES textes brefs et brillants signés André Dalmas — fragments de prose poétique mêlés à des notations de lecture et, parfois, à quelques aphorismes de lettré pour lettrés — dans les premières pages des livraisons du *Nouveau Commerce* ont certainement été remarqués par les amateurs. On aura sans doute apprécié l'artiste raffiné — ami et fidèle de Jean Paulhan et admirateur de Maurice Blanchot — s'adonnant à la délectation d'une écriture subtile et admirablement avertie. L'intention de sa langue et de son inspiration m'a toujours paru particulièrement expressive à travers l'évocation des lieux: chemins, demeures, enclos, disposition des plantes, emplacement des objets. Localisation immédiate du perçu, qui n'est pas pour poser les décors de quelque pièce, ni pour traduire des « états d'âme » en des formes plastiques du visible. Dans les dimensions de l'espace, l'écriture rechercherait, comme d'habitude, le poétique, qui est probablement le mystère du rassemblement même des choses et des êtres en un monde où tout prend un sens.

Dans le petit livre intitulé *Histoire d'écrire*, paru chez Grasset en 1960 et que la Bibliothèque du Nouveau Commerce vient de rééditer, cette puissance suggestive du spatial — à travers laquelle l'être viendrait à la pensée — est considérable. Il ne saurait être question de résumer ici ce très beau texte de Dalmas dans ses

détails et dans le rythme savant et énigmatique de leur distribution et succession. On se permettra d'en retenir quelques moments et de réfléchir ou de s'interroger sur les confidences qu'ils contiennent. Les rues de Paris et les carrefours où elles se croisent et les maisons qui les bordent, rues vieilles et familières — cette rue de Verneuil ou de Buci, ce carrefour Saint-Germain ou ce square Louvois — semblent, ici, importer plus par la géométrie de leur extension, de leurs droitures et croisements — déjà itinéraires — ainsi que par les voies qui traversent les murs à l'intérieur des bâtiments: enfilades des salons, des pièces diverses, couloirs, corridors, escaliers, etc., et par l'alignement des fenêtres le long des façades régulières aux différents étages — plus que par leur couleur locale et l'histoire multiséculaire inscrite dans les traces.

La concrétude pragmatique de ces lieux serait donc aussi — ou avant tout — un espace idéal sans gravitation, événement ou civilisation de la chose étendue — de la res extensa — en guise de terre bâtie. Dans cette cohérence euclidienne de l'habitation humaine, est vécue la co-existence humaine et brille la présence, pure comme un instant. L'espace de la vie, comme synchronie ou comme oubli du temps, comme co-existence où tout est là, où tout est consommé: la modernité comme sens de l'être. Il y a, dans *Histoire d'écrire*, l'aveu, la confession expresse, d'une préférence pour l'instant, pour l'unique séparé du temps, du temps d'où l'instantanéité est menacée de cessation: « N'aimer que ce qui est périssable », que ce qui jamais on ne verra deux fois. Se plaire à la dernière extrémité par crainte de la mort!

### Le drame de l'anonymat

Mais l'espace où tous — les uns et les autres — sont ensemble, n'est-il pas aussi distance, et être-à-l'écart-de? Et la proximité ne revient-elle pas, dès lors, à un simple échec de l'union, et — à travers la distance qu'il reste à parcourir — à une humanité d'hommes pressés qui toujours se hâtent vers quelque gare où les appellent des heures irrévocablement précises? Le long de ces rues, de ce réseau des chemins les plus courts entre deux points, André Dalmas entend les hommes qui passent. Ils se déplacent, entrent et sortent et reviennent, montent et descendent. Ils passent, et ils se suivent. Essentiellement passants, des hommes sans la stabilité de l'identique, qui se ressemblent tous, points de l'ordre mathématique. Sans prendre de noms, sans avoir de visages. Et c'est l'autre côté de ce livre où l'« ontologie » de l'espace et sa « synthèse transcendente » tournent au drame de l'anonymat dans l'existence humaine.

Il est certes traversé par une intrigue d'amour. Elle se noue en guise de récit central qui porte l'ensemble de notre texte. Amour entre le narrateur qui se dit je ou moi et une jeune fille appelée Lucile — la seule à avoir un nom propre dans cette aventure de l'impossible.

(Lire la suite page 11.)

Georges Hyvernaud, Mario Andrea Rigoni

## Faire de l'œil au destin

SON nom, même quand on le porte ridicule ou bizarre, on y tient. La moindre faute dans la transcription de celui-ci nous contrarie et nous écorche. C'est l'intégrité de notre être, de notre moi, qui se trouve atteinte. Du moins, nous en éprouvons le sentiment. Nous avons une telle passion de notre identité, ou plutôt une telle angoisse de la perdre! Notre nom apparaît ainsi comme le résumé de cette sécurité ontologique à laquelle nous sacrifions trop souvent notre liberté, nos élans spontanés, le mouvement lui-même de la vie.

Georges Hyvernaud montre bien cela dans un texte inachevé, qui restait jusqu'à présent inédit. Ce « roman », qui s'intitule précisément *Lettre anonyme*, vient d'être publié dans le troisième volume des *Œuvres complètes* d'un auteur encore trop méconnu.

Pourtant, il mérite qu'on fasse du chemin avec lui. Ses écrits possèdent cette saveur si particulière que procure l'humour lorsqu'il ne pardonne pas et qu'en même temps il transforme la désolation en partie de plaisir. « L'horreur de l'anonymat dit Georges Hyvernaud, est un des traits les plus fortement marqués de la nature humaine. On a besoin d'une signature. Pour les grandes catastrophes, par exemple. Pas possible d'admettre qu'on ne connaît pas l'expéditeur. Alors, on l'appelle Dieu. Ou Hitler. Staline. On veut des noms. Pouvoir dire qu'on sait d'où ça vient. Ce qui explique l'histoire, la métaphysique, le journalisme, le Café du commerce et les discours ministériels. » Nous détestons les verbes sans complément. Nous voulons « cadrer, haïr avec un complément d'objets. » Georges Hyvernaud a pris congé de ses contemporains le 24 mars 1983, mais, à travers ses livres, il continue de faire de l'œil au destin...

DANS cette *Lettre anonyme*, il nous invite encore à méditer sur le danger des mots — « il faudrait ne [les] décrire que sur ordonnance », — sur les raisons d'écrire — « toute littérature est de ressentiment », — sur la peur d'être surpris même si l'on ne dissimule aucune turpitude — « rien qu'on redoute comme la perquisition de ses pensées », — ou sur la tautologie comme méthode de raisonnement pour éloigner les inquiétudes inopportunes: la concierge est la concierge, le dentiste est le dentiste, « il y a des vélos-moteurs, des complets-vestons, des journaux du soir: c'est le monde », dormons tranquillement... On voit que, chez Hyvernaud, le sens du désespoir se paye de jolies séances.

A la faveur d'un court récit — l'interview, — il décrit les sentiments que lui inspire le téléphone: « Un jour, on m'a appelé au téléphone. Je n'aime pas ça. Je suis de ceux qui écoutent avec leurs yeux. Quand je n'ai personne à regarder, j'entends mal, et je réponds de travers. » En effet, quelle maléfique invention!

DANS ses *Variations sur l'impossible*, Mario Andrea Rigoni ne pardonne pas, lui non plus. Il entame cruellement la trompeuse douceur de nos illusions, car il s'emploie à démentir toutes les tautologies, toutes les évidences. Professeur à l'université de Padoue, spécialiste de Leopardi, cet écrivain italien, né en 1948, se présente comme « un voltairien rangé par le Mystère ». Dans un style concis, fort séduisant par sa clarté, il nous fait partager ses tourments, et ses mauvaises pensées. Un exemple? « Vivre avec les autres, dit-il, est un art dont la difficulté n'est guère surpassée que par celle de vivre avec soi-même. » Ou encore: « Le jour est proche où, le dernier souvenir de l'âme s'étant perdu, nous ne pourrions plus verser sur la vie que des larmes froides. » Certains jugeront excessive une pareille vision de l'avenir, mais le présent ne donne pas beaucoup d'arguments pour la réfuter.

Que l'on ne se méprenne pas, cependant: ce professeur de Padoue n'est pas un professeur de découragement. Comme toujours, les plus sombres pensées, lorsqu'elles s'expriment dans un style soutenu, revigorent l'esprit au lieu de l'affaiblir. C'est le paradoxe du moraliste.

Un dernier mot sur Talleyrand et sur Artaud, deux personnages très éloignés dont Rigoni trace un portrait fort singulier. Voici pour Artaud: « Les photos que nous possédons de lui montrent que le splendide jeune homme qu'il était se transforme vite en une vieille femme ravagée: que l'homme qui avait voulu être le père et la mère de soi-même l'était, physiquement, devenu. » Quant à l'habile Talleyrand, Rigoni lui fait gré d'avoir fait de son agonie « un chef-d'œuvre diplomatique »: d'avoir marié si bien « le fard » et l'« abîme ».

FRANÇOIS BOTT.

\* LETTRE ANONYME, NOUVELLES ET AUTRES INÉDITS, de Georges Hyvernaud, *Œuvres complètes* (III), préface de Roland Desat, Ramsay, 246 p., 98 F.

\* VARIATIONS SUR L'IMPOSSIBLE, de Mario Andrea Rigoni, traduit de l'italien par Michel Orcel, Ed. de l'Alphée, 37 p., 65 F.



## LA VIE LITTÉRAIRE

## 1985 : faits et réflexions

Le volume *Universalia* 1986, publié par l'Encyclopedia Universalis, est paru. Cette publication annuelle - créée en 1974 - a pour objet de retracer l'année écoulée - ici 1985 - dans les domaines tant politiques et économiques qu'artistiques et culturels. Un gros travail qui s'articule autour d'une structure thématique : tout d'abord, un index chronologique très détaillé nous remet en mémoire les événements marquants de l'année. Ensuite sont développés quelques sujets ayant suscité des questions telles que l'AIDS, le SIDA, la doctrine libérale ou encore l'apartheid.

Une rubrique très fournie est consacrée, sur quelque deux cents pages, au domaine culturel : évolution et innovations dans le monde de l'art et du spectacle, rappel des principales manifestations culturelles en matière de littérature, de théâtre, de cinéma, d'expositions. Toutefois, dans un souci un peu trop encyclopédique, l'ordonnement se fait par ordre alphabétique et non par catégories culturelles, ce qui rend parfois la lecture un peu difficile.

Il peut être utile - ou tout simplement agréable (peut-être quelques années plus tard) - de replonger quelque temps en arrière. Ce plaisir ne pourra être qu'augmenté par l'esthétique du volume.

SANDRINE TREINER.  
★ UNIVERSALIA 1986, éd. Encyclopedia Universalis, 672 p., 224 F., par abonnement.

## Le secret Salinger (suite)

La biographie de J. D. Salinger, intitulée *J. D. Salinger, une vie d'écriture*, de Ian Hamilton, devait paraître au mois de juin. Mais l'auteur américain, de la retraite dont il ne sort plus depuis vingt ans (le *Monde des livres* du 8/8/1986), en a décidé autrement. Il a, en effet, demandé le blocage de la publication de sa biographie, qu'il juge trop indiscret.

Pourtant, Ian Hamilton avait pris de nombreuses précautions pour ne pas froisser l'auteur de *L'Atape-cours*, ne publiant aucune photo et évitant de signaler jusqu'à son âge. N'ayant pu rencontrer Salinger directement, le biographe s'est essentiellement servi de sa correspondance, retrouvée notamment dans certaines bibliothèques américaines. Son engagement de rédiger un livre « aussi austère que possible » n'aura apparemment pas suffi. Selon la *Washington Post*, J. D. Salinger, une vie d'écriture ne paraîtra pas avant le mois d'octobre, si toutefois certains passages sont retirés de l'édition. — S. T.

## Le livre sur la place Stanislas

La bourse du prix Goncourt de la biographie, doté d'un montant de 25 000 francs, sera décernée comme chaque année dans le cadre de la manifestation littéraire « Le livre sur la place », qui se tiendra du 18 au 20 septembre sur la place Stanislas à Nancy. Cette initiative est le fruit d'une collaboration entre une association de librairies nancésiennes (Lire à Nancy), le quotidien *L'Est républicain* et la municipalité. Cette rencontre s'articule autour de deux axes principaux : favoriser des contacts entre les écrivains et leurs lecteurs (50 000 personnes sont attendues cette année) et promouvoir les ouvrages historiques en dehors des cercles spécialisés.

D'autre part, un jury composé de libraires, d'historiens et de journalistes attribue « six feuilles d'or » à six ouvrages des catégories suivantes : bande dessinée historique, roman historique, livre d'histoire régionale, livre d'enfants historique. Chacun de ces prix sera doté d'une bourse de 5 000 francs.

Enfin, les libraires de l'association organisent pendant la durée de la manifestation des expositions et des animations. (Pour tous renseignements, s'adresser à Annette Laumon, attachée de direction aux affaires culturelles de la ville de Nancy. Tél. : 83-37-85-01, poste 2431.)

## EN POCHÉ

● Dans la collection « Livre de poche », paraît le livret de *Don Giovanni* de Mozart, écrit par Lorenzo de Ponte, présenté en bilingue, et préfacé par Alain Millanti (n° 2861). Sont également repris, dans la même collection, l'*Horace* de Corneille, préfacé par J.-P. Miché, et le *Médecin malgré lui* de Molière par Norbert Bensad. (N° 6225 et 6183).

● « La Bibliothèque cosmopolite » (Stock) réédite les *Mariées mexicaines*, suite de récits dans la veine du *Serpent à plumes*, de D. H. Lawrence, avec des extraits du recueil de poésies *Pensées*, poèmes qui ne valent certes pas les récits mexicains (traduit de l'anglais par Thérèse Aubry).

● Toujours pour le domaine étranger, le « Livre de poche-biblio » publie le *Journal de la guerre au cochon*, (n° 3074) de l'Argentin Adolfo Bioy Casares, ami et complice de Borges (traduit de l'argentin par Françoise-Marie Rosset).

● Le *Dixième Homme*, c'est un scénario de Graham Greene oublié quarante ans dans les archives de la MGM et découvert en 1983 ; le film ne fut jamais tourné. (« Livre de poche », n° 6205).

● En « 10/18 », sont parus des textes « politiques » ou qualifiés tels, de saint Bernard, abbé de Clairvaux. Ces extraits de sermons, lettres etc., choisis et traduits du latin par Paul Zumthor, cimentent et éclairent le personnage, homme d'action et homme de raison du douzième siècle (n° 1781). La même collection réédite les petites histoires de l'opéra, publiées sous le titre *Four Roses for Luciano*, ou la réalité contournée, déguisée, travestie, mais toujours inquiétante (n° 1213).

## EN BREF

● LE PRIX DE POÉSIE DE LA VILLE DE LYON ROGER KOWALSKI a été attribué à Jean-Claude Martin, pour son manuscrit intitulé *Saisons sans réponse*.

● LE GRAND PRIX CATHOLIQUE DE LITTÉRATURE 1986 a été décerné à Jeanne Bourin pour son roman *Le Grand Feu* (la Table ronde).

● Le prix littéraire HAVANE 86 a été attribué à Michel Croce-Spinelli, pour son roman *Bois d'épave* (Grasset).

● LE PRIX SAINT-SIMON a été décerné au cinéaste Henri Verneuil pour son livre de souvenirs intitulé *Mayrig* (paru aux éditions Robert Laffont). La remise du prix, constitué des *Mémoires* de Saint-Simon dans la monumentale édition du tricentenaire (Ed. Vendôme), aura lieu le 30 août prochain à La Ferté-Vidame, résidence d'élection du duc où vient d'être inauguré un musée Saint-Simon.

● L'AGENCE DE CO-OPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE organise un concours littéraire. Il s'adresse à des auteurs qui présentent soit des manuscrits inédits initialement écrits en français, soit des traductions françaises d'œuvres, orales ou écrites, qui ont été créées originellement dans l'une des autres langues des pays membres de l'agence. Deux prix - roman et poésie - seront attribués. Les gagnants recevront 15 000 francs (750 000 CFA) ainsi que la prise en charge de l'édition de leur ouvrage en français. (S'adresser avant le 31 décembre 1986 à l'ACCT - Direction générale de la culture - Concours littéraire - 13, quai André-Citroën, 75015 Paris, tél. : 45-75-62-41).

● RECTIFICATIF. - Le livre d'André Dhôtel, *Lorsque tu reviendras*, paru chez Phébus, coûte 84 F et non 484 F, comme nous l'avions indiqué par erreur dans « Le Monde des livres » du 1<sup>er</sup> août.

## LETTRES ÉTRANGÈRES

## Les obsessions de John Irving

Entre « l'œuvre de Dieu » - les accouchements - et « la part du diable » - les avortements clandestins, le roman (fleuve) d'une médecine fantasmagorique.

L'AMOUR, chez John Irving, est à peu près toujours un acte hors nature, maléfique, voué à l'échec, dont la fonction première est d'engendrer des monstres, des orphelins, des fœtus tôt ou tard avortés. Ou bien, plus rarement, un être saint - ce qui ne signifie aucunement sain - sans activité sexuelle. Dans le *Monde selon Garp*, le meilleur livre de John Irving, l'infirmière Jenny, qui voulait avoir un enfant bien à elle, choisissait pour procréer un soldat blessé à mort et aphasique, et l'enfant aimé et désiré était condamné à mourir. Dans *L'œuvre de Dieu, la part du Diable*, le romancier nous fait pénétrer au plus secret d'un orphelinat.

## Imbattable en obstétrique

Un orphelinat pilote..., si l'on peut dire, fondé et dirigé par un médecin d'avant-garde, Wilbur Larch, qui pratique l'obstétrique à sa manière, laissant les femmes qui viennent à lui libres d'accoucher ou d'avorter. De donner naissance à un orphelin - car jamais celles qui ont fait le long voyage jusqu'à Saint Cloud's, au fin fond du Maine, ne repartent avec leur enfant - ou bien de se délivrer là de ce que le docteur Larch et ses infirmières appellent par euphémisme « les produits de la conception »... « Je ne prétends pas que c'est bien, dit-il à Homer Wells, son orphelin préféré et son fils spirituel, la première fois où celui-ci assiste à « la procédure classique de l'extraction des produits de la conception ». « Je dis que c'est à elle de choisir - c'est un choix de femme. Elle a le droit d'avoir le choix. »

Petit-fils du médecin-chef de la maternité de l'hôpital de Boston,

John Irving est imbattable sur le terrain de l'obstétrique, et il ne nous prive d'aucun détail. A Homer Wells, le docteur Larch va donner une éducation tout à fait spéciale, lui faisant « terminer la faculté de médecine avant de commencer le lycée », et l'initiant dès son plus jeune âge à « l'œuvre de Dieu » - les accouchements à la saignée - et à « la part du Diable » - les avortements clandes-



BERENICE CLEVEE

donneront les règles de sa vie future.

Pour le reste, toute son éducation est l'œuvre de Wilbur Larch, « Saint » Larch, comme l'ont surnommé les infirmières amoureuses - en toute chasteté - du docteur. Pour l'évasion, la poésie, celui-ci use et abuse de la drogue avec laquelle il endort ses patientes, l'éther ; pour la mémoire, il écrit son grand livre, une *Histoire de Saint Cloud's*. Et il se dévoue corps et âme à ses enfants, qu'il salue chaque soir à l'heure de la prière de tous leurs titres : « Princes du Maine, rois de Nouvelle-Angleterre »...

## Une scène grand-guignolesque

Lorsque Homer se sera enfui de l'orphelinat, suivant un couple venu pour un avortement - un couple jeune, riche et beau, héritier d'une plantation de pommes et d'une fabrique de cidre, - il croquera la pomme, engendrera un Ange (c'est le nom de son fils) mais ne rompra jamais le cordon ombilical qui le lie à Saint Cloud's et à son Dieu et père. « Ici, à Saint Cloud's, a écrit le docteur Larch, on m'a donné le choix entre jouer au Bon Dieu ou bien abandonner à peu près tout au hasard. J'ai constaté que, la plupart du temps, à peu près tout est abandonné au hasard ; les hommes qui croient au bien et au mal, et qui estiment que le bien devrait triompher, j'en ai bien eu assez de voir les moments où l'on peut jouer au bon Dieu - il faut les saisir au vol. »

Ce gros livre de plus de six cents pages est devenu un best-seller, et c'est vrai qu'il raconte

destins ; l'adolescent, qui s'est toujours senti chez lui à l'orphelinat et qui a refusé d'être adopté, va grandir dans les salles de travail avec pour premiers jouets de bricolage l'arsenal des curettes et des forceps, des césariennes et des curettes. Comme uniques lectures, Homer Wells lit et relit *David Copperfield* et *Jane Eyre*, des histoires d'orphelins qui lui

## Quand la Russie dormait

Un roman très singulier d'Ivan Gontcharov sur les Russes du dix-neuvième siècle.

DANS la *Moloss*, de Breughel l'Ançois, des paysans écrasés de chaleur dorment au soleil de midi. Ainsi dort la Russie de Gontcharov, dans *Obломov*, son chef-d'œuvre, publié en 1859, avant le « réveil » de cette nation. *Obломov* est un livre à nul autre pareil. On peut l'interpréter comme le chant du cygne d'une Russie dormante de hobereaux dégénérés par le servage, on peut y voir une variante de cette sainteté passive qui a si fort marqué la psyché russe qu'on la retrouve jusque chez le docteur Jivago de Pasternak, dont la déchéance a quelque chose d'oblomovien. *Obломov* est peut-être le plus saisissant des « hommes de trop » qui jalonnent la littérature russe de Gribonodov jusqu'à Iouri Olecha. Il représente peut-être une tare de la société russe, comme le voulaient les critiques radicaux, ou même de l'homme russe, comme l'a laissé entendre Lénine... Pourtant, il faut l'avouer, aucune interprétation ne vient à bout de l'enchantement malsain mais subjuguant de ce « roman du sommeil ».

Le « songe d'Obломov », noyau de toute l'œuvre, est une sorte d'âge d'or russe : le village de l'enfance, cette Obломovka assoupie où, dans l'étré écrasant, on assouvit sa soif comme si c'était un fleuve de Dieu, cette arche de somnolence où vogue une Russie homérique et immuable, dans une buée de rites cérémonieux et dans une immensité engourdie qui est l'antipaysage même, sans effet, sans relief, sans romantisme, c'est la Russie elle-même, dormeuse, rêveuse, à jamais alanguie.

## Comme dans un film au ralenti

L'immobilisme hallucinant d'Obломov n'empêche point une extraordinaire peinture psychologique du velléitarisme. Comme dans un film au ralenti, chaque frémissement psychologique est longuement appréhendé, supputé. Les choses « déserment » Obломov et son valet, mais le moindre émoi est vécu au futur plus qu'au présent, la ruine et l'effacement de chaque épisode du vécu étant pressentis et presque savourés d'avance. Tout imprévu est à ce point exécuté qu'une lettre apparaît insolite et n'est décauchetée qu'avec le plus grand dégoût. Une étrange distanciation psychologique vient décolorer le monde entier. Le roman de Gontcharov est un texte unique en son genre où « couleur » et « noir et blanc » semblent alterner selon un rythme secret de la dégénérescence. « Ma vie débute par l'étiollement », déclare Obломov à son ami Stolz, le Russe allemand qui symbolise l'action, le sauvetage possible.

Et c'est très lentement que nous comprenons enfin qu'il ne

s'agit ni de pathologie ni de déchéance sociale, mais d'un sentiment aigu de *finitude*, d'une subtile et irrémédiable sensation de mortalité qui, dans cette torpeur de fête, ruine l'univers du petit garçon Elie Obломov, condamné à entendre rouler le char du prophète, de son prophète, là où les autres n'entendent que les bruits ordinaires de la vie.

Obломov ne sortira pas de cette torpeur ; ni Stolz ni Olga ne le tireront de son sommeil, mais, dans sa déchéance même, il répandra une lumière. « Son cœur n'a jamais émis une seule fausse note », déclare Olga. Ascolé levé dans la tiédeur de la cuisine russe, Obломov est, en définitive, une sorte de « Platon russe », habité par des vies antérieures. Sur l'écran de l'histoire, il ne lit que des ombres dont il a peur.

## Un écrivain paranoïaque

Jean Blot, essayiste et romancier, publie, également à L'Age d'Homme, un *Ivan Gontcharov ou le réalisme impossible*. C'est un bon livre d'accompagnement et d'éclairage du chef-d'œuvre qu'est *Obломov*. Jean Blot nous fait découvrir l'étrange personnalité d'un auteur paranoïaque qui crut que Tourgueniev et même Flaubert, par l'entremise de Tourgueniev, lui avaient volé ses principaux arguments de roman. Ce qui nous vaut un subtil parallèle entre *Madame Bovary* et *Obломov*.

Cet essai, très personnel, penche vers des interprétations de psyché collective, avec des incursions avancées dans le freudisme.

avec beaucoup de bonheur la tendresse et la complicité qui unissent le médecin et l'orphelin, et qui sont le centre de l'histoire. A partir de là, comme toujours chez John Irving, se greffent une quantité de destins décrits avec une drôlerie aux limites du pur burlesque, tant dans les mots que dans les situations.

Qu'on imagine, par exemple, ces gonocoques « à l'air voûté comme des visiteurs trop grands dans un igloo », ou bien encore cette scène grand-guignolesque qui précède le départ de Homer : un cadavre de chef de gare en cours d'autopsie, le corps d'un fœtus dans un plat blanc posé sur une machine à écrire, un bébé en train de naître - futur orphelin - et, comme une note fleur bleue, la boule de poils pubiens que le jeune Homer, amoureux, range avec soin dans son portefeuille, tandis que les petits orphelins vomissent sans fin d'avoir avalé trop de gelée de pommes !

Je me suis toujours demandé si le goût des lecteurs pour les « romans médicaux » ne cachait pas une envie secrète et bonteuse de se documenter sur le corps et ses mystères sans se livrer à la débâche. Une position puritaine qu'Irving tente de démasquer, même s'il nous entraîne dans des digressions dont il ne sait plus comment revenir. Mais, de toute façon, il ne sort pas de l'Etat du Maine, de ses travaux, de ses pommes, de sa nature sauvage, et, là, c'est vraiment l'amour...

NICOLE ZAND.

★ L'ŒUVRE DE DIEU, LA PART DU DIABLE, de John Irving, traduit de l'américain par Guy et Françoise Casaril, Seuil, 630 p., 110 F.

Gontcharov, c'est vrai, s'y prête. Mais le plus attrayant dans le livre de Jean Blot est la réflexion du critique-romancier sur le statut de la littérature et de l'imaginaire dans le monde de la « positivité ». C'est-à-dire des hommes nouveaux qui, tel Stolz, recherchent un accord avec le réel dans et par l'action. Le héros flaubertien est désespéré ; le héros « positif » de Gontcharov se voue au réel, mais il constate l'éclipse de celui-ci et la folie de l'histoire ; et, par son refus de la tragédie, il rejoint son opposé : Obломov. « Il ne reste plus qu'à endosser la robe de chambre d'Obломov et à se coucher dans son lit. »

Thèse qui, si elle ne convainc pas totalement, est une subtile interprétation de l'étrange décoloration des choses qui frappe dans l'épilogue du roman. Marque d'une régression infantile du monde, d'une involution imperturbable. D'abord se débarrasser des autres, puis de la vie - sans aucune gesticulation tragique, en silence, sans un mot, dans une pénombre promise où luit la bougie de l'enfance...

GEORGES NIVAT.

★ OBLOMOV, d'Ivan Gontcharov, roman traduit du russe par Luba Jurgenson et préfacé par Jacques Cattaui, « Classiques slaves », L'Age d'Homme, 503 p., 160 F. La version que donne Luba Jurgenson est la première traduction intégrale d'Obломov.

★ IVAN GONTCHAROV OU LE RÉALISME IMPOSSIBLE, de Jean Blot, L'Age d'Homme, 210 p., 110 F.







# La folie de don Juan

po  
no  
va  
ch

qu  
ré  
pu  
pe  
le  
m  
ta  
no  
(  
p  
u  
p  
le  
n  
s  
a  
l'  
p  
f  
A  
n  
q  
c  
e  
c  
i  
c  
i

## Harold Searles, psychanalyste écologiste

L'importance d'une relation à l'égard de l'environnement, qu'il soit naturel ou artificiel, s'est imposée à moi au cours de mon analyse : « J'ai compris que les moments où s'éprouve une parenté profonde avec l'élément non humain comptent parmi ceux où l'on boit aux sources mêmes du sens de la vie. » Toute son expérience clinique l'a confirmée : il y a que plus un sujet est malade, plus étroite est son idée de ce qu'est un être humain et plus fragile, donc, son sentiment d'en être un.

**ROLAND JACCAUD**  
 ★ **L'ENVIRONNEMENT NON HUMAIN**, de Harold  
 Scarles, traduit de l'anglais par Roland Blanchard, Gallimard,  
 382 p., 148 F.  
 ★ **UNE PEAU POUR LES PENSÉES**, entretiens de Didier  
 Anzieu avec Gilbert Tarrah, Clancier-Guénaud, 181 p., 98 F.

★ **L'ENVIRONNEMENT NON HUMAIN**, de Harold  
Searles, traduit de l'anglais par Daniel Blanchard, Gallimard,  
382 p., 148 F.

★ **UNE PEAU POUR LES PENSÉES**, entretiens de Didier  
Anzieu avec Gilbert Tarrah, Clancier-Guénaud, 181 p., 98 F.



Sous Louis XV, puis Louis XVI, Vallée trahit la réforme de l'armée, intrigue, fut attaqué, accusa des destructeurs : vie quotidienne de l'homme de cour qui s'éloigner de France pour se rendre à Kiev, sur l'opportune invitation de la princesse de Galitzine. Il séjourna à Munich, Vienne, Prague, Dresde avant de revenir jeter à la fin de son concubinage avec la luxueuse de son son. Une grande réception, qui réunit, sous l'artifice, Casanova de Seingalt, Marmontel et Mirabeau; impressionnantes notables et paysans : la cour d'amour, dont les fastes, les libéralités, alimentèrent la légendaire provençal du

**CLAIRE PAULHAN**

★ MÉMOIRES ROMANCÉS  
DU COMTE DE VALBELLE-  
TOURVES, de Laurent Puech,  
Albin Michel, 210 p., 75 F.

(1) Franz Zeise : *L'Armada. Drame d'Autriche ou la carrière d'un ambitieux*. Ed. du Sorbier (voir « Le monde des livres » ■ 17 août 1984).

(2) Laurent Puech : *Portraits d'aristocrate à la fin du dix-huitième siècle, le comte de Valbelle*. Thèse de troisième cycle. Université de Provence 1984.

# L'aventure italienne de Charles VIII

**S**i vous voyagez, avec un jeune roi, pieux et imaginaire, **durant** **vacances** ou après - le beau voyage d'Italie, **prenez** comme guide Ivan Clouas, **enthousiasme**, et vous suivrez le petit roi Charles VIII d'Amboise à Naples, **et** retour, le **sejour** mois, sur cheval ou mulet, séjour compris.

Après de précieux ouvrages de sciences florissantes qui avaient conduit les initiés, Ivan Coulas s'est particulièrement signalé au grand public par trois vigoureuses biographies consacrées à Catherine de Médicis, Laurent le Magnifique et Henri II (1), cet inconnu désormais

Et voici maintenant que, prenant sa plume la plus légère, notre **historien** nous raconte une aventure italienne et, singulièrement, napolitaine, accompagnée du projet, à peine insensé, de pourfendre et chasser l'infidèle — ce Turc qui pourtant occupait la moitié de la Méditerranée, — et même de défrayer à **son** **usage** le tombeau du Christ en représentant Jérusalem. On saura, désormais, presque tout sur les préparatifs diplomatiques (surprenants), religieux, psychologiques, financiers et militaires qui préfluèrent au **projet** du Montgénévre par une **série** de quelque **vingt** mille hommes (énorme en ce temps-là), dont **la** moitié **française**, plus soixante-dix canons bien lourds.

## Le dix-huitième siècle des profondeurs

**C**OMME le préfacier Emmanuel Le Roy Ladurie, je pense que « ce pain, ce peuple et ce roi » vus par Steven Kaplan constituent probablement l'œuvre la plus utile et la plus neuve sur un dix-huitième siècle français qui — hormis les juristes et les « littéraires » — a plus aimé l'anecdote et de fanatiques de la pré-Révolution (ignoble ou la sublime) que de gens sérieux, un meilleur sens du mot.

Il faut remonter aux vérités prosaïques, essentielles et oubliées. D'autant qu'elles permettent de sonder à la fois le monde de la production, celui de la transformation et de la commercialisation (capital) et naturellement celui de la consommation ; au même temps, une administration (on sait une « police », vieux et noble sens) peu nombreuse, mais qui descendait des montagnes jusqu'au fond des campagnes, en passant par les villes, toujours avides de grains — surtout la plus grosse, le moustre parisien, — qui criaient, réclamaient, manifestaient, se révoltaient à l'occasion si le blé était trop cher (ce fut surtout le cas avant 1715) et surtout trop cher (ce qui revenait à peu près au même). C'est pour cela que les

Vers le milieu du siècle se rejoignent une doctrine et une réalité économique. La doctrine était en faveur la physiocratie, qui prônait, on le sait, ce « *laissez faire, laissez passer* », sommaire formule pour une libération totale du commerce et des prix, ce qui peut s'appeler libéralisme, et ce n'est pas sans raison que cette doctrine a été ardemment défendue par les grands propriétaires fonciers et les grands négociants, puisque la « *liberté économique* », c'est presque toujours la domination du plus fort. La réalité, c'était la stagnation, puis la baisse du prix des grains — de 10 à 15 % en quelques années —, qui n'arrangeait guère le petit peuple.

En une sorte de compensation à la **vaine** défaite de la guerre des Sept Ans (perte de l'Inde et des « arpents de neige »), le gouvernement entreprit donc, en 1763-1764, une « libéralisation » à laquelle s'attachent les noms trop oubliés de **Larion** et de **Laverdy** (qui valaient **Choisel**, mais brillaient moins). Le **libéra** presque tout : les prix, le commerce **libre** et les exportations, avec quelques garde-fous tout de même (Paris, la « grosse bête », eut un régime spécial de contrôle); les **crisèrent**, d'autres pas.

Ce qui devait arriver arriva. Les prix, naturellement, montèrent considérablement (ils doublèrent en cinq ans !), ■ une suite ■ mauvaises récoltes, aggravées par la spéculation et les liaisons insuffisantes, provoquèrent ■ révoltes par dizaines ; on accusa le roi d'affamer son peuple ; devant l'agitation, ■ gouvernement céda. C'en ■ fin, et pour longtemps de la première expérience de « libéralisation ».

On voit que le propos de Kaplan est ambitieux, même aussi vite résumé. C'est une plongée dans les profondeurs d'un grand pays durant une large décennie appuyée sur une lecture d'ouvrages et un dépouillement d'archives dont je ne tiens guère l'équivalent. Et il récolte — sans archives scrupuleuses — d'histoire qui tiennent debout, quoi qu'en disent les beaux esprits pareux — conduits à une réflexion soutenue qui est plus loin que la physiocratie bavarde et que le ministre Laverdy qui n'était point

Il compris aussi qu'il ne s'agit ici ni de vulgarisation ni de facilité, mais d'une œuvre. Qu'elle vienne d'un de ces historiens américains qui ont offert à notre pays, avec leur chaleur d'amitié, leur courage, leur science et leur talent, cela ne devrait étonner personne, notamment après les livres de Robert Darnton.

Dois-je ajouter la stupeur ? L'émotion qu'on éprouve en découvrant, rien que pour la moitié des Etats-Unis, tant de spécialistes du dix-huitième siècle français ? C'est difficile, et bien plus que chez nos spécialistes de la Révolution, qui ne sont pas obnubilés par la passion pro ou antirobespierriste...

L'un des charmes de Clio, c'est son universalité et sa constante renaissance.

**PIERRE GOUBERT.**

★ LE PAIN, LE PEUPLE ET  
LE ROI, LA BATAILLE  
DU LIBÉRALISME SOUS  
LOUIS XV, de Steven L. Kaplan  
traduit par l'américain, préface  
d'Emmanuel Le Roy Ladurie, Paris  
1962 n. 220 F.

★ CHARLES VIII ET LE  
MIRAGE ITALIEN, d'Ivan  
Albin Michel, 282 p., 98 F.  
★ CHARLES VIII, d'Yvonne  
Abande-Mailfert. Fayard, 512 p.,  
20 F.

(1) ~~Tous~~ les ~~titulaires~~ publics chez







## Spectacle

## théâtre

## Les salles subventionnées

BEAUBOURG (42-77-12-33) Vidéo-musique : 16 h, Nabucco, de Verdi ; 19 h, Manon, de Massenet.

## Les salles

BOURVILLE (42-77-44-94) : 19 h 30 : Pas deux comme elle.

COMÉDIE CAUMARTIN (42-77-44-94) : 21 h : Les Femmes de l'air.

DAUNOU (42-61-69-14) : 19 h : Au second, elle me veut.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19) : 20 h 30 : Le Shogun.

GATTE-MONTMARTRE (42-77-44-94) : 21 h : Les Femmes de l'air.

LUCERNAIRE (42-61-69-14) : 19 h : Au second, elle me veut.

NOUVEAUTES (42-70-52-76) : 20 h 30 : Le Shogun.

ŒUVRE (42-74-42-52) : 21 h : Grand-Père Schlem.

PORT SAINT-MARTIN (42-07-37-53) : 20 h 30 : Le Shogun.

TAI THÉÂTRE (42-78-10-79) : 20 h 30 : L'Écluse des Jours.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-77-44-94) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

TINTAMARRE (42-07-37-53) : 21 h : Le Shogun.

TOURTOUR (42-07-37-53) : 20 h 30 : Le Shogun.

LES CAFÉS-THÉÂTRES

BLANC-MANTEAUX (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

## Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-55) : 21 h : Touche pas à mon vote.

MUSIC-HALL

LUCERNAIRE (42-61-69-14) : 19 h : Au second, elle me veut.

OPÉRETTE

COMÉDIE CAUMARTIN (42-77-44-94) : 21 h : Les Femmes de l'air.

DAUNOU (42-61-69-14) : 19 h : Au second, elle me veut.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19) : 20 h 30 : Le Shogun.

GATTE-MONTMARTRE (42-77-44-94) : 21 h : Les Femmes de l'air.

LUCERNAIRE (42-61-69-14) : 19 h : Au second, elle me veut.

NOUVEAUTES (42-70-52-76) : 20 h 30 : Le Shogun.

ŒUVRE (42-74-42-52) : 21 h : Grand-Père Schlem.

PORT SAINT-MARTIN (42-07-37-53) : 20 h 30 : Le Shogun.

TAI THÉÂTRE (42-78-10-79) : 20 h 30 : L'Écluse des Jours.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-77-44-94) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

TINTAMARRE (42-07-37-53) : 21 h : Le Shogun.

TOURTOUR (42-07-37-53) : 20 h 30 : Le Shogun.

LES CAFÉS-THÉÂTRES

BLANC-MANTEAUX (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

CAITÉ D'ÉPIQUE (42-07-37-53) : 20 h 15 : Les Babouins ; 22 h : Nous on fait un peu de bien.

## Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes des salles de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Jeu de 14 août

LOST IN AMERICA (A. v.o.) : UGC

MAINE (A. v.o.) : UGC

MONA LISA (A. v.o.) : UGC

OPÉRA (A. v.o.) : UGC

PIRETES (A. v.o.) : UGC

RECHERCHE (A. v.o.) : UGC

ROMÉO ET JULIETTE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

LA ROSE (A. v.o.) : UGC

## LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.)

Grand (A. v.o.) : UGC

GILDA (A. v.o.) : UGC

GOLDINGER (A. v.o.) : UGC

GREYSTONE LA LÉGENDE DE TAB

LE SEIGNEUR DES SINGES (A. v.o.)

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A. v.o.)

L'HISTOIRE DE PIERRE (A. v.o.)

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A. v.o.)

IL ÉTAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION (A. v.o.)

L'INNOCENT (A. v.o.)

L'IMPORTANT (A. v.o.)

LE JUSTICIER DE NEW-YORK (A. v.o.)

LIEN DE PARENTÉ (A. v.o.)

MEURTRIER DANS UN JARDIN (A. v.o.)

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.o.)

MY FAIR LADY (A. v.o.)

NATTY GANN (A. v.o.)

NAZARIN (A. v.o.)

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.)

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.)

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.)

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.)

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.)

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.)

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.)

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.)

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.)

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.)

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.)

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.)

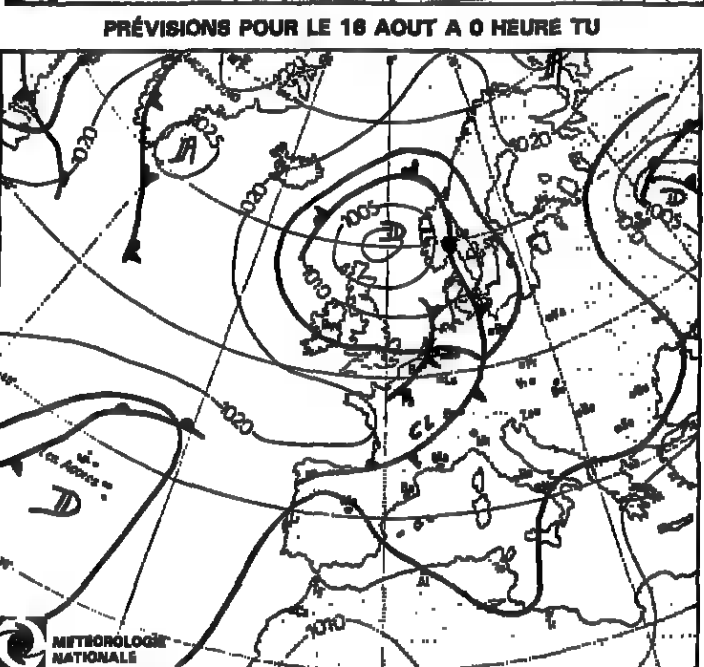
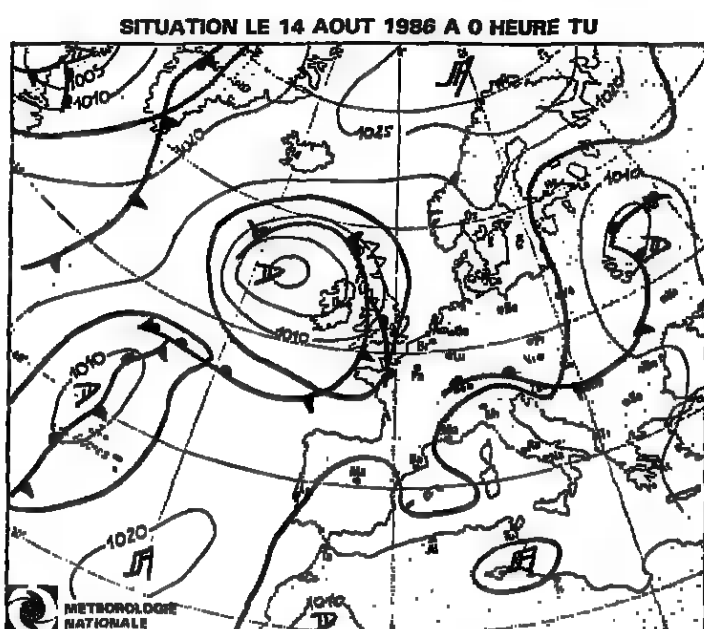
ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.)







## Météorologie



Évolution probable du temps en France entre le jeudi 14 août à 0 heure et le dimanche 17 août à minuit.

**Évolution générale :**  
Un front froid pénétrera sur la moitié nord de la France avec une dépression faible et persistera sur la moitié sud en prenant un caractère orageux. À l'arrière du front froid sur la moitié du nord, persistera d'air un peu plus frais.

Vendredi matin, le temps sera calme sur la France, avec des nuages épars abondants de la Bretagne et des Pays de la Loire, au Bassin parisien, au nord et au nord-est ; plus au sud, le ciel sera peu nuageux ; même clair sur les régions méditerranéennes.

À la fin de la journée, le beau temps prédominer ; quelques nuages, pouvant donner de rares précipitations, près de la Manche, où il y aura tout de même quelques belles d'après-midi, le temps va devenir très lourd de l'Aquitaine au Massif central, au nord des Alpes et dans le Jura, et quelques foyers orageux d'altitude diurne se manifesteront en fin d'après-midi.

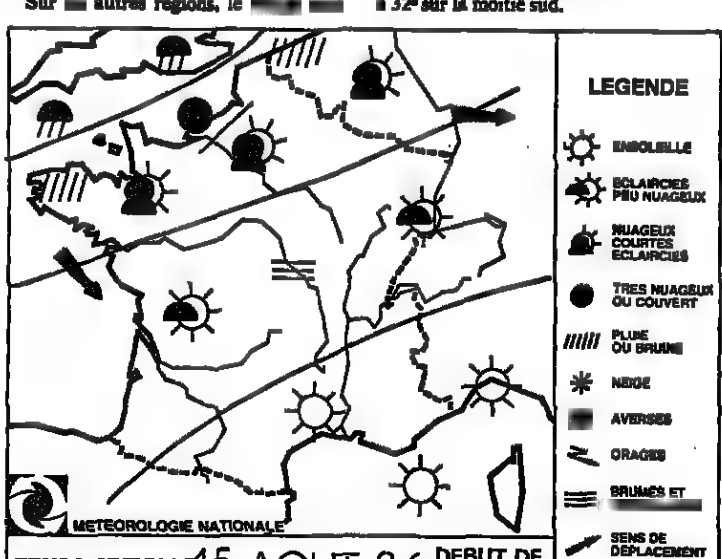
Sur les autres régions, le temps sera bien ensoleillé et même très chaud près de la Méditerranée.

Les vents du secteur sud-ouest à ouest dominants seront : au général, modérés ou assez forts près de la Manche, les températures maximales, stationnaires ou en légère baisse avoisineront 18 à 21° du Finistère aux régions du nord, 23 à 26° des Pays de la Loire au nord-est, 26 à 30° de l'Aquitaine aux Alpes, 30 à 34° sur les régions méditerranéennes.

Samedi 16 et dimanche 17, sur la moitié nord, le temps sera variable avec de belles éclaircies sur l'ouest et des nuages bas le matin sur les côtes de la Manche ; sur la moitié sud, le temps sera beau sur les Alpes du Sud, la Côte d'Azur et la Corse. Le temps sera nuageux de l'Aquitaine-Pyrénées au Massif Central, au Languedoc-Roussillon et aux Alpes du Nord, avec des orages discontinus, principalement sur le relief.

Les températures minimales seront de 11 à 14° sur la moitié nord et de 16 à 19° sur la moitié sud.

Les températures maximales seront de 18 à 23° dans la région Nord et de 25 à 32° sur la moitié sud.





## REPÈRES

### Automobile

**Les Japonais  
ont conquis  
15 % du marché  
ouest-allemand**

Les constructeurs automobiles étrangers ont conquis 32,7 % du marché ouest-allemand au premier semestre 1986, contre 30,4 % pour la même période de l'an passé. La forte croissance des immatriculations (+17,5 %) a surtout profité aux Japonais, qui ont représenté 15 % du marché, avec 217 000 véhicules, contre 13,2 % en 1985. Toyota a progressé de 43,6 % (46 000), Mazda de 22,5 %.

Les constructeurs français ont réussi à conforter leur position, en obtenant 8,1 % du marché (120 000 véhicules), contre 7,8 % en 1985. Renault progresse de 12,5 % seulement, mais Peugeot de 56,8 % et Citroën de 24,5 %. Talbot n'a, en revanche, vendu que... 372 voitures, soit 139 de moins que Ferrari.

Volkswagen reste numéro un, et de loin, avec 413 000 voitures vendues (+13,8 %) et 22,6 % du marché. La Golf demeure la voiture la plus populaire (186 000 exemplaires). Mercedes s'en tire (+9,8 %), mais BMW n'a progressé que de 1 %, perdant un point de part de marché et revenant à 5,4 %. Ford progresse de 25,6 %, et Opel de 14,4 %.

### Chômage

**Poussée en juillet  
aux Pays-Bas**

Les Pays-Bas comptaient 714 000 chômeurs fin juillet, soit 14,5 % de la population active, contre 14,2 % à la fin du mois de juin, indique le ministère des affaires sociales. Le nombre d'hommes en quête d'emploi a augmenté de 12 300 pour atteindre 446 800, celui des femmes s'accroissant pour sa part de 14 500 à 267 200. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des chômeurs enregistre une hausse de 9 000 pour s'inscrire à 713 300 personnes.

### Participation

**Légère baisse  
des accords  
en 1985**

Au moment où le gouvernement prépare des ordonnances pour la relance, la participation apparaît en

perte de vitesse. Selon un rapport publié par le ministère des affaires sociales et de l'emploi, les accords de participation sont en légère baisse : 10 336 concernant 4 549 900 salariés en 1985, contre 10 483 concernant 4 698 900 salariés en 1984. En vertu de l'ordonnance du 17 août 1987, la participation aux fruits est obligatoire pour les entreprises occupant habituellement plus de 100 salariés et réalisant en France un bénéfice soumis à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur la revenu, mais les entreprises non assujetties peuvent conclure volontairement des accords (ce qui a été le cas de 4 057 entreprises de moins de 100 salariés en 1985). Quant à l'intéressement des salariés (facultatif) prévu par l'ordonnance du 7 janvier 1989, il est en progrès : 1 180 accords couvrant 384 500 salariés en 1985, contre 1 086 pour 335 180 salariés en 1984.

### Production industrielle

**Recul de 1,2 %  
en juin  
en Grande-Bretagne**

La production industrielle britannique a de nouveau reculé en juin, avec une baisse de 1,2 % consécutive à celle de 1,8 % enregistrée en mai. Ce revers s'explique essentiellement par la diminution de 9,2 % de la production de pétrole en mer du Nord. Hors pétrole, la production stagne pratiquement avec une amélioration symbolique de 0,5 %. Selon l'Office central de la statistique, la production, sur un an, reste « remarquablement stable ». Durant le deuxième trimestre, elle était inférieure de 0,7 % sur le premier trimestre et de 0,4 % sur le deuxième trimestre 1985.

### Ventes de détail Stagnation aux Etats-Unis

Une chute de 1,7 % des ventes d'automobiles, la plus forte baisse enregistrée dans ce secteur depuis mars 1986, et de bas prix des produits énergétiques sont à l'origine de la stagnation des ventes de détail (+0,1 %) aux Etats-Unis en juillet, annonce le département du commerce. L'indice avait baissé de 0,1 % en mai. Des résultats décevants mais guère surprenants, compte tenu d'une croissance médiocre (+1,1 % d'augmentation du produit national brut au deuxième trimestre).

## SOCIAL

Selon une étude du BIT

**Le nombre de robots  
devrait tripler ou quadrupler  
d'ici à 1990 dans les pays occidentaux**

« Ce n'est que lorsque l'innovation améliorera réellement le sort des intéressés qu'elle sera acceptée », souligne le Bureau international du travail (BIT) dans une étude sur les robots industriels et le monde du travail (1). Le BIT observe d'abord que la révolution de la robotique « progresse beaucoup plus lentement que prévu, ce qui laisse le temps de se préparer à l'avènement d'une nouvelle ère dans l'industrie manufacturière ». Les entreprises sont incitées à une prudence qui, dans certains cas, est déjà la leur. Ainsi, selon une enquête britannique, « 44 % des entreprises qui avaient commencé à utiliser des robots se sont d'abord heurtées à des échecs, et 22 % les ont complètement abandonnés ». Le BIT met en valeur la « sagesse » de Volkswagen, en Allemagne fédérale, qui ne consacre que « de 4 % à 7 % de ses fonds d'investissement à la robotisation ».

Si l'est plus lent, l'essor des robots n'en est pas moins « irrésistible et irréversible » : selon le BIT, au cours de l'actuelle décennie, la population de robots dans les pays occidentaux développés est probablement appelée à « tripler, voire à quadrupler » : d'ici à 1990, on devrait en compter 70 000 au Japon, 60 000 aux Etats-Unis, 25 000 en Suède et en Grande-Bretagne et un peu moins en France (où le commissariat du Plan en prévoit 100 000 pour 2005). Même les pays de l'Est ne seront pas à l'écart du mouvement puisque, selon le BIT, « 200 000 robots seront sans doute au travail au début des années 90 », principalement en URSS, en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est.

Tout en dissuadant les entreprises de croire que l'utilisation massive de robots leur permettrait d'atteindre la « terre promise », le BIT porte une appréciation positive sur la robotisation, qui est « une option viable ». Un robot, note l'étude,

peut remplacer de deux à cinq ouvriers, tout en coûtant moins cher. Dans l'industrie automobile américaine, l'heure de travail humain coûte environ 25 dollars, mais l'heure de robot ne revient qu'à 6 dollars. Certaines tâches, principalement les tâches simples ou dangereuses, seront inéluctablement confiées à des robots. Par ailleurs, il n'y a pas de corrélation évidente entre le chômage et la robotisation. « L'Europe occidentale, qui utilise relativement peu de robots, souffre d'un chômage très élevé, et le Japon, qui a la population de robots la plus nombreuse, a le chômage le plus faible de tous les pays de l'OCDE », relève l'étude.

Comme la plupart des rapports sur le sujet, le BIT recommande de se préparer à la robotisation, pour en « atténuer les difficultés », par la formation continue et la concertation. Il recommande aussi la mise sur le marché de nouveaux produits et services, et le recours à la retraite anticipée. « Les robots doivent être invités à la table de négociation », lit-on dans l'étude. Ces négociations doivent être « de véritables consultations entre la direction et les travailleurs », avant et non après le projet de robotisation.

Pour le BIT, « les inévitables problèmes d'emploi et de société que crée la robotique ne trouveront de bonne solution que dans un climat de confiance et de compréhension mutuelles, et il faut se garder de faire des travailleurs les victimes et d'imposer des décisions qui méconnaissent leurs intérêts légitimes », tant pour l'emploi et la formation que pour les conditions de travail. « La robotisation exige... que le personnel accepte la notion de progrès technique et qu'une coopération s'institue entre l'atelier et la direction. »

(1) *Revue internationale du travail* n° 1, 1986, BIT, Genève.

## FINANCES

**Séoul et Shenyang en tête  
des bourses des pays en voie de développement**

Au « hit-parade » de l'intérêt manifesté par les investisseurs européens à l'égard des places financières des pays en voie de développement (PVD), Séoul vient largement en tête, suivie de près, il est vrai, par Shanghai, ou plus exactement par Shenyang puisque c'est au cœur de cette ville industrielle située dans le nord-est du pays qu'une bourse des valeurs a ouvert ses portes le 5 août dernier (le Monde du 10-11 août), pour la première fois depuis la fondation de la République populaire de Chine, en 1949.

Shanghai était avant cette période la principale place financière de Chine et la ville capitaliste par excellence de l'empire du Milieu. Le lancement, en novembre 1985, d'un marché obligataire qui a connu d'emblée un incontestable succès explique l'intérêt relativement nouveau que manifestent les investisseurs à l'égard de ces marchés chinois prudemment ouverts aussi bien aux particuliers qu'aux entreprises et, surtout, aux institutionnels étrangers.

« Les Français sont particulièrement fascinés par la Chine. S'ils sont les seuls à ne pas placer la bourse de Séoul en tête du classement des places financières des pays en voie de développement, selon l'intérêt qu'elles suscitent dans leur esprit (voir tableau), ils sont aussi les

plus intéressés par les bourses de Mexico et du Koweït, et les moins concernés par Kuala Lumpur, alors qu'ils attribuent la meilleure note à Lagos », constate le Centre d'observation et de prospective sociale (COPS) dans une étude consacrée à ce sujet.

Cet organisme qui a interrogé en juin-juillet un millier d'investisseurs institutionnels français, britanniques, ouest-allemands, suisses et du Benelux, souligne que « les Britanniques sont les plus favorables à Bombay et Kuala Lumpur, sous

l'influence des traditions du Commonwealth, peut-être. Ce sont eux qui font la plus grande différence entre Sao Paulo et Rio-de-Janeiro ; leur expertise et leur professionnalisme leur permettent de nuancer, plus que les autres, leur jugement sur les bourses d'un même pays, alors que les autres investisseurs ont tendance à être influencés par leur jugement global sur le pays en question ».

Si les Suisses apparaissent comme les moins intéressés par le marché financier chinois, alors que le Brésil « les fait rêver », leurs jugements

sur le potentiel de développement de ces bourses est proche de celui des Allemands. Ils n'ont ni les uns ni les autres encore reconnu « les mérites futurs de Bombay » et ils sont aussi « les plus pessimistes pour le Mexique ». Quant aux investisseurs du Benelux, ce sont eux qui semblent les plus optimistes sur le développement global des bourses des PVD. Le « denier belge », que l'on prend souvent comme exemple du comportement type de l'investisseur particulier (tout comme son éminent confrère d'Alsace...) « serait toujours prêt à contribuer au financement de projets boursiers étrangers. C'est dans les pays du Benelux que les fonds internationaux devraient prospecter en priorité dans la mesure où leur classement est le plus proche du classement total « européen », ce qui en fait un bon test », constate le COPS.

Ce comportement de la Commission tel qu'il ressort d'un échantillon ne doit pas faire oublier cependant les risques que comporte ce type de marchés « exotiques » où les comportements spéculatifs sont la règle. Les déboires relativement récents de Kuala Lumpur ou de la bourse du Koweït, par exemple, sont encore dans les esprits pour inciter à quelque prudence.

SERGE MARTI.

### Classement des marchés par ordre de préférence des investisseurs

	FRANCE	GRANDE-BRETAGNE	SUISSE	ALLEMAGNE	ITALIE	BENELUX
1. Séoul (Corée).....	1	2	1	1	1	1
2. Shenyang (Chine).....	2	1	2	4	3	2
3. Rio de Janeiro (Brésil).....	3	3	4	2	2	3
4. Sao Paulo (Brésil).....	4	4	7	3	4	5
5. Bombay (Inde).....	5	6	3	6	7	4
6. Buenos Aires (Argentine).....	6	5	6	5	5	7
7. Kuala Lumpur (Malaisie).....	7	8	5	7	6	6
8. Mexico (Mexique).....	8	6	8	9	8	8
9. Koweït.....	9	7	9	8	9	9
10. Lagos (Nigeria).....	10	10	10	10	10	10

Source : COPS.

### Pour la première fois

**L'URSS participe  
à une émission euro-obligataire**

Grande première sur l'euro-marché, cette émission financière internationale, sans représentation physique, sur laquelle se retrouvent les emprunteurs en dehors de leurs traditionnelles émissions d'emprunts domestiques. Pour la première fois, l'URSS, représentée au Poccourence par la Banque soviétique pour le commerce extérieur, a participé le 13 août à la constitution d'un syndicat d'une douzaine d'organismes financiers chargés de placer une émission de 15 milliards de yens pour le compte de la banque d'investissements Nord Investment Bank, dont le siège est à Helsinki et qui est détenue à parts égales par les trois pays scandinaves et la Finlande.

Le chef de file de cette émission, réalisée sous forme d'euro-obligations d'une durée de neuf ans, émises avec un coupon de 5,75 % et à 101 %, est Daiwa Europe Ltd, filiale londonienne de la maison japonaise du même nom. Les membres du syndicat d'émission figurent parmi les grands noms de la finance américaine et japonaise, parmi lesquels Sumitomo Trust International, JTB International Ltd, Shearson Lehman Brothers. Le lancement proprement dit de ces euro-yens est prévu pour le 28 août prochain.

Par le passé, les Soviétiques avaient déjà participé indirectement

à des émissions euro-obligataires par l'intermédiaire de la Moscow Narodny Bank Ltd, un organisme étatique installé dans la capitale britannique, mais c'est la première fois que l'URSS est directement présente au tour de table d'une émission de ce type, souligne la firme Daiwa.

Celle-ci estime que la présence d'une banque soviétique parmi le syndicat des souscripteurs permet de penser que l'URSS pourrait bientôt se présenter sous son propre nom sur le marché euro-obligataire. L'Union soviétique était parvenue en juillet dernier à un accord avec Londres sur le remboursement des « emprunts russes », un contentieux qui remontait aux lendemains de la révolution d'Octobre 1917, rappelé-on dans la City.

Pour le *Wall Street Journal*, il semble bien que l'attitude de l'URSS ait été influencée par l'exemple des Chinois qui ont commencé par participer à une douzaine d'emprunts au cours des quatre dernières années avant d'intervenir directement sur ce marché et pour leur propre compte. C'est ainsi que la Chine populaire a procédé en 1985 à sa propre émission sous forme d'euro-marks. Depuis, Pékin a également lancé des émissions en euro-dollars et en euro-yens.

## ÉTRANGER

La mort d'Howard Jarvis

**Un pourfendeur de l'impôt**

Les tenants du « moins d'Etat » — une doctrine fort en vogue de par le monde — vont se sentir orphelins : Howard Jarvis vient de mourir à l'âge de 83 ans à Los Angeles.

Ce retraité millionnaire avait lancé en 1978 une croisade contre les impôts qui allait ébranler la Californie d'abord, puis la notion d'Etat-providence bien au-delà des frontières de cet Etat.

La proposition 13 ou proposition Jarvis, un référendum imposé en juin 1978 par une avalanche de signatures sans précédent dans l'histoire californienne, avait abouti à une réduction de 57 % des impôts fonciers. Appuyé alors par un ancien gouverneur ultra-conservateur de Californie du nom de Ronald Reagan, cette proposition, une fois adoptée, avait entraîné une chute des recettes des collectivités locales et avait quelque peu affecté les services publics et

sociaux ainsi que l'enseignement public sur la côte ouest.

Fort de ce succès, Howard Jarvis avait entrepris une campagne nationale sur le thème « *Oncle Sam doit être mis à la diète* » (*Uncle needs a diet*) contre « les montants fous et obscènes d'argent que le gouvernement fédéral prend et gâche chaque année » et pour rendre « la liberté aux contribuables ».

Dès 1980 cependant, un nouveau référendum en forme de coup de dents dans le système fiscal californien (d'où son surnom de « *Jaws 2* » par allusion aux *Dents de la mer*, film alors en vogue) avait valu à Howard Jarvis un cuisant échec. Sa volonté de voir réduire de moitié l'impôt sur le revenu avait été balayé par 60 % des électeurs.

Mais comme nombre de modes parles de cet extrême occidental — du jogging à l'écologie — le « moins d'Etat » essaime quand les Californiens pensaient déjà à autre chose.

## CONJONCTURE

**Inflation en juillet :  
entre 0,1 % et 0,2 %**

La hausse des prix de détail en juillet a été limitée en France entre 0,1 % et 0,2 %, selon l'indice provisoire de l'INSEE, portant l'inflation à 2,1 %. Cette fourchette s'explique par un certain nombre d'incertitudes, qui ne seront levées que d'ici à la fin du mois. Elles portent notamment sur les répercussions des hausses de tarifs après l'annonce d'une augmentation moyenne de 2,5 % par les constructeurs automobiles français, et sur l'intégration des résultats de l'enquête trimestrielle effectuée auprès des ménages sur la hausse des loyers.

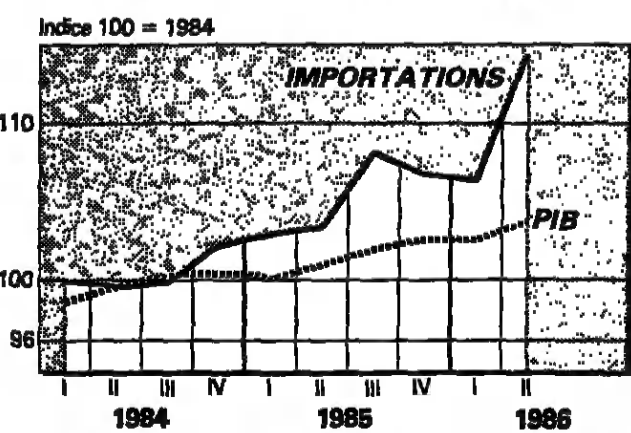
Mais on sait d'ores et déjà que le principal facteur de baisse a, une fois de plus, été l'évolution des prix des produits pétroliers et tout particulièrement du gaz. A la hausse, les produits alimentaires — fruits, légumes frais et viande de porc, — les produits pharmaceutiques et, pour les produits industriels, les nouveaux tarifs dans l'automobile ont constitué

les principaux éléments inflationnistes.

Les résultats seront, en tout état de cause, les meilleurs enregistrés pour un mois de juillet depuis 1985. Une certaine inquiétude persiste pourtant pour les semaines à venir. Après une longue période de baisse, les produits énergétiques pourraient s'inscrire en hausse et influer défavorablement sur l'indice d'août plus rapidement que le gouvernement ne le pense.

Les répercussions de l'accord passé entre les pays membres de l'OPEP ont été partiellement anticipées et le ministère de l'économie et des finances tient à affirmer qu'il veillera de près à ce que le jeu normal de la concurrence ne soit pas biaisé par les pétroliers au détriment des consommateurs. L'objectif du gouvernement reste de limiter le glissement des prix à 2,3 % entre le début et la fin de cette année.

### CREISSANCE ET CONTRAINTES EXTERIEURES



Quand la croissance repart en France, les importations redoublent de plus belle. D'une part, les industries continuent beaucoup de produits étrangers pour leur équipement (matériel, machines-outils...) et blanc (réfrigérateurs, machines à laver...). De l'autre, les entreprises ne trouvent pas sur le territoire toutes les machines nécessaires à l'augmentation de leur productivité ou de leurs capacités.

Ainsi, au cours du deuxième trimestre 1986, les achats de biens d'équipement étrangers ont augmenté de 11 % (la Coupe du monde incluse), les investissements des entreprises industrielles de 5,1 % et les importations de produits manufacturés de 8,3 %. La réduction de la facture pétrolière permet, pour l'instant, de supporter cette contrainte extérieure, mais l'hypothèque demeure.

● Les prix des matières premières importées par la France — exprimés en francs — ont diminué de 2,2 % en juillet, l'indice publié par l'INSEE se situant à 152,2 (base 100 en 1978). La baisse a été de 1,9 %

pour les matières premières alimentaires et de 2,4 % pour les matières premières industrielles. Exprimés en devises, ces prix ont augmenté de 1 % (+0,9 % pour les alimentaires, et +1,1 % pour les industrielles).

**EDITIONS Le Monde** 48, rue de Provence, 75009 Paris  
diffusé en France et en Belgique

**RECHERCHE MANUSCRITS INÉDITS**  
pour collections romanesques, poétiques, pratiques

Adressez-nous votre manuscrit  
Contrat d'édition établi selon l'article 49 de la loi  
du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330



## Economie

## AGRICULTURE

## Les conséquences de la sécheresse

(Suite de la première page.)

Aux conséquences tardives de la sécheresse de l'automne dernier qui a amputé les réserves, l'été les trésoreries et compromis la préparation des prairies comme les semis, se sont ajoutées ici — aux confins de la Loire et de la Haute-Loire — les épreuves d'un hiver particulièrement rigoureux.

« Dans les secteurs du Gerbier et de Saint-Etienne-Lugdunum, les collègues, bloqués plusieurs semaines durant par trois mètres de neige, ont dû jeter le lait et ont vu leurs clôtures détruites sur des kilomètres. Une ruine ! Nous, nous avons eu un mètre vingt de neige pendant deux mois et, à la fin, en mai, le sol aride a trop vite épongé. Début juin, des gelées à moins six degrés ont gâché la récolte de fourrage qui s'annonçait excellente. Résultat : 30 à 70 % de pertes selon les zones. Et puis, là-dessus, plus une seule pluie pour assurer la repousse vitale... »

## Aliments de substitution

Ancien syndicaliste agricole, vice-président de la chambre d'agriculture de l'Ardèche, M. Enjolras, dont l'influence est forte sur le plateau, n'a rien d'un fataliste. Il explore patiemment les moyens de faire face. A moyen ou à long terme, par une légère diversification — plantation de luzerne aux racines profondes,

petite salaison, culture de plantes médicinales, élevage de poulets à label fermier — mais surtout dans l'immédiat. « Le département des pâtures parfois non réversible avant plusieurs années, et les pertes enregistrées sur les récoltes de céréales ne nous laissent pas le choix », indique M. Enjolras. Pour passer l'hiver nous devons acheter des aliments de substitution, la survie de nos cheptels en dépend. Tout le problème est de trouver l'argent. Car ce ne sont pas les indemnités « sécheresse 85 » (de l'ordre de 250 francs par unité de gros bétail) que le ministre a promis de débloquer qui nous permettront d'assumer cette lourde dépense. »

En serpentant à travers le département, on entend un discours sans vraies dissonances. Point de nostalgie, surtout pas de pleurnicherie, chacun veut arracher la méchante étiquette d'« éternel quémandeur ». « Plus jamais d'impôt sécheresse ! », si mal vécu en 1976, le cri est unanime. Ce qui n'empêche pas de compter sur la « solidarité » et le « coup de main » promis par M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, venu faire une brève escale de « soutien moral » chez un éleveur de brebis du moyen Vivarais.

Au tour de ce militant actif du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA), qui fut l'hôte du ministre, une demi-

douzaine de « laitiers » rencontrés chez M. Robert Mounier, à Saint-Sylvestre (20 kilomètres de lacs depuis Saint-Peray) illustrent bien l'état d'esprit des nouveaux agriculteurs ardéchois.

## Cruelle alternative

Pour analyser les effets cumulatifs et pervers de deux années sèches consécutives, ils disposent de chiffres. Juin 1983 : 89 mm d'eau, 18,4° de température moyenne; juin 1986 : 26 mm et 20,4°. Ou encore récoltes de blé et de seigle, 1985 : 176 et 483 tonnes; 1986 : 12 et 51 tonnes. Le pulvélement des sauterelles, la fréquence des vents desséchant, l'allure de paillardon qu'ont pris les pâtures, l'empoisonnement de trois vaches par de jeunes pousses toxiques, autrement dit l'anecdote, qui aurait fait les choux gras des anciens à la veillée, est juste cité pour mémoire. On va à l'essentiel, c'est-à-dire à cette cruelle alternative : décapitaliser par « réforme » ou non-renouvellement du cheptel, ou trouver un financement pour acheter des aliments.

On enfourche brièvement le cheval rétif de l'Europe verte, on évoque l'expérimentation (l'opération pilote Fourrage Ardèche lancée voilà deux ans), on jongle avec l'azote et la cellulose, le tricalco (hybride de blé et de seigle) et le sorgho (graminée fourragère), on fait rimer vèlage, dépi-

mage et ensilage (fermentation lactique de l'herbe coupée au printemps) et on s'interroge fébrilement sur les possibilités de prêts « calamité » ou de réaménagement de dettes.

Afin d'éviter une spéculation menaçante, des commandes ont déjà été passées par la chambre d'agriculture aux producteurs de luzerne déshydratée de la Marne (bien nommée « bouchon », en terre champenoise) dont la valeur nutritive est très supérieure à celle des granulés de fourrage broyé.

On sait aussi — comme M. Gilbert Louis, président de la chambre d'agriculture — que les efforts d'irrigation entrepris en Vivarais (on crée quelque soixante-dix lacs collinaires chaque année, précieuse réserve) constituent la vraie solution pour l'avenir.

Le prix du kilo de « bouchon » s'élève à 1,10 franc. D'où ce petit problème d'arithmétique élémentaire : combien M. Robert Mounier et son frère Gérard devront-ils déboursier pour nourrir les quatre-vingt-dix bêtes de leur cheptel commun sachant que... Abrégeons. Quantité nécessaire : 80 tonnes. Coût approximatif : 90 000 francs.

La désolante image sèpia de l'Ardèche desséchée s'estompe vite derrière la réalité des chiffres...

ROBERT BELLERET.

## AFFAIRES

## Les difficultés du plan machine-outil

## L'entreprise Gendron en redressement judiciaire

LYON de notre bureau régional

Le tribunal de commerce de Lyon a placé, le 5 août, en redressement judiciaire la société de rectification cylindrique Gendron, constructeur de machines-outils, implantée à Villeurbanne (Rhône). Confrontée de longue date à des difficultés économiques, cette société a successivement fait partie des dernières années du groupe américain Litton Industries, puis du groupe français Liné. En 1984, à l'expiration des pouvoirs publics, et dans le cadre du plan machine-outil, elle devait enfin réunir — non sans peine — de nouveaux actionnaires parmi lesquels la Société lyonnaise de banque, l'institut de développement industriel, la région Rhône-Alpes et des industriels de l'armement.

Depuis cette date, l'entreprise a bénéficié de près de 100 millions de francs d'aides publiques, sous forme de prêts et de subventions d'exploitation. Ce « robinet » a été fermé dès avril 1986, notamment par l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), et par la Caisse française de développement industriel, filiale du Crédit national, organisme semi-public de financement à long terme, qui aurait agi sur l'instruction du ministre de l'Industrie. La quatrième tranche d'un prêt n'a pas été versée, car Gendron n'a pas tenu les objectifs prévus. Au ministre de l'Industrie, on indique que l'arrêt du soutien financier à Gendron avait déjà été décidé à la fin de 1985, à la suite d'un audit ayant fait apparaître un besoin de financement de 160 millions — dont 120 millions de subventions — sans garantie de résultat. L'administrateur judiciaire, M. Claude Dutilleul, doit maintenant mettre à profit le délai légal de trois mois, avec poursuite de l'exploitation, pour rechercher un repreneur. A la date du 14 août

cependant, son étude n'avait reçu aucune proposition officielle.

Gendron est le dernier fabricant français de machines à rectifier les pièces cylindriques destinées en particulier à l'industrie automobile. La société emploie deux cent vingt salariés, et l'administrateur judiciaire s'est engagé à ne procéder à aucun licenciement pendant les congés annuels, actuellement en cours. Une réunion de comité d'entreprise est prévue début septembre, dès la réouverture de l'usine villeurbanaise.

Dans un communiqué, M. Charles Hernu, maire (P.S.) de Villeurbanne, indique que l'entreprise Gendron fait l'objet de sa part, depuis 1977, d'une attention particulière : « J'ai moi-même obtenu en 1982 la constitution de la nouvelle société, avec des actionnaires industriels et financiers. » M. Hernu estime que le dépôt de bilan était inéluctable en raison de l'attitude des pouvoirs publics actuels. Il souhaite la poursuite des aides jusqu'au redressement, avec un contrôle accru de leur gestion. Les sommes prévues, mais non versées, atteignent 42 millions de francs, et correspondent au besoin de trésorerie de l'entreprise, confrontée à la fois à un carnet de commandes garni, et à un cycle long de fabrication.

Le maire de Villeurbanne précise que M. Jean Charbonnel, dernier président du directoire de l'entreprise, a conçu un plan de reprise avec un effectif de cent quarante salariés, qui seraient appelés à participer au capital. Ce plan ne serait applicable que si les aides publiques prévues sont effectivement versées. La CGT vient d'accuser un autre des « pères » créés dans le cadre du plan machine-outil — la société Berthelot de Saint-Etienne (Loire) — de réduire ses effectifs, et d'abandonner certaines fabrications.

GÉRARD BUÉTAS.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Banque Demachy &amp; Associés

## RIVOLI OBLIGATIONS SICAV

Communiqué

Le conseil d'administration de Rivoli Obligations s'est réuni le 30 juillet 1986, sous la présidence de M. Marcel Godfrey.

Rivoli Obligations est une SICAV obligataire qui cherche à offrir, à son actionnariat, une performance régulière, en tirant le meilleur parti des opportunités du marché obligataire français.

Au 30 juillet 1986, l'actif s'élevait à 924,1 millions de francs contre 531,4 millions au 31 décembre 1985. Le portefeuille investi était réparti entre les obligations à taux fixes (39,2 %) et les

obligations à taux variables (60,8 %). A cette même date, la valeur liquidative de l'action s'élevait à 1 247,02 F.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1986, la valeur liquidative de l'action Rivoli Obligations a progressé de 11,24 % coupon réinvesti, soit d'environ 19,44 % en taux annuel.

Subscriptions et rachats : BANQUE DEMACHY & ASSOCIÉS, 223, rue Saint-Honoré, 75001 Paris; tél. : 42-60-32-63; poste 5500.

## L'OPA de L'Air liquide sur Big Three : un rachat à bon compte ?

L'Air liquide aurait-il profité de la crise secouant l'industrie américaine de l'énergie pour offrir de racheter Big Three, cinquième producteur américain de gaz industriel (le Monde du 14 août), à un prix inférieur à celui escompté par Wall Street ? Malgré le coût apparentement élevé de l'opération, supérieur de 25 % au chiffre d'affaires de l'entreprise convoitée par le groupe français, c'est la version de plusieurs analystes new-yorkais, qui, à l'appui de leur thèse, rapprochent la chute des cours du pétrole au deuxième trimestre avec la baisse des résultats de Big Three durant la même période : 15,3 % de bénéfice en moins (10,5 millions de dollars), avec un chiffre d'affaires (164,9 millions de dollars) en recul de 22 %. La firme américaine exerce en effet, une partie de ses activités dans la fabrication d'équipements pour l'exploitation pétrolière et la fourniture de services à ce type d'industrie.

D'après ces spécialistes, le marché financier tablait sur une offre de 30 à 32 dollars par action. Pour M. Eugene Melnicenko, analyste de la firme Rauscher Pierce Refines Inc. de Dallas (Texas), les grands actionnaires de Big Three, à savoir pour 57 % des investisseurs institutionnels (fonds de retraite, compagnies d'assurances), pourraient attendre une proposition plus intéressante avant de céder leurs participations. Les responsables de L'Air liquide, comme les dirigeants de Lazard Frères à New-York, banque chargée de mener l'opération financière, se sont refusés à tout commentaire.

De source proche du groupe français, on assurait toutefois que L'Air liquide « a les moyens » de relever son offre (29 dollars par titre) si besoin était. Son OPA court jusqu'au 11 septembre prochain. Cependant, selon d'autres spécialistes, il semble assez improbable

que les concurrents américains de L'Air liquide (Union Carbide, Air Products) surenchérissent car ils risqueraient alors de tomber sous le coup de la loi anti-trust.

Signe encourageant pour la firme française : après avoir monté de 18,6 % à Wall Street dans un marché très actif (2,34 millions de titres échangés), le mardi 12 août, après l'annonce de l'OPA, l'action Big Three a fléchi pour revenir à 28,25 dollars toujours avec de gros volumes (2,22 millions de titres).

## ENTREPRISES

## Quaker Oats se recentre

Le groupe américain Quaker Oats va se défaire de son secteur de ventes au détail, qui représente cent seize magasins et trois filiales : ces fabrications et vente par correspondance de vêtements et accessoires, Brookstone (vente par correspondance d'équipements pour la maison) et Eyelab (magasin d'optique). Le groupe entend se concentrer sur les jeux de marque Fisher Price et l'épicerie.

## Des robots Moulinex « rappelés » aux Etats-Unis

Près de 1,5 million de robots ménagers Moulinex Moulinex Regal — la Machine et J.C. Penney ont été rappelés en raison d'une défaillance du système de sécurité par la Consumer Product Safety Commission. Ces robots fabriqués entre 1980 et juin 1984 peuvent se mettre en marche sans que le couvercle soit verrouillé.

## FAITS ET CHIFFRES

● Articles textiles : la France est autorisée à suspendre des importations indiennes d'Extrême-Orient. — La Commission de la CEE a autorisé la France à suspendre jusqu'au 31 décembre ses importations indirectes, c'est-à-dire transitant par d'autres pays de la CEE, de certains produits textiles originaires d'Extrême-Orient. Sont concernées les chemises et chemisettes pour hommes et garçons fabriquées en Corée du Sud, à Hong-Kong et à Taïwan. La décision de Bruxelles a pour but d'empêcher d'éventuels détournements de trafic dont pâtirait la France, les plefons d'importation autorisés pour ces produits textiles n'étant pas les mêmes selon les pays de la CEE. — (AFP.)

● La réforme des aides au logement reportée. — Le ministère de l'équipement et du logement a reporté à l'automne une réforme des aides à la personne dans le domaine du logement. Le ministère s'efforce, en attendant, de limiter l'inflation des dépenses budgétaires que le système en vigueur génère. Les nouveaux barèmes de l'APL, bientôt publiés, lui permettront de réduire la progression des aides. Ainsi, une famille touchant 1 500 F par mois au titre de l'APL n'en percevrait plus que 1 470 F (— 2 %). Le mouvement des HLM et le conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales se sont prononcés contre cette évolution.

## Marchés financiers

## PARIS, 13 août =

## La pédale douce

L'approche du long week-end de l'Assemblée a rendu la Bourse de Paris prudente. Après avoir monté de 1,6 % environ en deux jours, le marché a mis la pédale douce. Dans la matinée déjà, sur des ventes bénéficiaires, le mouvement de hausse s'était très sensiblement ralenti (+ 0,2 %). Et c'est à vitesse réduite aussi que l'ascension s'est poursuivie au cours de la grande séance. Nombre de grandes valeurs ont même très légèrement décroché comme l'Oréal, Nord-Est, Alcatel, Midl, Elf, Leroy-Somer, surtout Peugeot. Elles ont été remplacées sur le podium par les valeurs de la veille, tels Dassault, Moët, Cofinim. L'Air liquide à la suite du lancement de son OPA sur la société américaine Big Three (voir page 17) a gagné 3 %. Mais le rentier apparaît par Presses Châ, Lafarge, Roussel-Uclaf, Printemps, notamment, n'a pas été suffisant pour redonner de l'élan à la Bourse. A la clôture, l'indiceur instantané s'établissait à 0,33 % au-dessus de son niveau précédent.

Les professionnels se dissimulent néanmoins très satisfaits de ce résultat. A leur avis, le marché réagit sagement après une nouvelle épreuve de hausse, brève et d'ampleur limitée mais de qualité.

« Les dégagements réalisés, disaient-ils, ont pour seul but de préserver l'avenir. » Les données fondamentales de la hausse n'ont pas varié. Elles se sont même enrichies de deux éléments nouveaux très favorables : l'augmentation du PIB pour le deuxième trimestre, qui confirme le regain de la croissance, le sursaut de l'inflation avec un indice des prix pour juillet contenu entre 0,1 % et 0,2 %. Reste que le syndrome du 15 août n'est pas un vain mot.

L'activité a diminué sur le marché obligataire avec néanmoins un maintien des cours. Le MATIF a été soutenu, le contrat « mens 87 » se traitant à 113,05 contre 113. L'or a repris son ascension à Londres passant de 384 à 391,25 dollars l'once. Paris a discrètement suivi avec le lingot à 84 100 F (après 83 800 F) contre 83 000 F. A partiel, l'or est moins cher de ce côté de la Manche, soit à 388,56 dollars l'once.

## NEW-YORK, 12 août ↑

## Nouvelle hausse

Wall Street a poursuivi sa progression le 13 août, dans un marché actif où 157 millions d'actions ont été échangées (contre 134 millions la veille). Le nombre des hausses a une nouvelle fois excédé celui des baisses : 1 118 valeurs se renchérisaient et 489 déclinèrent. 359 sont restées inchangées. Le Dow Jones a gagné 8,99 points, à 1 844,48.

Au tour du Big Board, les investisseurs se montraient optimistes, anticipant un très prochain abaissement du taux d'escompte. L'hypothèse d'une baisse concertée des taux d'intérêt par les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale et le Japon continue de stimuler les opérations.

D'autant que la faible hausse des ventes au détail en juillet (+ 0,1 %) a été rassurante à Wall Street comme un nouvel indice de stagnation de la croissance économique, susceptible d'inciter la Réserve fédérale à réajuster le crédit. Après des gains de 52,87 points enregistrés par l'indice au cours des deux précédentes séances, des prises de bénéfices ont finalement contenu les avances le 13 août. Parmi les valeurs les plus traitées figuraient Big Three Industries (1,955 million de transactions), Middle South Utilities (1,691 million) et IBM (1,683 million).

VALEURS	Cours de 12 août	Cours de 13 août
Alcoa	36 3/4	36 3/4
A.T.T.	23 7/8	23 1/2
Biovail	68 1/8	68 7/8
Chas. Mackintosh Bank	42 3/4	43 1/8
Du Pont de Nemours	79	78 1/2
Essex	63 3/8	64 1/8
Exxon	58 3/4	60
General Electric	78 1/8	78 7/8
General Motors	73 3/4	72 5/8
Goodyear	32 1/4	32 3/4
IBM	132 3/8	132 7/8
I.T.T.	53 1/2	54 1/2
Mobil Oil	33 1/4	34
Pfizer	68 1/2	70 3/8
Schlumberger	28 5/8	30 1/8
Tyson	30 7/8	30 5/8
U.S. Steel	51	52 5/8
Union Carbide	21 8/8	22
USX Corp.	17 1/4	18 3/4
Westinghouse	56 3/8	56 7/8
Xerox Corp.	56 1/8	56 5/8

## CHANGES

## PARIS

Dollar : 6,70 F ↓

Sur le rumeur d'une baisse imminente du taux d'escompte américain, le dollar s'est repêché, jeudi 14 août, sur toutes les grandes places financières pour coter 6,70 F (contre 6,7285 F) et 2,0690 DM (contre 2,0890 DM). A la veille du long week-end du 15 août, les échanges ont toutefois été très faibles.

FRANCFORT 13 août 14 août  
Dollar (en DM) .. 2,696 2,696  
TOKYO 13 août 14 août  
Dollar (en yen) .. 154,25 153,60

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)  
Paris (14 août) .... 7 1/4 %  
New-York (13 août) .. 6 %

## INDICES BOURSIERS

## PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)  
13 août 14 août  
Valeurs françaises .. 146,1 146,6  
Valeurs étrangères .. 185,9 187,1  
C\* des agents de change  
(Base 100 : 31 déc. 1981)  
Indice général ... 383,4 384

NEW-YORK  
(Index Dow Jones)  
Industrielles ... 1 835,49 1 844,48

LONDRES  
(Indice Financial Times)  
Industrielles ... 1 242 1 261  
Mines d'or ... 232,9 233,7  
Fonds d'Etat ... 89,17 88,86

TOKYO  
13 août 14 août  
Nikkei Dow Jones 17 794,7 18 000,76  
Indice général ... 1 470,82 1 495,14

## MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 13 août  
Nombre de contrats : 2 617

COURS	ÉCHÉANCES			
	— Juin 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier .....	111,05	111,90	112,95	113
Précédent ...	111,05	111,95	113	113

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

HAUSSE DU BÉNÉFICE NET DE PHILIPS AU SECOND TRIMESTRE. — Le bénéfice net de Philips a progressé de 18 % au deuxième trimestre 1986, par rapport à 1985. Il s'est élevé à 208 millions de florins (582,4 millions de francs), c. 176 millions de florins (492,8 millions de francs) au second trimestre de 1985. Elle explique cette progression par une augmentation des ventes de magnétoscopes et de téléviseurs en Europe, au moment de l'été. Pour le premier semestre, le bénéfice net a cependant diminué de 19,3 %, à 352 millions

de florins (985,6 millions de francs), c. 436 millions de florins (1,2 milliard de francs) l'an passé à la même époque. Selon les analystes, 1986 devrait être bénéficiaire de 20 %, et les profits dépasser le record de 1984 (1,133 milliard de florins (3,172 milliards de francs)).

POLLET : HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES. — Le chiffre d'affaires du groupe Pollet s'est élevé à 4,07 milliards de francs au premier semestre 1986, contre 3,68 milliards de francs au semestre correspondant de 1985 (+ 10,7 %).

## Lloyd's : une commission d'enquête blanchit PCW Underwriting

Une commission constituée par le conseil des Lloyd's, le grand marché international de l'assurance, pour enquêter sur les activités des syndicats gérés par Richard Beckett Underwriting Agencies Ltd (RBUA), comme admettent sous le nom de PCW Underwriting Agencies Ltd, a conclu que la direction de RBUA n'avait pas commis de fraude ou fait preuve de négligence pendant la période comprise entre le 6 décembre 1982 et le 30 juin 1985.

Les Lloyd's ont été éprouvés par plusieurs scandales financiers portant tous sur des opérations antérieures à 1982, et des dirigeants de PCW Underwriting Agencies, filiale du groupe d'assurances Minet, qui s'occupait de la gestion de plusieurs syndicats de Lloyd's, avaient notamment été soupçonnés d'avoir « détourné » 40 millions de livres, rappelle-t-on.

La commission Davis, que le conseil des Lloyd's a chargée d'enquêter sur RBUA, vient de conclure que la responsabilité des pertes enregistrées au titre de l'année 1982 — date du dernier rapport triennal d'activité des Lloyd's — reposait sur la direction précédente de cette société. Elle affirme également que la décision de M. Richard Beckett de continuer les opérations de la firme après 1982 a été raisonnable et prise dans l'intérêt des membres des syndicats des Lloyd's intéressés. — (AFP.)







سكائن الوطن

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 La visite du président mexicain à Washington. 3 Afrique du Sud : la fin du congrès du Parti national. 4 La tension au Liban du Sud. - La guerre du Golfe.	5 Le financement des partis politiques et des campagnes électorales. - La fin de la session parlementaire : l'UDF n'est pas parvenu à ébranler la domination du RPR.	6 Les insectes qui dévastent les campagnes. 7 Un agriculteur de l'Ardèche tue deux touristes et blesse six personnes. 7 Communication. 16 Echecs : le « blitz » de Kasparov.	13 Architecture : la Mercurie, un rêve de pierre. - Musique : le Martyre de Saint-Sébastien à Seltzbourg. La noblesse d'un danseur. - Exposition : Paul Poiret au Musée Galliera.	17 L'inflation en juillet : entre 0,1 % et 0,2 %. - Les bourses des pays en voie de développement. 18 L'OPA d'Air Liquide sur Big Three. 18-19 Marchés financiers.	Mots croisés ..... 15 Radio-télévision ..... 15 Annonces classées ..... 16 Météorologie ..... 16 Carnet ..... 16 Loto, Loterie ..... 15 Admissions aux grandes écoles ..... 16 Programme des spectacles ..... 14

## RFA

### Les questions de sécurité au centre d'une crise de gouvernement à Hambourg

Depuis les affrontements violents auxquels avaient donné lieu au mois de juin les manifestations contre les installations nucléaires civiles de Brokdorf et de Wackersdorf, le courant d'opinion qui réclame régulièrement plus de police et un renforcement de la législation répressive s'est réveillé en République fédérale. Le débat sur les questions de sécurité est particulièrement virulent à Hambourg, où il a provoqué, à trois mois des élections régionales, une des crises les plus sérieuses que le gouvernement du Land ait connues.

Le chef de la police de Hambourg, M. Alfred Honka, a remis mardi 11 août sa démission. La semaine dernière, les ministres de l'Intérieur et de la Justice du gouvernement du Land s'étaient démis de leurs fonctions. Un épisode spectaculaire et sanglant qui s'était déroulé le 29 juillet au palais de justice de Hambourg avait mis le feu aux poudres.

Ce jour-là, Werner Pinzer, redoutable tueur du « milieu » de Saint-Pauli qui comparait pour cinq meurtres, brandit une arme en plein tribunal et abat coup sur coup sa femme et le procureur avant de se donner la mort. L'arme lui avait été apparemment apportée par sa femme lors d'une visite à la prison où il était détenu.

On s'élève à Hambourg : comment un criminel de cette envergure peut-il avoir un droit de visite, faire l'objet d'un traitement carcéral relativement privilégié (on attendait apparemment de lui en échange des informations sur le « milieu » de Hambourg) ?

Les sociaux-démocrates qui gouvernent la ville depuis une trentaine d'années sont pris à partie. La presse conservatrice locale réclame des têtes, et Hambourg est saisie d'un accès de fièvre sécuritaire. Dans la ville hanseatique, qui connaît depuis longtemps un grave problème de criminalité - agressions armées, prostitution, drogue, hold-up - on dénonce l'inefficacité de la police, le laxisme des autorités, les crimes impunis, ceux commis par des détenus en permission de sortie.

Le SPD comprend que, s'il veut garder quelque chance de conserver sa majorité absolue aux élections du 9 novembre, il lui faut réagir : les deux ministres, M. Eva Leithäuser (Justice) et M. Rolf Lange (Intérieur), remettent leur démission.

Le chef du gouvernement du Land, M. Klaus von Dohnanyi, ne peut cependant, sous peine de se dégrader et de heurter une large partie de son électorat, renoncer à la

politique en matière de sécurité : « Hambourg, explique-t-il aux journalistes de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, mène en matière de sécurité une politique compliquée. Nous nous efforçons d'être aussi libéraux que possible, tout en poursuivant avec la plus grande fermeté les atteintes à la loi. Nous avons besoin pour ce faire de la totale confiance de la population, qui, sinon, aurait le sentiment que nous sommes trop laxistes. Nous avons perdu cette confiance ces dernières semaines. Comme je veux m'en tenir à cette politique - libéralisme et fermeté - je n'ai d'autre choix que de changer les hommes. »

La crise n'est pas pour autant résolue, car un autre procès est fait à la police depuis que, le 8 juin, une manifestation contre le nucléaire civil a très mal tourné à Hambourg. Quelques centaines de manifestations de Hambourg et de Berlin qui n'avaient pu rejoindre le grand rassemblement de Brokdorf, après dif-

férents incidents avec la police, s'étaient rassemblés sur une grande place de Hambourg en une manifestation spontanée, donc non autorisée. La police encercla les manifestants et commença à procéder aux fouilles et aux vérifications d'identité individuelles. L'opération dura près de quinze heures, pour rien ou presque rien : onze interpellations sur plus de huit cents personnes maintenues encerclées pendant des heures et que l'on présentait comme de dangereux Chocottes (casseurs). La gauche du SPD, les Verts et tout ce que Hambourg compte de libéraux, scandalisés, dénoncent l'incompétence de la police.

C'est pour les apaiser que le nouveau ministre de l'Intérieur du Land, M. Alfons Pawelczyk, vient de remplacer le chef de la police du Land. Tout cela fait malgré tout beaucoup de turbulences pour une majorité des plus fragiles.

CLAIRE TRÉAN.

## ESPAGNE

### Deux policiers blessés dans un attentat à Bilbao

MADRID  
de notre correspondant

L'ETA militaire ne désarme pas. Un nouvel attentat a eu lieu ce jeudi matin 14 août à Bilbao. Une bombe, placée dans une voiture en stationnement et actionnée à distance, a explosé au passage d'un véhicule de la police nationale. Deux agents ont été blessés, et un passant a été légèrement atteint.

Cet attentat n'a pas encore été revendiqué, mais personne ne doute qu'il soit l'œuvre de l'ETA. La dernière action mortelle des indépendantistes date du 26 juillet, lorsque deux gardes civils avaient été tués par l'explosion d'une bombe à Aretxabaleta.

La tension reste vive au Pays basque, où se poursuivent les manifestations de protestation contre la remise par Paris à la police espagnole de membres supposés de l'ETA. La coalition Herri Batasuna, proche des indépendantistes, a annoncé une grande concentration ce jeudi à Saint-Sébastien, coïncidant avec les fêtes de la ville. On craint que ne se répètent à cette occasion les graves accrochages avec les forces de l'ordre qui avaient fait une trentaine de blessés dans la nuit du 6 au 7 août à Vitoria.

Th. M.

## A Beyrouth

### Nouvelle voiture piégée : au moins quinze morts

Au moins quinze personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées lors de l'explosion d'une voiture piégée, ce jeudi matin 14 août, dans le quartier commerçant du secteur chrétien de Beyrouth. Selon la police, la charge avait été dissimulée dans une Mercedes abandonnée dans le secteur de Dora, à une centaine de mètres de l'hôpital Saint-Joseph. C'est le septième attentat de ce type en un mois dans la capitale libanaise. — (AP, UPI.)

## BRÈVES

■ M. Poporen (PS) : Le MRG a raison de vouloir vivre. — M. Jean Poporen, numéro deux du PS, a affirmé, le mercredi 13 août devant le club de la presse de La Baule (Loire-Atlantique) : « Le MRG veut vivre, et il a raison, c'est de l'intérêt même de la gauche. On ne m'enlève pas de l'idée cependant que le PS est victime d'une certaine injustice : on laisse penser que nous avons grandi aux dépens de nos partenaires. » M. Poporen a continué : « Certains membres de notre parti se sont dévoués sans compter lors des dernières élections, au risque de perdre eux-mêmes des voix, afin de soutenir les candidatures de militants MRG. N'est-ce pas M. Doubin ? » Le numéro deux du PS a rappelé que dans certains départements, la direction socialiste a dû avoir recours à un « coup de force » pour imposer la présence de listes de listes MRG aux militants qui y étaient hostiles.

■ Le RPR lance, à partir du 15 août, une campagne d'affichage sur le thème « N'oubliez pas de voter ! ». Ce slogan se détache sur fond d'azur marin, ou océans, peuplé d'un voilier, d'un dalmatien ou d'une montgolfière, selon les cas. Cinq mille cinq cents panneaux de 4 mètres sur 3 mètres accueilleront pendant deux semaines les trois affiches de cette campagne.

■ La mort de M. Jumele. — M. Violetta Tranchant, directrice de la Fédération mondiale des villes jumelées (FMVJ), est décédée mercredi 13 août à Biarritz, à l'âge de cinquante-sept ans. Après des études de lettres, elle consacra toute sa vie aux jumelages des villes, ce qui lui valut le surnom de

« M<sup>me</sup> Jumele ». En 1951, elle créa avec M. Jean-Marie Bressand le Monde bilingue, une association qui devait devenir en 1957 la FMVJ. Elle y anima notamment le comité des cités unies pour la promotion des femmes aux responsabilités publiques. M<sup>me</sup> Tranchant a encouragé la naissance de jumelages-coopérations avec l'Afrique, dont le premier associé en 1962 les villes de Louga (Sénégal) et de Millau (Aveyron). En 1979, elle est décorée de la Légion d'honneur pour son action en faveur des jumelages. Malgré sa longue maladie, M<sup>me</sup> Tranchant est restée très active au sein de la Fédération, que préside actuellement M. Pierre Maury, maire de Lille.

■ Renforcement réussi d'un cargo coulé avec son chargement toxique. — Les plongeurs de la société néerlandaise de remorquage Smit Tak ont réussi à remorquer le cargo britannique *Olef*, qui avait coulé en mer du Nord avec son chargement de déchets toxiques - des poussières de filtration d'une usine d'acide chlorhydrique (le Monde du 22 juillet). L'eau polluée contenue dans les cales a été pompée et déversée dans une barge. L'*Olef* et sa cargaison ont été remorqués jusqu'à Rotterdam le 14 août.

■ ATHLÉTISME : record du monde. — La Bulgare Yordanka Donkova a égalé le record du monde du 100 mètres haies de la Polonaise Grazyna Rabszdyn en 12 s. 36, mercredi 13 août à Sofia, à l'occasion des championnats de Bulgarie.

■ TENNIS : tournoi de Toronto. — Yannick Noah s'est qualifié, mercredi 13 août, pour le troisième tour du tournoi de Toronto, doté de 525 000 dollars, en battant le Sud-Africain Danie Visser, 6-4, 6-4.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel  
36-15-91-77 + ISLM

## Selon un institut économique de Vienne

### La chute des importations soviétiques conduira à une stagnation du commerce Est-Ouest en 1986

Les échanges Est-Ouest devraient stagner cette année après avoir enregistré une baisse en volume de 1,5 % en 1985, indique une étude de l'Institut d'études économiques comparées, de Vienne. Cette évolution est largement due au commerce extérieur soviétique, la diminution des exportations occidentales vers l'URSS étant estimée, pour 1986, à 15 %. Les auteurs du rapport prévoient en effet que la chute des ressources tirées par les Soviétiques du pétrole privera le pays de quelque 6,5 milliards de dollars. La dépréciation du billet vert leur coûtera environ 3 milliards de dollars. Dans ces conditions, ce ne sont pas les 4,5 milliards de dollars de crédits obtenus à l'Ouest, cette année, qui suffiront à compenser la forte diminution d'en-

trées de devises fortes dont souffre le pays.

En 1985, l'Ouest avait déjà vu ses exportations vers l'URSS et la RDA diminuer, seules la Hongrie, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie ayant réussi à accroître leurs achats. Parmi les pays occidentaux, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont enregistré une baisse de leurs ventes aux pays de l'Est. Le Japon et l'Italie par contre ont amélioré leur présence. Au total, l'Institut viennois évalue la chute des exportations des pays de l'Est à 6,5 % en valeur et celles de l'Ouest à 0,5 %. Quant à l'endettement de l'ensemble des pays du Comecon, il a augmenté de 7 milliards de dollars en 1985 pour s'inscrire à 90 milliards de dollars à la fin de l'année.

## URSS

### M. Rogatchev nouveau vice-ministre des affaires étrangères

Moscou. — Un spécialiste de l'Asie, M. Igor Rogatchev, a été nommé vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a annoncé, mercredi soir 13 août, l'agence Tass. Le ministre des affaires étrangères (MID), qui fait l'objet d'une restructuration depuis plusieurs mois, comptait déjà deux vice-ministres.

La nomination de M. Rogatchev tend à renforcer la part accordée aux problèmes asiatiques à la tête du MID, puisque deux vice-ministres, MM. Mikhail Kapitsa et Leonid Litchev, sont déjà chargés de ces questions. M. Rogatchev, cinquante-quatre ans, était, de 1983 à 1986, chef du premier département extrême-orient du MID, couvrant la Chine, la Corée et la Mongolie. — (AFP.)

■ TURQUIE : douze militaires tués au Kurdistan. — Douze gendarmes ont été tués lors d'un accrochage avec des séparatistes kurdes, mardi 12 août, près du village d'Uludere (sud-est de la Turquie). Les séparatistes ont attaqué un convoi militaire de six camions et ont tué un officier et deux soldats. Selon l'armée, les attaquants appartiennent au Parti des travailleurs kurdes (PKK, principale organisation indépendantiste kurde).

Depuis la reprise des combats il y a deux ans dans l'est de la Turquie, quelque 180 rebelles, 120 militaires et 110 civils ont été tués, selon les bilans officiels. Selon des sources bien informées, ces chiffres sont sensiblement plus élevés. — (AFP.)

■ Erratum. — Le nombre des jeunes Libanais inscrits cette année dans les six établissements - à programme français - fonctionnant dans leur pays est de six mille, et non de mille, comme il a été imprimé par erreur dans l'article de J.-P. Péroncel-Hugoz consacré à la coopération linguistique franco-libanaise (le Monde du 13 août).

## Les jeunes communistes contre la « Pasquamania »

Une semaine avant la fête de l'Humanité, les jeunes communistes organiseront, le 6 septembre, une manifestation à Paris sur le thème « Stop, laissez-nous vivre », slogan qui figurera sur un badge en forme de panneau de signalisation routière conçu pour l'occasion. M. Jacques Perreux, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF) et membre du comité central du PCF, a annoncé cette « initiative » au cours d'une conférence de presse, le mercredi 13 août, pour protester contre la mort de Loïc Lefèvre et de William Normand, « abattus d'une balle dans le dos », et de Gérard Longué, qui « a trouvé la mort pour avoir voulu faire un tour de pédalo ». Pour M. Perreux, « il ne s'agit pas de coups du sort ou de bavures mais de l'aboutissement horrible d'une politique » dont « les instigateurs sont les Pasqua-Chirac-Pandraud », qui, « avec un arsenal de lois anti-jeunes, veulent les rabaisser à porter les croissants froids et le journal en guise d'emploi ». Avant de conclure que « la première des libertés, c'est le respect de la vie », le dirigeant du MJCF a appelé les jeunes à manifester leur refus de se voir transformer « en victimes de la Pasquamania ».

## M. Lucien Sfez dénonce la suppression du CNCA

M. Lucien Sfez, président du Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA) s'insurge contre la suppression par la loi Locard de cet organisme consultatif institué par la loi du 29 juillet 1982. Une suppression qui équivaut selon lui à « la victoire d'un sectarisme archaïque ». On nous sanctionne pour délit d'opinion en raison de nos réserves exprimées sur la privatisation de TF 1, dangereuse pour l'avenir de notre production culturelle nationale et sur la suppression de la Haute Autorité, dangereuse pour l'avenir de la liberté d'information », observe M. Sfez, qui conclut : « Nos analyses ont déplu. Tous les mouvements spirituels de notre pays, la quasi-unanimité des syndicats, le secteur associatif et de nombreux professionnels composent le CNCA constituent une sorte de thermomètre de l'opinion des usagers et des consommateurs. Ce n'est pas en cassant le thermomètre que cette réforme de l'audiovisuel, largement contestée, deviendra populaire. »

(Publicité)  
**EXPORT CHALONS EN CHAMPAGNE**  
TOUTES pièces détachées  
contre remboursement  
ou par crédit documentaire  
confirmé irrévocable  
4, rue du Général-Maillot  
61000 CHALONS-SUR-MARNE - France  
Tél. 26-66-06-78  
Tél. COCHLIN 84 1152 F

Le numéro du « Monde »  
daté 14 août 1986  
a été tiré à 447 986 exemplaires

## BOURSE DE PARIS

### Séance du matin

En hausse : + 0,20 %

La Bourse de Paris a enregistré une légère reprise le 14 août en séance du matin, l'indice de cotation gagnant 0,20 %. Parmi les valeurs les mieux orientées figuraient Pernod Ricard (+ 2,94 %), le Club Méditerranée (+ 2,05 %), la Redoute (+ 1,51 %), Eurocom (+ 1,34 %), et Havas (+ 1,06 %). Au repli, on notait Synthelabo (- 2,55 %), Alstom (- 2,50 %), UCB (- 1,98 %), Navigation mixte (- 1,13 %).

Valeurs françaises	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	478	478	478
Agence News	1781	1800	1800
Air Liquide (L)	785	782	780
Alcatel	320	311	315
Banque (Cie)	1250	1258	1258
Bouygues	1930	1930	1930
Bouygues	1380	1385	1385
B.S.M.	4080	4106	4100
Carrefour	3371	3375	3375
Chargem S.A.	1435	1440	1440
Club Méditerranée	533	538	538
Dumas	1590	1595	1595
Euro (Cie)	1159	1188	1198
ELF-Aquitaine	298	298	298
Essilor	2560	2570	2570
Lafarge-Coppes	1346	1351	1352
Michelin	3388	3398	3398
Midi (Cie)	1711	1685	1700
Mot-Heremey	2214	2220	2230
Navis. Motos	1225	1221	1225
Oreil (L)	3700	3680	3680
Parrot-Héland	1016	1040	1028
Peugeot S.A.	1050	1056	1054
Santel	702	702	710
Source Parier	757	780	780
Télématique	3160	3150	3140
Thomson-C.S.F.	1599	1605	1610
Total-C.F.P.	392	394	387
T.R.T.	2950	2950	2950
Vallo	482	488	487

Le Monde  
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB  
Parution le 15 septembre 1986  
Renseignements publicité :  
45-55-91-82, poste 4196

A B C D E F G